

15

Suppléments Radio-Télévision/Ile-de-France



Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14876 - 6 F

DEMANCHE 8 - LUNDI 9 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'Albanie en détresse

DERNIER pays d'Europe de l'Est à tenter de se débarrasser du communisme, l'Albanie n'en finit pas de se débattre dans un cycle de crises à répétition de plus en plus graves et dont on entrevoit difficilement l'issue. Alors que la démocratie semble solidement installée de Sofia à Varsovie en passant par Prague ou Budapest, Tirana vit toujours au rythme des réajustements de comptes, des manœuvres douteuses et, surtout, d'une absence totale de perspectives.

La démission, vendredi 6 décembre, du premier ministre Ylli Bufi, à qui le président Ramiz Alia s'est demandé de rester provisoirement en fonction, n'a fait qu'exaspérer une crise politique ouverte par la démission de la coalition des ministres du principal parti d'opposition, le Parti démocratique, et le limogeage des ministres de l'autre formation non communiste, le Parti républicain. L'arrestation spectaculaire de Nedhijë Hodja, le veuve de l'ancien dictateur, longtemps réclamée par les responsables de l'opposition, n'a donc pas réussi à retendre ces derniers. La fragile coalition bâtie au lendemain des élections du printemps dernier remportées par les communistes a donc éclaté.

Si un nouveau heurt aux urnes semble s'imposer, le prochain scrutin risqué fort de se dérouler dans un climat passionnel, et tous les dérapages sont à craindre. Les partisans de l'ancien régime, encore puissants, ne se privent pas de jeter de l'huile sur le feu, et les responsables de l'opposition semblent trop divisés et trop mal organisés pour ramener le calme dans les esprits. Autre risque : l'aggravation de la coupure du pays entre un Nord favorable à l'opposition et un Sud encore dominé par les anciens communistes. La ville de Shkoder (Nord-Ouest), où deux militants de l'opposition avaient été tués par la police en avril, ne se considère-t-elle pas déjà comme ne dépendant plus de Tirana ?

Cette crise politique survient alors que l'économie du pays, qui est déjà la plus pauvre du continent, semble totalement dévastée. Le plein manque dans de nombreux villages et, dans la capitale, la police a dû protéger les magasins d'alimentation pour éviter qu'ils ne subissent l'assaut d'une population penchée par les déclarations de plusieurs dirigeants selon lesquelles les réserves de nourriture seraient épuisées dans la semaine. Et, de nouveau, se profile une nouvelle vague d'exode vers l'Italie ou la Grèce, bien que ces pays aient totalement fermé leurs frontières.

CETTE accumulation de pénuries et de tensions pourrait se traduire par une dangereuse fuite en avant nationaliste, le rêve de la « Grande Albanie », habilement attisé par les anciens communistes. Les conditions de plus en plus injustes dans lesquelles vivent les quelque deux millions d'Albanais de souche au Kosovo, sous la tutelle de la Serbie voisine, pourraient être un des thèmes les plus mobilisateurs d'une escalade sanglante et suicidaire. Enver Hodja, le fondateur de ce régime absurde, a gagné son pari posthume : l'Albanie est toujours isolée.

M0146 - 1209 0 - 6,00 F



Washington décide des sanctions économiques contre les Républiques

L'armée fédérale a lancé une nouvelle offensive en Croatie

La Croatie s'est de nouveau embrasée, vendredi 6 décembre, l'armée fédérale ayant déclenché de violentes attaques d'artillerie, notamment contre Osijek (dans l'est) et Dubrovnik, dont le centre historique, selon plusieurs témoignages, a été touché par des tirs. Ces bombardements ont soulevé les protesta-

tions de l'ONU et de l'UNESCO. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, a accusé les troupes fédérales de se comporter « en conquérants ». Washington a, pour sa part, décidé des sanctions économiques contre l'ensemble de la Yougoslavie.

Une priorité pour les Douze

par André Fontaine

Maggie n'est plus là pour dramatiser les sommets européens. Même elle, pourtant, malgré la volubilité gaillarde qu'elle éprouvait à dire non, savait faire à l'extrême les concessions nécessaires pour éviter une rupture dont, pas plus que ses onze pairs de la Communauté, elle n'enviait la responsabilité de prendre la responsabilité.

Le tempérament de John Major est aux antipodes. Il suffit de le regarder, avec son sourire de grand vendeur ; il fait des affaires, pas la

guerre. Et s'il lui arrive à l'occasion de camper sur ses positions, c'est parce que l'on va bientôt voter outre-Manche : la « Dame de fer », dont la combativité n'a en rien fléchi, conserve des nostalgiques, et il faut les convaincre que son successeur défend avec toute la vigueur nécessaire les intérêts du royaume. A ce jeu, il lui arrive d'ailleurs de marquer des points non négligeables : l'adjectif « fédéral », cher à Jacques Delors, mais détestable aux oreilles des sujets de Sa Gracieuse Majesté, a disparu des documents préparés pour Maastricht.

Personne, donc, ne s'apprête à gagner les Pays-Bas avec l'intention de casser. Ce qui veut très probablement dire que, purgés de toute aspérité, les textes adoptés par les Douze... ne casseront rien : chacun y mettra du sien, et personne n'ira à Canossa. Certes, on entendra ensuite les cris de deux catégories d'officiers : les uns et les autres dénonceront la trahison ; dans un cas, de la souveraineté nationale ; dans l'autre, de l'idéal européen.

Lire la suite page 4

Les Européens en quête de compromis

Le sommet de Maastricht pourrait marquer un tournant dans l'aventure communautaire

par Philippe Lemoine

Le président du Parlement européen proteste par avance, celui de la Commission européenne joue la Cassandre, la classe politique, comme l'opinion publique, se montre dubitative : tout porte à le croire, la réunion que tiendront les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, lundi 9 et mardi 10 décembre à Maastricht, ne sera

pas marquée par l'euphorie. Contrairement aux espoirs qui avaient pu naître, lorsque furent lancées, voici un an, les deux conférences intergouvernementales qu'il s'agit maintenant de conclure - l'une sur l'union économique et monétaire (UEM), l'autre sur l'union politique - on n'assistera pas à quelque chose ressemblant de près ou de loin à la « naissance d'une nation » (1).

Les compromis auxquels, dans la meilleure des hypothèses, parviendront les Douze, présenteront des épineux pour tous et, c'est couru d'avance, seront immédiatement dénoncés comme insuffisants par tout ce que l'Europe compte de militants. Comme le fut en 1985, avec une belle absence de clairvoyance, l'Acte unique européen !

Maastricht viendra sans doute démontrer une fois de plus que la construction européenne est une entreprise difficile, voire ingrate, puisqu'elle doit constamment concilier des sensibilités et des intérêts différents, ou souvent, même, contradictoires, et qui réclame davantage de persévérance que d'enthousiasme.

Lire la suite page 3

(1) Naissance d'une nation, de Yann de L'Ecotais, Grasset.

Un mélo flamboyant

L'opéra de Verdi « Luisa Miller » monté par Werner Schröter triomphe à Amsterdam

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale

Soir de première survoltée, chanteurs ovationnés, chef et orchestre en gloire, sifflets immortels pour le metteur en scène : l'opéra d'Amsterdam, épris d'audaces depuis qu'il est dirigé par Pierre Audi, fait un tabac avec Luisa Miller de Verdi.

Le décor est un mot croisé. En l. horizontal, villageois et villageoises observent le drame en contrebas. En l. vertical, ils rient, le dos courbé comme les paysans de Millet, ou se détournent dans un mouvement d'horreur sacrée.

Dans la colonne de droite, il y a des dames somptueusement enturbannées, couchées dans une lumière dorée comme des courtisanes : Delacroix. Tout le carré central, lui aussi partagé en

zones, coupé par un escalier en colimaçon, exhausse les protagonistes selon leur classe sociale, selon leur état mental. Des défilés descendent de leur empyrée pour aller composer au milieu, sur fond de marine gris-bleu, un tableau chic à la Monet. Une sorte de nymphée descend en cascade à gauche.

En bas enfin, le vulgum pecus, archers en costume prussien alignés de travers, le dos courbé : la place leur est comptée comme à la base des retables primitifs. Plus bas encore - autant dire aux enfers, déjà - les amoureux agonisent interminablement, un coup d'épée scelle le mélo. Le personnage dont le buste dépasse du sol s'appelle Wurm : le ver en allemand. Il rampe. C'est le méchant.

ANNE REY

Lire la suite page 17

HEURES LOCALES

Ile-de-France : du complexe au rêve

■ Quel avenir pour la coopération interrégionale ? ■ Minutels municipaux en panne ■ Tramway nouveau à Saint-Etienne.

pages 9 à 12

UN PREMIER ROMAN PAS COMME LES AUTRES



L'histoire extraordinaire d'un Astrologue dans Prague au XVII^e siècle

Editions Olivier ORBAN

A L'ETRANGER : Afrique, 4,80 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 780 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
115, RUE FALGUIÈRE 15
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 40-66-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot-Duvellat, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDEPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-98-71. Société filiale
de la SARL Le Monde et de M. et Mme Sempé SA

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-66-25-33

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LN

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF FRANCE SUISSE AUTRES PAYS
BELGIQUE 100 F 120 F 150 F
PAYS-BAS 100 F 120 F 150 F
3 mois 400 F 512 F 750 F
6 mois 800 F 1024 F 1500 F
1 an 1600 F 2048 F 3000 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
PP Paris RP 111 MON 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Jacques Amélie
Thomas Farnaud
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Varner
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fesler (1989-1991)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

DATES

Il y a cinquante ans

L'attaque japonaise sur Pearl-Harbor



« Quoi de plus spectaculaire que l'attaque, au matin du 7 décembre 1941, de l'escadre américaine du Pacifique par quelque trois cent cinquante avions, bombardiers, torpilleurs ou chasseurs ? »

LES événements les plus excep-
tionnels appellent les explica-
tions les plus paradoxales.
Quoi de plus spectaculaire que l'at-
taque, au matin du 7 décembre
1941, de l'escadre américaine du
Pacifique, en partie concentrée à
Pearl-Harbor, par quelque trois
cent cinquante avions, bombar-
diers, torpilleurs ou chasseurs qui,
en deux vagues successives, décol-
lent des six plus grands porte-
avions de combat que compte alors
la flotte japonaise ? Tous les ingré-
dients d'une grande séquence filmi-
que s'y trouvent assemblés : l'am-
pleur de l'attaque alors que l'état
de guerre n'existe pas encore entre
les pays qui s'affrontent, la virtuosi-
té des pilotes qui se jouent des
barrages et des contrôles et triom-
phent de cuirassés de plus de
trente mille tonnes, la quasi-impu-
nité de l'assaut qui, au prix de
pertes dérisoires, frappe partout et
partout accumule des ruines
humantes dans le vacarme des
explosions, et jusqu'aux stéréotypes
nationaux qui soulignent la dupli-
cité du Japon en rattachant Pearl-
Harbor à l'assaut des torpilleurs de
l'amiral Togo contre l'escadre russe
de Port-Arthur, une nuit de février
1904.

Quoi de plus saisissant dès lors
que de prétendre qu'en fait, le
Japon vient de tomber dans un
piège tendu par le gouvernement
américain, et que Roosevelt, afin
de galvaniser son opinion publique
avant d'entreprendre une croisade
contre les puissances de l'Axe, a
volontairement non seulement
manœuvré habilement pour que les
premiers coups de feu viennent du
côté japonais, mais délibérément
voué au massacre son escadre du
Pacifique en la laissant exposée à
Hawaii, privée des renseignements
indispensables à sa défense ? Et le
paradoxe est poussé plus loin
encore s'il peut être affirmé que
c'est dans un ouvrage en langue
anglaise écrit en 1925, *The Great
Pacific War: A History of the Ameri-
can-Japanese Campaign of
1911-1933* que les dirigeants mili-
taires japonais avaient trouvé l'idée
maîtresse d'une stratégie orientée
vers la destruction de la puissance
navale américaine dans le Pacifi-
que central, et que l'auteur de ce
roman d'anticipation, Hector
C. Bywater, lui-même expert
reconnu, avait su inspirer Yama-
moto Isoroku, principal architecte
de l'attaque de Pearl-Harbor, de la
portée vitale de cette opération
pour le déroulement ultérieur de la
guerre.

Fatalité ?

Qu'un fait soit paradoxal n'im-
plique pas qu'il soit faux. Mais il
comporte un risque de simplifica-
tion qui conduit facilement à l'er-
reur. Le côté spectaculaire et prodi-
gieusement exceptionnel de
Pearl-Harbor masque la complexité
de l'événement plutôt qu'il ne la
révèle.

Et tout d'abord, si le Japon est
l'agresseur, cette évidence suffi-
rante à faire admettre une fois pour
toutes la fatalité de cette guerre ?
Longtemps les historiens ont refusé
de relativiser les faits réels en
acceptant de les mettre en rapport
avec les faits possibles. Mais
depuis que leur attention se porte
davantage sur les processus de
décision, sur la situation des
hommes d'Etat au milieu des
forces profondes, sur le jeu des
images, miroirs déformants qui
intègrent l'erreur de jugement dans
l'ensemble complexe de la réalité,
la fatalité de l'événement ne peut
plus s'analyser selon une ligne
aussi simple.

Comment comprendre, entre
autres questions, la date tardive de
l'attaque de Pearl-Harbor, six mois
ou presque après l'invasion de la
Russie par l'armée allemande, un
an et demi après la campagne de
France, plus de deux ans après
l'occupation de la Pologne ? Le
Japon a-t-il eu vraiment l'intention
de participer d'une façon préémi-
nente, comme acteur à part entière,
à la seconde guerre mondiale ? Plus
ieurs années durant, n'a-t-il pas
voulu plutôt exploiter sans risques
majeurs ? A partir de quand le
gouvernement américain a-t-il jugé
inutile de conserver une attitude
relativement conciliante, dans ses
accords avec le Japon, des principes
vis-à-vis de l'expansion japonaise ?
Par quel enchaînement d'actions et
de jugements, vrais ou erronés, un
conflit si longtemps différé en est-il
venu à être tenu pour inéluctable
par l'assailant, mais plus générale-
ment par les deux adversaires ?

Pour qui regarde surtout l'aspect
militaire de l'événement, comment
oublier que six mois plus tard, à
Midway, le 4 juin 1942, au cours
d'une seconde opération visant elle

aussi l'archipel des Hawaii, le
même amiral, Yamamoto Isoroku,
et le commandant des porte-
avions, Nagumo, subissent une
écrasante défaite, provoquant, la
part du hasard étant reconnue, de
ce que désormais les informations
sont mieux maîtrisées par les Amé-
ricains. Compte tenu de la capacité
de production des Etats-Unis, l'ini-
tiative échappe pratiquement pour
le reste de la guerre à la marine et
à l'aviation japonaises. Décisive
dans ces conditions, l'attaque du
7 décembre 1941 est-elle preuve
indéniable d'une efficacité sans
faille, ou, tout au contraire, projet
limité, voire timoré, dans sa
conception comme dans son exécu-
tion, produit batarde de directions
stratégiques contradictoires ? Là
réside le second point central d'un
réexamen de Pearl-Harbor.

La guerre du Pacifique a été
considérée comme probable dès la
fin de la guerre russo-japonaise.
Le Japon se conçoit comme une puis-
sance en expansion et, dans l'en-
semble de ses élites, le statu quo
est synonyme de mort. Admirable-
ment préparé par son héritage poli-
tique et culturel qui lui vait de
faire l'économie de luttes révolu-
tionnaires et religieuses et de mêler
compétition interne et rivalités

avec l'étranger, à devenir un Etat
oatlon prompt à imiter ceux qui
existent en Europe, il ne peut
concevoir l'expansion que sous la
forme d'une conquête de terri-
toires. Mais tard venu dans le choc
des impérialismes, il se heurte très
tôt à la conception que les Etats-
Unis tentent de faire prévaloir
dans les relations internationales et
qui vise à ne légitimer que les rap-
ports commerciaux.

Emigration,
suspicion

Latente sous la présidence de
Taft, aggravée sous celle de Wil-
son, l'opposition des deux visions,
pour radicale qu'elle soit, conduit
cependant à un compromis en
1921-1922, lors de la conférence de
Washington. Mais elle refait sur-
face avec vigueur quand l'instabi-
lité politique de la Chine et le ren-
forcement de l'armée soviétique
procurent au Japon motivations et
opportunités. En fait, de 1937 à
1939, enlisée dans une vaine tenta-
tive de conquête en Chine, violent-
ment repoussée par l'armée rouge
aux confins de la Mandchourie,
l'expansion japonaise est de plus
en plus marquée par les échecs. Et
si la condamnation dans l'opinion

américaine est sans appel, c'est
exclusivement sur le plan moral.
Des sanctions économiques sont
envisagées, non réalisées.

La question de l'émigration japo-
naise crée un climat de suspicion
entre les deux pays, parce que rat-
tachée au problème des conquêtes
territoriales. Ni plus nombreux, ni
mieux vus socialement que les
immigrants chinois, les Japonais
offrent cette particularité d'être
tenus pour des guerriers déguisés
en colons, pour des espions mili-
taires toujours prêts à s'insurger
contre la souveraineté américaine,
aussi bien en Californie qu'à
Hawaii.

On ne peut manquer d'évoquer
les relations économiques entre les
deux puissances. Mais s'il est une
idée fautive et malheureusement
banalisée dans les manuels, c'est
bien celle d'un choc d'intérêts
entre elles. Allant de succès en suc-
cès, l'économie japonaise a un
besoin vital de ses relations avec
les Etats-Unis, mais l'idée d'une
remise en cause politique et mili-
taire du statu quo international lui
impose une distorsion. Au lieu de
viser la richesse, elle cherche l'au-
tonomie des approvisionnements
en cas de blocus, éventualité prévi-
sible s'il y a une guerre. C'est le

choix politique qui, ici encore, est
déterminant. Il y a simultanément
achats massifs sur le marché améri-
cain, afin de disposer de machines
et de stocks, et rêve de se libérer
de cette dépendance par la
conquête, en Chine ou en Asie du
Sud-Est, de territoires riches en
matières premières stratégiques :
une contradiction qui ne peut que
renforcer la suspicion des Etats-
Unis.

La guerre en Europe cristallise
ces aspects conflictuels. Comme en
1914, le Japon ne veut pas man-
quer une occasion profitable. Mais
comment y parvenir ? L'alliance
conclue avec l'Allemagne après ses
victoires du printemps 1940 relève
non d'un plan de guerre, mais
d'une diplomatie de dissuasion. Il
s'agit de faire reculer les Etats-Unis
sans combat et aussi de ne pas être
tenu hors d'un règlement de paix
qui conduirait à une redistribution
des souverainetés coloniales.

Le refus
d'une capitulation

Le recours direct à la force est
aussi interdit qu'un franc enga-
gement diplomatique. Le Japon est
fort en 1941 parce qu'il est loin.
L'armée de terre manque d'effectifs
et d'armement. Elle est incapable
d'affronter l'Union soviétique en
Mandchourie avant que le
triomphe attendu de Hitler ne se
révèle décevant. Si elle ne redoute
pas un conflit avec les Etats-Unis,
c'est que l'adversaire lui paraît
puissant sur terre et dans les airs
seulement. Avec une douzaine de
divisions, elle espère contrôler l'Asie
du Sud-Est et le Pacifique. Mais elle
refuse d'engager une opération de
débarquement contre les îles
Hawaii, qui lui semblent trop éloi-
gnées. La marine, elle, sait qu'elle
ne peut vaincre les Etats-Unis,
mais il lui est impossible de renon-
cer à les affronter sous peine de
devenir une arme parasitaire dans
un Japon cruellement démuní de
moyens.

Ces dilemmes éclaircissent l'occu-
pation du sud de l'Indochine en juil-
let 1941. Il s'agissait moins de pré-
parer une vaste action militaire
que de trouver un compromis entre
l'inaction et le risque, entre les
vues de l'armée et celles de la
marine. Une nouvelle forme d'at-
tentisme plutôt qu'un départ hardi.
Mais l'interprétation des Etats-
Unis est différente. Voyant le
Japon mettre plusieurs fois au feu,
ils concluent que seuls sont vrais
les bruits de guerre, les autres dis-
cours n'étant que des mensonges.
Pour la première fois, ils optent,
puisque l'entrée en guerre du
Japon leur semble programmée,
pour un blocus économique radical.

Pourquoi après tant d'hésitations
avoir attaqué Pearl-Harbor ? Parce
que devant le raidissement améri-
cain que renforcent ceux de la
Chine, de la Grande-Bretagne et
des Pays-Bas, le Japon se trouve
placé entre l'obligation de reculer,
d'accepter le statu quo ante, de se
mettre hors de la guerre mondiale
d'une façon irréversible, et la pos-
sibilité de conserver une chance,
même fragile, d'agrandissement.

Pearl-Harbor est né du refus
d'une capitulation immédiate. Ce
n'est donc pas dans l'euphorie
d'une guerre victorieuse que l'atta-
que est engagée. Mais le Japon
compte sur l'Allemagne et opte
pour le risque d'une défaite limi-
tée, différée, atténuée peut-être par
un compromis général.

Ce détour par la genèse politique
de l'événement explique aussi ses
limites militaires. Le problème
envisagé par l'amiral Yamamoto
est celui de la durée possible de la
résistance du Japon devant la supé-
riorité écrasante des Etats-Unis.
Pour gagner du temps, il faut frap-
per fort et vite, et non tout miser,
comme le Japon en 1905 à Tsu-
shima, sur une bataille tardive.
Conquérir Hawaii eût été mieux
qu'une simple attaque aérienne.
Mais l'armée refuse son concours
et, malgré l'exploit des Anglais
dans la rade de Tarente, l'attaque
aérienne comporte des incertitudes.

A Pearl-Harbor, le Japon a
engagé une bataille. Il n'a pas pré-
paré une guerre.

MICHEL VIÉ
Professeur à l'Institut national
des langues
et civilisations orientales

Le supplément « Champs éco-
nomiques » de lundi 9 décembre
daté 10 décembre sera consacré
à la « guerre commerciale nippo-
américaine » cinquante ans après
Pearl-Harbor.

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

GEORGES

MARCHAIS

ANIMÉ PAR
HENRI MARQUEAVEC ANDRÉ PASSERON
ET ALAIN ROLLAT (LE MONDE)
BÉATRICE HADJAJE
ET BERNARD LEHUT (RTL)18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

2011-10-10 15:50



ÉTRANGER

Le sommet européen de Maastricht

Washington : une appréciation positive mais des inquiétudes pour l'OTAN

L'administration Bush est sans doute « la plus pro-européenne de ces dernières années » et les milieux d'affaires américains ne redoutent plus un éventuel protectionnisme de la « forteresse Europe ».

WASHINGTON

de notre correspondant

« J'ai trouvé chez mes interlocuteurs une bonne disposition générale », disait récemment M. Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, de passage à Washington pour assister aux impressions de l'administration et du Congrès à l'égard de la construction européenne et, plus particulièrement, du sommet de Maastricht. L'appréciation du processus communautaire est en effet globalement plus positive de la part des Etats-Unis qu'un an auparavant. L'Europe, même si certains sujets – défense et sécurité – provoquent, de ce côté-ci de l'Atlantique, des « sentiments mitigés », comme le note M. Elisabeth Guigou. Un diplomate européen à Washington rappelle que l'administration Bush est sans doute « la plus pro-européenne de ces dernières années » – l'Europe n'intéressait pas Ronald Reagan – et que les critiques des milieux d'affaires américains de voir s'élever une « forteresse Europe » impénétrable à leurs produits se sont largement

ment estompées. Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, déclarait dans un entretien publié cette semaine par le *Wall Street Journal* : « La Communauté européenne peut contribuer à une Europe forte et stable, et cela est tout à fait dans l'intérêt des Etats-Unis. (...) une Europe fondée sur les principes de la démocratie et des marchés libres. A priori, donc, pas de crainte d'un éventuel protectionnisme européen, puisque l'unification peut même être « un processus qui fera tomber les barrières commerciales », selon le secrétaire d'Etat. Il observe encore que les Etats-Unis, depuis toujours défenseurs de la construction européenne, n'ont pas de jugement à porter sur le niveau d'intégration – manuscrite ou institutionnelle – subissant : ce n'est pas leur affaire.

Réactions contradictoires

Le sujet devient plus sensible lorsqu'on aborde le volet politique-militaire de la construction européenne. Les réactions américaines sont quelque peu contradictoires : en principe partisans sans réserve de l'unification politique de l'Europe – après tout, ils ont soutenu dans les années 50 le projet de Communauté européenne de défense – les Etats-Unis craignent que le renforcement de l'identité européenne ne se fasse au détriment de l'OTAN.

La « doctrine » américaine, telle que la résume le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, est que « l'OTAN est l'instrument de l'engagement américain au service de la sécurité de l'Europe » et doit rester le « forum » en charge des questions de sécurité européenne. D'où la méfiance avec laquelle ont été accueillis les projets de re-activation de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui est jusqu'à présent la seule institution européenne habilitée à traiter des questions de défense.

Mais l'administration aborde la question plus sereinement. En février dernier, le sous-secrétaire d'Etat chargé des questions de sécurité, M. Reginald Bartholomew, s'adressant sur un mode comminatoire aux Européens. Depuis, le ton a changé, même si les réserves sont toujours là. Les Etats-Unis ont paru quelque peu rassurés par les formulations utilisées dans l'initiative franco-allemande d'octobre en matière de sécurité européenne (qui insistait sur une nécessaire « complémentarité » avec l'OTAN) et par les assurances reçues lors du dernier sommet de l'OTAN, à Rome, en novembre (où, les Européens souhaitent toujours une présence militaire américaine sur leur territoire). Il reste quelque chose qui « passe » mal aux Etats-Unis, qui sont des réserves : admettre la double nécessité, pas forcément contradictoire, de maintenir

l'OTAN et de développer aussi un pilier européen politico-militaire autonome.

Les Etats-Unis sont, cependant, sensibles à l'argumentation européenne : si l'Amérique, comme elle l'affirme, veut une Communauté forte, capable de prendre ses responsabilités dans les années de déstabilisation et de crises qui s'annoncent en Europe de l'Est, alors il faut laisser l'Europe se doter des moyens politico-militaires dont elle aura besoin. Les grands quotidiens américains, *New York Times*, *Washington Post*, par exemple, ont admis cet argument et ont publié des éditoriaux soutenant sans réserve l'initiative franco-allemande destinée à renforcer l'identité européenne en matière de défense.

L'administration est plus hésitante. Outre une fragilisation de l'OTAN, elle craint que la promotion de l'idée de défense européenne n'exacerbe les tendances isolationnistes au sein du Congrès. Si les Européens veulent s'occuper eux-mêmes de leur défense, ramènons nos troupes et économisons sur le budget militaire, entend-on de plus en plus fréquemment au Capitole. En période électorale, c'est une rhétorique que l'on pratique chez les démocrates comme chez les républicains.

ALAIN FRACHON

En quête de compromis

Suite de la première page

Pourtant, quel que soit son lot de déceptions, le conseil européen de lundi et mardi, s'il n'est pas saboté, devrait marquer, un tournant décisif pour l'avenir communautaire : la mise en œuvre du programme d'union économique et monétaire (même s'il ne s'agit à ce stade que d'engager un processus) et le lancement à petits pas d'une politique étrangère et de sécurité commune, représentant un changement de direction qui, pour être confirmé, justifie le réalisme dont s'appuient apparemment à faire preuve l'ensemble des délégations.

Les résultats des travaux ayant trait à l'union économique et monétaire sont, en général, salués comme satisfaisants. Dans ces conditions, si l'ambivalence à Maastricht est constructive, on peut penser que les problèmes de négociation que soulève encore la clause d'exception (opting out) envisagée en faveur du Royaume-Uni – pour lui permettre de signer le traité sans s'engager encore définitivement vis-à-vis de la monnaie unique – seront réglés sans trop de difficultés. L'UEM, et c'est évidemment un événement considérable, serait alors sur les rails.

Les critiques et étonnements visent les conditions de mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, au cœur de l'initiative franco-allemande d'avril 1990, et qui devrait constituer l'élément le plus novateur du traité sur l'union politique. Les Britanniques, réticents à l'égard de cette démarche, se sont opposés avec constance à l'idée que des décisions en matière de politique

étrangère pourraient être prises à la majorité qualifiée. Prenant en compte cette réaction négative, le projet de texte sur la table ne prévoit l'usage du vote à la majorité qualifiée que dans des cas très restreints. Il n'interdirait qu'à propos de modalités d'application de portée limitée et après que le conseil des ministres des affaires étrangères ait délibéré de l'opportunité de se prononcer plutôt à l'unanimité ou bien à la majorité.

L'enjeu de Maastricht

Jeudi, au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Delors a ridiculisé ce projet de compromis, mettant en relief son caractère, à ses yeux, dérisoire. « La machine mise en place ne marchera pas : ce texte est impraticable. Les débats ne porteront que sur la procédure, et derrière la procédure se cachent les questions de fond. On ne peut pas dire qu'on engage de cette manière une politique étrangère commune », a estimé le président de la Commission européenne, soulignant qu'un mauvais accord aurait les mêmes conséquences qu'un échec, à savoir « une longue phase de stagnation ».

Aura-t-il invité, vendredi, M. François Mitterrand, qu'il a rencontré à l'Elysée, à ne pas se résigner à « un accord à n'importe quel prix » et lui a-t-il suggéré la voie à suivre pour parvenir à une conclusion satisfaisante sans trop risquer la rupture ? Pense-t-il, pour la politique étrangère commune, à une clause d'exception qui permettrait au Royaume-Uni de ne pas s'engager, tout en préservant un caractère

opérationnel à l'action commune ? Interrogé par les journalistes, il n'a pas indiqué s'il avait en tête une solution de rechange, admettant au contraire que la formule proposée représentait « peut-être le seul moyen d'aboutir à un accord ».

Seu critiques ont été mal ressenties à Paris, où, compte tenu de l'enjeu, elles ont été considérées comme peu responsables : ne pas signer à Maastricht, c'est renoncer à une amorce de défense commune, à un chapitre concernant la politique sociale dans le traité. Vaut-on cela ? demandent les Français, qui ne contestent pas que le texte sur la table ne soit pas vraiment satisfaisant. « Nous préférons des formules plus allantes, mais l'important c'est d'amorcer un processus. Au départ, le champ d'application de la majorité qualifiée sera restreint. Nous n'avons pas de raison de ne pas faciliter la tâche à M. John Major. Cela dit, il y aura un niveau au-dessous duquel on ne descendra pas », expliquait récemment M. Elisabeth Guigou, ministre délégué pour les affaires européennes.

Une réorientation radicale

Les Français semblent convaincus que M. Major n'a pas beaucoup plus loin que le texte proposé par la présidence néerlandaise, qui va servir de base aux discussions des chefs d'Etat et de gouvernement. Au reste, ils admettent que, depuis dix-huit mois, les positions ne partent-ils pas eux-mêmes, certes à l'avenir, de politique de défense commune ? Ils ajoutent que préciser le processus de décision en matière de politique étrangère commune est beaucoup plus difficile que lorsqu'il s'agit, par exemple, d'adopter un programme de démantèlement des barrières aux échanges : le découpage entre questions de principe, à

Un programme chargé à souhait

LA HAYE

de notre correspondant

L'union européenne, tauta l'union mais rien que l'union : la formule synthétique du programme du sommet de Maastricht, tel qu'il ressort d'un communiqué diffusé, vendredi 8 décembre, par les services du premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers.

Les problèmes qui n'ont pas été réglés dans les négociations préalables et doivent donc « remonter » à Maastricht devant les chefs d'Etat et de gouvernement sont nombreux. En matière d'union économique et monétaire, les Douze doivent s'entendre sur les conditions du passage à la phase de la Banque centrale et de la monnaie unique et la situation particulière des

pays qui ne veulent pas se prononcer dès maintenant à ce sujet (Grande-Bretagne, Danemark). Les aspects de l'union politique soumis à la sagacité du conseil sont au nombre de cinq : le question des décisions à la majorité qualifiée dans le domaine de la politique étrangère et la politique de défense ; la légitimité démocratique ; la cohésion économique et sociale entre les Etats membres ; la politique sociale de la communauté ; enfin, le développement ultérieur de l'union : « Comment pouvons-nous exprimer le plus clairement notre détermination à poursuivre le processus d'intégration européenne ? », demande M. Ruud Lubbers, indiquant ainsi qu'à Maastricht ne sera posée que la première pierre d'un édifice à bâtir dans la durée.

Ce programme, que l'on aurait mieux aimé grâce à quelifier de limitatif vu l'ampleur des divergences subsistant entre les Douze, signifie que, selon la préférence néerlandaise, plusieurs dossiers ne seront pas examinés par le sommet, bien qu'ils relèvent de l'union. C'est le cas notamment de la politique d'asile et d'immigration, de la coopération policière (Europol), ou de la coordination de la lutte antidrogué. Un conseil des ministres des affaires étrangères des Douze aura lieu les 16 et 17 décembre à Bruxelles. C'est à l'occasion de cette réunion que les Douze parleront également de la situation en Yougoslavie et en Ukraine.

CHRISTIAN CHARTIER

M. Giscard d'Estaing rappelle son attachement au fédéralisme

M. Valéry Giscard d'Estaing était, vendredi soir 6 décembre, le dernier des responsables politiques reçus à l'Elysée par M. François Mitterrand dans le cadre de la préparation du sommet européen de Maastricht. Le président de l'UDF a insisté sur la nécessité de maintenir le mot « fédéral » dans le traité d'union politique.

En cas de « difficulté insurmontable » pour le maintien de cette formule, l'ancien président de la République a indiqué, à l'issue de cet entretien, qu'il avait « soumis un projet de rédaction de l'article 1 » qui définissait « clairement les objectifs de la Communauté en faisant apparaître la nature de la construction que nous nous efforçons d'établir ».

Sur l'union monétaire, il a souligné « une date de passage à la troisième étape la moins éloignée possible », en fixant 1997 comme limite. Après avoir jugé « satisfaisant » le fait que « le Parlement participera pleinement à l'élaboration des lois », il a ajouté : « Le domaine d'application est trop étroit et nous demandons que, de manière sans doute progressive, les compétences du Parlement européen soient élargies à toutes les matières dans lesquelles le conseil des ministres statue lui-même à la majorité ». M. Giscard d'Estaing a estimé que « sur ces points », les positions que défendra M. Mitterrand « seront proches de ses conceptions », tout en ajoutant qu'il sera tenu par les limites de la négociation.

Soutien du président du CNPF

Reçu auparavant par M. Mitterrand, M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a mis l'accent « sur la nécessité de relancer, peut-être au niveau parlementaire pour commencer, l'idée de confédération » européenne. Le député socialiste des Bouches-du-Rhône a aussi proposé que soit organisé « un congrès des Parlements nationaux avec le Parlement européen deux ou trois fois par an ». M. Vauzelle a déclaré que face à la situation en Yougoslavie et en URSS, « le message de la France devra faire la synthèse entre la volonté de diversification et la volonté d'unification ». Le président du CNPF, M. François Périgot, qui avait précédé M. Vauzelle à l'Elysée,

a fait part à M. Mitterrand de l'« appui » des entreprises françaises au sommet de Maastricht, dont elles souhaitent « le succès pour assurer le caractère inséparable de la construction européenne ». M. Périgot a plaidé pour « une harmonisation encore plus étroite des politiques économiques ». « Il s'agit non seulement de l'avenir de la compétitivité des entreprises françaises mais encore de l'avenir de tous nos systèmes économiques et sociaux », a-t-il ajouté. M. Périgot a fait état des « initiatives lourdes en matière sociale » prises par le patronat européen, rappelant la signature avec les syndicats européens d'un accord au terme duquel le patronat « s'engage à initier une politique contractuelle au niveau européen ».

De son côté, M. Pierre Méhaignerie estime, dans une interview au *Courrier de l'Ouest* du 12 décembre, qu'un « succès même partiel de Maastricht pourrait conduire » M. Mitterrand « à décider d'un référendum sur l'Europe ». Il ajoute : « Si un tel référendum portait seulement sur les choix européens que nous défendons, nous voterions bien sûr oui. Si ce vote pouvait être interprété comme une approbation de la mauvaise gestion socialiste de l'Euro, ce serait non ». Le président du CDS souhaite que les « députés européens de demain » soient élus « comme dans les autres pays européens ou niveau des grandes régions ».

Interrogé par *Ouest France*, M. Philippe Seguin exprime, samedi 7 décembre, ses réserves à l'égard d'une diplomatie et d'une législation qui seraient européennes en affirmant à propos de la crise du Golfe que « si on avait dû décider à Douze et à la majorité qualifiée, nous n'y serions évidemment pas allés ». D'autre part, le député RPR des Vosges s'insurge contre l'idée d'« une France, puissance moyenne, qui ne peut même plus avoir l'ambition d'exister et qui devrait s'immoler sur l'autel de l'Europe des régions ».

Enfin, M. Simone Veil marque sa préférence, dans la Croix, datée du 7 décembre, pour « un bon accord à deux phases, qu'on manuvrait traité à Douze ». Elle considère, qu'en cas d'accord à onze, « la Grande-Bretagne ne pourrait rester longtemps en dehors ». « Le plus important n'est pas d'inclure dans le traité une référence précise au fédéralisme, ce qui gênerait John Major, premier ministre britannique, mais de mettre en place des structures qui le soient », explique-t-elle.

A TRAVERS LE MONDE

ROUMANIE

L'opposition prône l'abstention au référendum sur la Constitution

Les Roumains devaient se prononcer par référendum, dimanche 8 décembre, sur l'adoption d'une nouvelle Constitution qui fait du pays un « Etat démocratique et social ». Ce texte, critiqué par la plupart des partis de l'opposition, a été adopté par une large majorité des députés et sénateurs la 21 novembre dernier. Cette nouvelle Loi fondamentale, qui abroge la dernière Constitution communiste de 1965, délègue les pouvoirs respectifs de l'exécutif et du législatif, crée une Cour constitutionnelle et souligne que la président de la République ne peut appartenir à aucun parti. Elle stipule également que la peine de mort et la censure sont interdites. Plusieurs partis d'opposition ont recommandé l'abstention et critiquent les pouvoirs, à leurs yeux excessifs, accordés au chef de l'Etat. — (AFP, Reuters.)

THAILANDE

Le pouvoir des militaires inscrit dans la Constitution

L'Assemblée nationale thaïlandaise, nommée par les Forces armées au lendemain du coup d'Etat de février dernier, a approuvé, samedi 7 décembre, une nouvelle Constitution. Cette nouvelle charte donne aux militaires un rôle organique dans le choix des dirigeants politiques. Elle confie, en effet, aux deux Chambres la tâche de désigner le premier

ministre. Or le futur Parlement sera formé au particulier d'un Sénat dont les 270 membres seront choisis par les Forces armées. Les 318 membres de la Chambre des représentants seront, en revanche, désignés à l'issue d'élections prévues, au plus tard, pour avril 1992.

Les opposants aux projets ont renoncé à de grandes manifestations et se sont contentés de réunions symboliques, organisées essentiellement dans les universités, après que le roi Bhumibol Adulyadej ait lancé un appel à l'unité nationale. — (AFP, Reuters.)

VIETNAM

Le plénum du PC reconnaît le secteur privé

Le comité central du Parti communiste vietnamien s'est réuni en session plénière du 25 novembre au 4 décembre pour discuter des problèmes économiques et amender la Constitution de 1960, et indiquer, vendredi 8 décembre un communiqué officiel. Cinq grandes mesures économiques décidées visent la stabilisation de la situation monétaire, la lutte contre l'inflation, la promotion du secteur privé, le développement des exportations et la réforme du système de gestion d'Etat.

Selon le communiqué, la Constitution amendée, qui devra être soumise à une session extraordinaire de l'Assemblée nationale prévue pour février prochain, réaffirme « la voie socialiste » au Vietnam ainsi que « le rôle dirigeant du Parti communiste vietnamien » mais reconnaît officiellement le secteur privé et une politique extérieure plus ouverte. — (AFP.)

PHILIPPE LEMAITRE



Une priorité pour les Douze

Suite de la première page

En réalité, on aura une fois de plus quelque peu étendu les pouvoirs des institutions communautaires - même si la Commission risque de voir les siens s'effriter au profit du Parlement ou de telle agence spécialisée - tout en continuant de préserver, dans les domaines essentiels, la souveraineté des Etats membres. Après tout, c'est ainsi que depuis quarante ans a progressé la construction européenne.

On comprend, face à ce travail de fourmis sur lesquelles plonge toujours plus ou moins l'ombre de Pénélope, la perplexité, voire l'indifférence de l'opinion. Et, d'un sondage à l'autre, ses fluctuations. Elle sent bien que, si l'Europe veut avoir une chance de peser dans la balance mondiale, l'union est indispensable. En même temps, elle est trop frileuse, trop conservatrice, pour ne pas redouter les bouleversements qu'en tout état de cause apportera la poursuite de la construction communautaire. Comment pourrait-il en être autrement alors qu'à aucun moment elle ne sent, venant des hommes ou des institutions, le minimum de chaleur et d'enthousiasme sans lequel on n'a jamais vu une cause l'emporter ?

La manière dont les diverses instances européennes abordent aujourd'hui le drame yougoslave en fournit l'exemple le plus con-

stant. Il faut que les sommités de Maastricht s'en persuadent : le public, dans son ensemble, ne portera guère attention à ce qu'ils auront pu décider par ailleurs en matière d'union, monétaire, économique ou politique, s'ils ne font rien de convaincant pour arrêter le massacre. Ce serait en effet la confirmation, après leur tonitruant silence pendant la guerre du Golfe, et alors qu'ils ne jouent aucune espèce de rôle dans la négociation engagée à Madrid sur le Proche-Orient, de l'incapacité des Douze à définir une politique étrangère commune.

Comment, d'autre part, expliquer que des pays européens qui ont accepté d'envoyer leurs soldats se faire tuer pour l'émir du Koweït, et par la suite pour les Kurdes d'Irak, ne fassent rien pour empêcher de s'entre-tuer des gens qui nous sont à tous égards infiniment plus proches ? Que peut signifier le « droit d'ingérence » dont on nous rebat les oreilles s'il ne s'applique pas dans un cas comme celui de la guerre des Serbes et des Croates ?

L'évidence niée

Il est vrai que dans le domaine humanitaire, Bernard Kouchner a obtenu, grâce à son énergie, à son courage et aussi au sens du « tapage » qu'il justifie si bien dans son dernier livre (1) des résultats

très appréciables. C'est en vain en revanche que lord Carrington a multiplié les efforts pour tenter de faire s'entendre les belligérants. On aurait dû pourtant comprendre dès le début que, faute de s'attaquer à l'essentiel, c'était peine perdue. Et qu'il y avait, qu'il y a toujours, quelque chose de dérisoire et de provocant, à la fois, à subordonner l'envoi de ces « casques bleus » que tout le monde réclame aujourd'hui à la conclusion préalable d'un cessez-le-feu.

Autant demander la lune : comme c'est souvent le cas dans la phase initiale d'un conflit armé, les discours des antagonistes sont totalement manichéens. Les autorités croates nient que jamais la minorité serbe ait eu à souffrir la moindre exécution. Leurs homologues serbes jurent leurs grands dieux que ce sont les Croates qui ont déclenché les hostilités, sans se rendre compte qu'à ce point de mauvaise foi elles ne peuvent que décourager ceux qui, à première vue, et au nom d'une vieille tradition historique, seraient les plus portés à les soutenir.

Il faut être aveugle, en tout cas, pour ne pas voir ce que le président serbe Milosevic et ses lieutenants ont en tête : occuper le maximum de territoire croate, pour faire en sorte que la ligne de cessez-le-feu que les gendarmes de l'ONU éventuellement patrouilleront soit située le plus loin possible de la frontière entre les Républiques. Pour le reste, ils comptent sur le temps pour que cette ligne devienne une frontière de fait. Même si elle va moins loin que celle de l'armée fédérale, dont l'encadrement majoritairement serbe et monténégrin prétend encore sauver l'unité de la Yougoslavie, cette ambition n'est pas admissible. Et

parce qu'elle fait bon marché du droit des Croates à l'autodétermination, et parce qu'il faut éviter à tout prix, compte tenu de l'état de l'ex-URSS, de répandre l'idée qu'il est encore possible, en cette fin de siècle, de modifier les frontières par la force.

Pour une reconnaissance sans condition

La reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie dans le cadre de leurs frontières actuelles est le minimum qu'on puisse attendre, dans ces conditions, du sommet de Maastricht. S'il n'y procède pas, nous savons qu'au moins l'Allemagne et l'Italie sont décidées de toute façon à le faire avant la fin de l'année : qui oserait encore parler alors de « politique étrangère commune » des Douze ?

On a dit Slovénie et Croatie. Belgrade, au moins pour le moment, semble se désintéresser de la première nommée, à tel point que l'armée fédérale, après d'assez brèves combats, l'a entièrement évacuée. La raison en est simple : pour l'essentiel, elle est peuplée de Sloènes. En Croatie, au contraire, tout le monde le sait, il y a 12 % de Serbes, notamment en Slavonie, et, dans leur majorité, ils ne font pas aux Croates une confiance suffisante pour s'en remettre à eux de la protection de leurs droits. C'est la raison qu'ont invoquée les dirigeants de Belgrade pour intervenir militairement en Croatie, non seulement en Slavonie, où vivent beaucoup de leurs compatriotes, mais dans la région de Dubrovnik, où il n'y a pratiquement pas de Serbes.

Pourquoi ? Le siège de l'antique Raguse, où des millions de touristes apportent chaque année, en

temps normal, leurs bien utiles devises, a tout l'air d'une prise de gage. Il est clair comme le jour que les Monténégrins, des très proches Bonches de Kotor, longent avec appétit sur la ville, ce qui explique que, contrairement à toutes les autres Républiques, ils aient pris le parti de la Serbie. Mais c'est aussi une carte que Belgrade pourrait lâcher le moment venu pour négocier une cote mal taillée avec Zagreb. Si l'on ajoute que le souvenir, complaisamment gonflé par les propagandes adverses, des massacres interethniques de la dernière guerre, pèse lourdement, bien que, après tout, ils pèsent pratiquement la même langue - sur les rapports entre Serbes et Croates, la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie n'est concevable, dans ces conditions, que si elle est assortie : a) d'une consultation, surveillée par un nombre suffisant d'observateurs impartiaux, des populations minoritaires ; b) d'une garantie internationale, appuyée sur une gendarmerie onusienne ou de préférence européenne, des droits des dites populations.

Le gouvernement de Zagreb, qui avait en le tort, au moment de la proclamation de l'indépendance, de se désintéresser du sort des Serbes de Croatie, vient de se déclarer prêt à les protéger de son mieux. Mieux vaut tard que jamais, mais il va de soi, compte tenu de l'échauffement des esprits, que ce n'est pas assez pour rassurer les Serbes vivant sur son territoire et calmer les aspirations hégémoniques de ceux de Belgrade.

Ce devrait être assez, en revanche, pour se satisfaire de la reconnaissance sous condition dont on vient d'esquisser le schéma. Et aussi pour persuader ceux des Serbes qui craignent de bonne foi

que leurs adversaires ne songent qu'à priver de leurs droits leurs frères de Croatie de se priver à un règlement de cette nature. Celui-ci pourrait également servir à définir le statut futur de républiques aussi hétérogènes que la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, pour ne pas parler des régions autonomes du Kosovo et de Voïvodine, où les minorités albanaise et hongroise constatent depuis longtemps que les dirigeants serbes n'ont pas à leur égard les mêmes poids et les mêmes mesures qu'à l'égard de la minorité serbe de Croatie.

Rien, sauf d'inaudables arrière-pensées, ne devrait empêcher le sommet de Maastricht d'aboutir à une entente sur une proposition de cette nature, qui nous semble avoir le double mérite de l'impartialité et de la clarté. Aux gouvernements de Croatie et de Serbie, ensuite, de prendre leurs responsabilités et de montrer qu'ils veulent réellement en venir, étant entendu qu'un refus de la part de l'une ou de l'autre justifierait pleinement l'intervention ouverte de casques bleus ou verts. C'est seulement ainsi, en jouant cartes sur table, que la CEE a une chance de prouver qu'après avoir consolidé la paix entre ses membres elle est capable d'aider ses voisins à la rétablir chez eux.

Tergiverser, continuer à négocier des cessez-le-feu rompus avant même d'être entrés en vigueur, s'imaginer qu'on va réconcilier à force de patience des gens qui se haïssent de tous leurs pores, s'obstiner à maintenir la fiction d'une Yougoslavie qui n'a jamais existé que lorsqu'elle était tenue par la poigne de fer d'un Alexandre ou d'un Tito, ce serait vraiment croire au Père Noël. Même en cette période de l'année, ce serait porter un mauvais coup à une Communauté dont l'avenir ne saurait se poursuivre bien longtemps sans le soutien actif de l'opinion.

ANDRÉ FONTAINE

(1) Le Malheur des autres, éd. Dilex Jacob (le Monde du 4 novembre).

Dimanche 8 décembre, ouverture de 10 h à 19 h.

Hausmann

-10%

sur tout le magasin* avec la carte Galeries Lafayette.**



* Sauf sur l'audiovisuel, la photo, la librairie, l'alimentation, la restauration, les services et les points rouges. Non cumulables avec d'autres escomptes ou avantages promotionnels en cours.

** Carte délivrée gratuitement dès acceptation du dossier par Lafayette Finance 12F.

Au sommaire du numéro de décembre de
« Dossiers et documents »
Premier dossier :
« Otages et société »

La processus de libération des otages engagé depuis le mois d'août par le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a permis aux derniers otages américains de rentrer chez eux. Leurs revues de presse ont été très médiatisées, tous les prisonniers retenus au sud du Liban et en Israël par l'Etat hébreu soient à leur tour relâchés. Il reste encore trois otages occidentaux (deux Allemands et un Italien) que l'on tient pour morts. L'épilogue du grand troc humain qui a marqué profondément les rapports entre le Proche-Orient et l'Occident doit permettre de réfléchir à cette stratégie de la violence, à la spécificité du cas français, à ce théâtre du drame qu'a été le Proche-Orient, sans oublier, bien sûr, le bouleversement des destins individuels. Otages, kidnappeurs, libérateurs négociateurs ont été pris dans le même tourment. Lorsque la vie humaine est réduite à une simple valeur marchande, morale et politique sont remises en question.

Deuxième dossier :
« Les nouvelles sources d'information »

Le patrimoine culturel et scientifique est longtemps resté entre les mains de bibliothécaires archivistes préservant jalousement et soigneusement un savoir résorbé aux initiales. Avec la mise en place de nouvelles technologies comme le vidéodisque, le CD-ROM, le disque optique numérique, le domaine de la conservation et de l'utilisation du savoir s'étend aussi loin et aussi vite qu'on pouvait le souhaiter parallèlement à l'accroissement continu des connaissances. Des sciences et des techniques à la littérature, de l'apprentissage des langues à l'art paléolithique, tous les secteurs sont concernés. Tous les publics aussi, les chercheurs comme les visiteurs du musée, les industriels comme les enseignants. Face à cet irrésistible mouvement, des dangers de deux ordres : les liées propres à l'informatique (virus, piratage) et les atteintes éventuelles aux libertés individuelles.

► En vente chez tous les marchands de journaux, 8 francs.

De la CED à l'élection du Parlement européen au suffrage universel

Un demi-siècle de controverses françaises sur l'Europe

Le débat sur l'Europe a été, largement présent pendant toute la IV^e République, et il a continué, sur d'autres thèmes, sous la V^e. Au total, depuis près d'un demi-siècle, le combat européen a été partie intégrante de la vie politique française. Le général de Gaulle, hors du pouvoir ou à sa tête, y a joué un rôle important et controversé.

par André Passeron

Sous la IV^e République, c'est la question de la défense européenne qui a divisé le plus profondément la classe politique. En 1950, en effet, quelques mois après la signature du traité instituant le « pool charbonnier », alors que vient d'éclater la guerre de Corée, les États-Unis souhaitent le réarmement de l'Allemagne pour permettre à l'Europe d'équilibrer sur son territoire le poids de l'Armée rouge.

En France, tous les partis politiques refusent cette réarmement présumé de l'Allemagne. Jean Monnet propose alors à M. René Pleven, président du Conseil, l'idée d'une Communauté européenne de défense (CED), dont le principe est adopté par l'Assemblée nationale le 23 octobre 1950.

Ce projet va devenir une telle pomme de discorde au Parlement et dans les gouvernements successifs que, lorsque René Coty sera élu, le 23 décembre 1953, président de la République, il confiera : « Je ne me fais aucune illusion. J'ai été élu parce que j'ai été opposé de la CED. Cette opération m'a dispensé de prendre parti pour ou contre la CED. » Parmi les adversaires les plus résolu, le général de Gaulle et le maréchal Juin, soutiennent le comité de Paris et d'Edouard Herriot, Maurice Thorez et Edouard Deladier, ainsi que l'ancien président socialiste de la République Vincent Auriol. Les partisans regroupent Paul Reynaud et Guy Mollet, Antoine Pinay et Robert Schuman, Joseph Laniel et la plupart des ministres MRP conduits par Pierre-Henri Teitgen.

Au lendemain des accords de Paris sur l'Indochine, Pierre Mendès France parvient bien à réaliser un compromis entre ses ministres « cédistes » et la plupart des « anticédistes », mais non à le vendre aux signataires étrangers du traité, que les États-Unis, de toute façon, poussent à l'intransigence. Le refus de ratification par l'Assemblée nationale, le 30 août 1954, était dès lors inévitable.

Le volapük et les cabris

Le deuxième crise grave éclate en 1962. Revenu au pouvoir en 1958, de Gaulle s'est fait le défenseur des traités existants, ceux de la Communauté économique européenne et de l'Euratom signés à Rome l'année précédente. En 1962, il se montre même très ferme pour que soit décidée une politique agricole commune aux « Six ». Il voit surtout dans le Marché commun un instrument économique, qui ne doit pas usurper la souveraineté des États, mais qui doit permettre la coopération organisée et régulière des gouvernements responsables (31 mai 1960).

Se conception européenne est donc plutôt confédérale, même si les limites qu'il assigne à l'Europe sont imprécises puis, dès novembre 1958 à Strasbourg, il rêve d'une « Europe depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural ». Il insiste chaque fois pour que la nation reste elle-même à l'intérieur de l'organisation commune (29 décembre 1961) et il brode un truc, une organisation bizarre, l'intégration.

Le 16 mai 1962, il propose une organisation politique (le Plan Fouchet) avec réunions périodiques des chefs d'État, et constitution de commissions pour la politique, la défense et la culture. Mais il repousse l'Europe supranationale, ironisant sur le « volapük intégré » que devraient être les Européens.

Les ministres MRP quittent alors le gouvernement pour protester contre une conception qu'ils jugent trop floue. Les socialistes adoptent la même attitude lors de leur conseil national de Puteaux.

En 1963, de Gaulle s'oppose à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun en raison des conditions qu'elle y pose, et il ajoute : « Si quel qu'un dit qu'Angleterre est une île », personne n'en revient. C'est pourtant une vérité d'évidence. » Tous les partis politiques français — à l'exception de l'UNR — jugent sévèrement la politique européenne du président français. Le 14 janvier 1963, il explique son attachement à la souveraineté de chaque État en refusant de la transmettre à des « cordopages internationaux », de surcroît « technocratiques, apatrides et irresponsables ».

L'« Europe des États » (il refuse le terme d'Europe des peuples) doit, selon de Gaulle, être réalisée par leur « coopération » pour qu'elle ait « une unité politique » concernant les problèmes du monde et la protection de la défense (Troyes, 23 avril 1963).

Le référendum de 1972

Après la conclusion du traité agricole, il répète sans cesse ces mêmes principes, et dans son intervention télévisée du 14 décembre 1965, pendant la campagne présidentielle, il se posera en défenseur de l'Europe en affirmant : « On ne fait pas de politique autrement que sur les réalités. Bien sûr, on peut souter sur sa chaise comme un cabri en disant « l'Europe », mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien. » L'anticédisme des partis politiques se nourrit, pour beaucoup d'entre eux, de la politique européenne du général de Gaulle. C'est le cas pour le MRP, mais aussi pour les libéraux (futurs giscardiens) et pour une partie de la SFIO.

Un nouveau sujet de querelle survient en 1972 lorsque Georges Pompidou organise un référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne, souhaitée par tous les partis. Mais son initiative est dénoncée comme une manœuvre de politique intérieure, et les socialistes, entraînés par leur premier secrétaire, M. François Mitterrand, prononcent l'abstention. Elle atteint 40 %, retirant au résultat sa valeur de symbole.

L'élection de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel, qui a lieu pour la première fois en 1979, est également dominée par les problèmes de politique intérieure, comme le seront les consultations de 1984 et 1989. Aucun parti politique n'ose cependant les boycotter. Il est vrai que, dix ans après le départ de de Gaulle, le marichisme en matière européenne s'est largement atténué.

Les gaullistes, en particulier, acceptent que l'Europe se construise, même politiquement, même militairement, à condition que chaque État y contribue en toute souveraineté. S'ils présentent en 1979 une liste autonome, sous la pression notamment de M. Debré, avec le titre explicite de « Défense des intérêts de la France en Europe » (DIFE), cinq ans plus tard, ils figurent sur une liste conduite par M. Simone Veil et en 1989 s'associent à l'UDF derrière M. Giscard d'Estaing. M. Veil faisait liste à part avec une fraction des centristes.

Les dernières élections européennes ont surtout permis à l'extrême droite et au mouvement écologiste de renforcer leurs scores, d'avoir des élus et d'accéder à une tribune européenne pour mieux s'adresser aux électeurs français. Presque un demi-siècle après les utopies généralistes des pères fondateurs de l'Europe, tous les partis politiques français se sont ralliés à ce concept, mais tous aussi, bien qu'à des degrés divers, le font cohabiter avec la réalité des États.

par Jacques Kergoat

L'Europe, en 1945, n'est pas, pour les socialistes, une idée neuve. Mais c'est la première fois qu'ils sont confrontés à la perspective concrète de la construction européenne. Deux questions expliquent cette réaction. D'abord, comment reconstruire les économies européennes exsangues ? Et ensuite, comment à l'avenir empêcher la guerre ?

Peu à peu convertis à la nécessité de l'intégration européenne, les socialistes prônent dans un premier temps une Europe qui va jusqu'à l'Oural. Léon Blum déclare ainsi, le 9 juin 1947 : « Quand nous parlons de l'Europe, nous entendons l'Europe entière, l'Europe de l'histoire et des atlas géographiques, non pas tel ou tel groupe de nations européennes, à l'exclusion de tel autre. » Même quand, début juillet, l'URSS refuse le plan Marshall, la SFIO maintient, un temps, la perspective européenne comme celle d'une « troisième force internationale », dont la connotation est « neutralité ».

Les événements s'accroissent : naissance du Kominform, coup de Prague, blocs de Berlin et, le 4 avril 1949, signature du Pacte atlantique. Les perspectives d'une Europe « socialiste », voire « neutraliste », s'éloignent peu à peu. Le Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe change significativement de nom : il devient le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe. Les commentateurs sur l'aide américaine évoluent : Daniel Mayer présente l'aide Marshall comme « du socialisme pratique à l'échelle internationale ». Désormais, pour la SFIO, la construction européenne passe par l'alliance avec le MRP et avec les divers courants « pro-américains », contre les communistes et les gaullistes.

Fédération ou confédération ?

Faut-il prévoir une Europe confédérale, où les nations conserveraient leur identité et, tout en organisant entre elles une coopération et une coopération permanentes, prendraient leurs décisions à l'unanimité ? Faut-il, au contraire, s'engager dans une dynamique fédérale, régie par des institutions démocratiques et supranationales, auxquelles chaque État accepte de déléguer ses pouvoirs ? Assez vite, Blum rallie les socialistes français aux thèses fédéralistes, au prix d'une distinction subtile et ambiguë entre deux concepts : l'« indépendance », qu'il encourage, et le « souverainisme national », dont il estime qu'elle mène à « un désordre économique et à la guerre ».

Les travaillistes anglais, pour ne citer qu'eux, demeurent résolument hostiles aux thèses fédérales. Au sein de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), créée en avril 1948, comme au sein du Conseil de l'Europe, mis en place en mai 1949, les Britanniques privilégient constamment leurs intérêts nationaux et mettent leur veto à toute initiative empiétant sur les prérogatives des Parlements.

Un débat éclate alors dans la SFIO : faut-il se résoudre à faire l'Europe sans les travaillistes anglais ? « Oui », répondent André Philip et Gérard Lequeux. « Non », répond Guy Mollet : « L'Europe se réduirait, alors, à un duo franco-allemand. Une unification politique réalisée sans la Grande-Bretagne, et pourquoi pas demain sans les Scandinaves, serait sans valeur. » Il l'emporte largement.

Cependant, devant le blocage de toute avancée fédérale, c'est une autre thèse qui prévaut dans les faits : plutôt que de chercher à avancer sur tous les points avec quelques pays, ne vaut-il pas mieux chercher à élever sur quelques points avec tous les pays ? En fait, il faudra avancer sur quelques points avec quelques pays. Ainsi, le 8 avril 1951, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) : elle ne regroupe que six pays — et pas la Grande-Bretagne — mais elle est collée par une haute autorité commune qui dispose de pouvoirs réels. C'est unanimement que les socialistes français s'y déclarent favorables.

La question allemande

S'agit alors la question allemande. Dans sa coopération avec la construction européenne, elle ne date pas d'hier. C'est dès juillet 1943, et dans la clandestinité, que le Populaire de zone sud écrivait : « Pour se prémunir contre tout accès futur de la barbarie germanique », il n'existe donc qu'un seul procédé : l'incorporation de la nation allemande dans une communauté internationale assez puissante pour la réprimer, la discipliner, et, s'il fallait, la maîtriser. »

Le long combat des socialistes français

L'argument avait pesé lourd pour s'engager dans la construction européenne. Et ce sujet était resté tabou : celui du réarmement allemand. Il était pourtant, avait averti Sirius dans le Monde dès le 6 avril 1949, contenu dans le pacte de l'Atlantique comme le germe dans l'œuf. La prédiction se réalise : Dean Acheson, à la conférence de New-York, en septembre 1950, déclare sans ambages : « Je veux des Allemands en uniforme pour l'automne 1951. » René Pleven, alors président du conseil, obtient, en octobre, le présent à l'Assemblée nationale un projet de Communauté européenne de défense (CED), intégrant des divisions allemandes.

Nouveaux débats

Les socialistes bécotaient. L'intégration européenne n'est-elle pas, ici aussi, le meilleur moyen d'éviter la reconstitution d'une armée nationale allemande ? Au contraire, accepter les deux divisions allemandes que réclament les Américains sous couvert de la CED, n'est-ce pas mettre le doigt dans l'engrenage du réarmement allemand ? La majorité approuve, finalement, le processus de la CED, mais c'est plus du tiers du parti qui s'y oppose. Il y a dans ce tiers la crainte des dirigeants « bismarckiens » qui ont reconstruit le parti pendant la guerre, et, aussi, des réfractaires de gauche, comme Marcelle Pivert. Mais l'opposition germe d'abord parmi des « nationalistes » (Lacoste, Lejeune, Nageleisen), chez lesquels la peur du « boche » l'emporte provisoirement sur la peur du « cossaque ». En face, Mollet tient d'ailleurs le raisonnement inverse. S'il accepte la CED, c'est, dit-il, « parce qu'il place le danger russe avant le danger allemand ».

Le débat est très vite passionnel, à tel point que cinquante-trois députés rompent la discipline : Mayer, Moch et Lejeune sont exclus le soir même. Ils seront bientôt réintégrés. Les cénacles, elles, ne se referment pas de sitôt.

La SFIO s'offre une cure d'opposition dont elle sort en 1952 avec la victoire du Front républicain. Si Guy Mollet est présent par René Coty comme président du conseil, et non Pierre Mendès France, c'est, aussi, en raison de ses convictions européennes. « Le prix des suffrages modernes », dit-il, « n'est pas le vote des Français. C'est l'adhésion à l'Europe et le retour au langage petit européen soudainement retrouvé. » Ce sera, effectivement, l'Euratom et la reprise de la méthode employée pour la CECA : un peu d'autorité commune — mais « technique » — et le fait que, ici aussi, il faut se passer des Anglais.

Les socialistes souhaitent aller plus loin : ce sera, en mars 1957, le traité de Rome, créant le Marché commun. L'optimisme est de mise : « La libération des échanges abaissera le coût des marchandises », explique Alain Savary. Et « l'objectif est l'harmonisation des législations sociales au niveau le plus élevé », ajoute Mollet. Dans l'immédiat, les résultats sont faibles : union douanière et restauration progressive de la libre circulation des marchandises, mais le dispositif supranational reste limité, et l'on fait le part belle à un libre-échangeisme assez éloigné des principes socialistes.

On ne note pourtant pas suffisamment l'effet d'esprit qui entoure la création du Marché commun : une première prise de distance à l'égard du protectorat américain. La CED a laissé un souvenir amer, l'attitude des Américains ne paraît pas très claire sur l'Algérie, et pas plus sur le Soudan au moment de l'expédition de Suez. C'est l'affaire de Suez, explique Savary, qui a amené les socialistes à soutenir qu'on aille plus vite dans la construction européenne.

Entre-temps, dans le Parti socialiste, les données de la discussion ont changé. Après les échecs successifs du « cartel des non », en 1962, puis de la « grande fédération », quelques années plus tard, la « petite fédération » a perdu son caractère politique : les alliances de « troisième force » avec la démocratie-chrétienne. Et avec la constitution de la FODS et le cheminement vers le nouveau Parti socialiste, les débats reprennent.

La coalition Mollet-Savary, qui dirige le parti à partir de 1969, maintient, au départ, l'essentiel des positions traditionnelles de la SFIO. La conquête de la direction par François Mitterrand ne devait pas modifier cette orientation : européen convaincu, il n'a pas, sur ce point, de divergences fondamentales avec Mollet et Savary, mais il n'en

va pas de même pour tous les animateurs de son courant, issus de la Convention des institutions républicaines. Et, surtout, il faut compter avec un nouveau courant, le CERES, qu'anime un quinquennat de jeunes émigrés. Rétrospectivement, celui-ci apparaît, à l'origine, moins anti-européen que sa légende ne le ferait croire. Le CERES souligne ainsi, en 1968, dans un article intitulé « Critique de l'Europe gaullienne » la nécessité de dépasser un nationalisme étroit et ombrageux. Mais il s'oppose, également, à un pouvoir supranational « qui consoliderait, aujourd'hui, un rapport de forces défensives ». Un certain nombre de conventionnels, à commencer par Pierre Joxe, ne sont pas insensibles à ce langage. Pour éviter que ne se constitue un bloc anti-européen, M. Mitterrand doit se flâcher, claquer la porte du bureau exécutif et annoncer son retour à Latche. Ça marche : le congrès de Bagnolet, en 1973, frôle l'unanimité sur l'Europe. Joxe et Estier ont pitié. Le CERES, certes, clôt la rédaction finale, mais il vote avec les mollétistes, ultra-européens, un texte qui réclame l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Seul Jean Poperen s'oppose, en l'absence de réelles garanties, à l'extension des pouvoirs communautaires.

Question d'actualité

On peut noter qu'au même moment M. Michel Rocard, qui s'apprête à rejoindre le Parti socialiste, publie un bolus anti-Marché commun (Le Marché commun contre l'Europe), dans lequel il condamne explicitement l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Ces positions ne se cristalliseront pas.

Dès le congrès de Nantes, en 1977, Jean Poperen et Michel Rocard rejoignent les positions européennes de la majorité, tandis que le CERES donne sa propre interprétation du compromis de Bagnolet. Admise en principe à Bagnolet, l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne

lui paraît, maintenant, « inopportune ». Le débat s'est élargi à la question allemande. Le CERES publie un numéro de sa revue, *Repères*, intitulé « L'enlèvement de l'Europe », dont la couverture s'orne d'un aigle allemand à l'allure peu engageante, qui enlève dans ses serres un pauvre Hexagone visiblement terrorisé. Et le CERES ajoute, commentant les compromis au sein du groupe socialiste européen : « Entre rompre avec le capitalisme, à la française, et le gérer, à l'allemande, le fossé apparaît assez-il donc si aisément franchissable ? » Un projet de programme européen, négocié du côté français par MM. Jacques Delors, Gérard Fuchs, Robert Pontillon et Rocard est repoussé par le bureau exécutif, « dans un mélange de colère et d'hilarité », assure M. Pierre Guidoni. Le PS adopte, en revanche, une déclaration politique des Partis socialistes de la CEE d'inspiration SPD, selon le CERES, qui s'y oppose vainement et estime que la majorité du PS a, désormais, remis l'accord de Bagnolet.

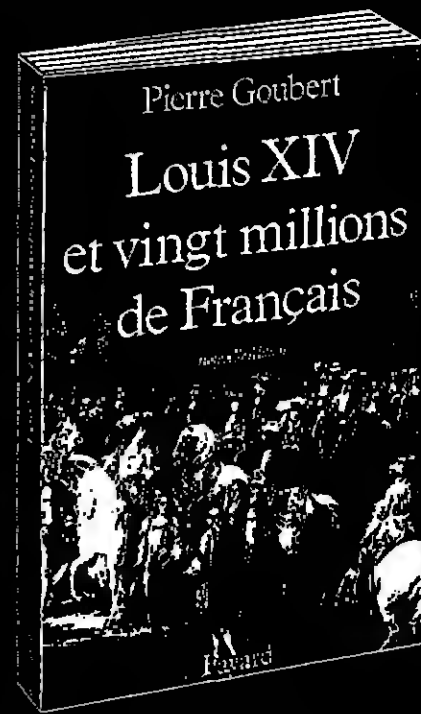
En 1981, les propositions 11, 12 et 13 du candidat Mitterrand, qui concernent l'Europe, sont assez vagues, mais le débat rebondit, avec la mise en place de la politique de rigueur, autour de la question : faut-il ou non sortir du système monétaire européen ? Le CERES — pas seulement lui — répond par l'affirmative. Tel n'est pas le choix fait.

À la veille de Maastricht, une question au moins reste présente dans les débats européens des socialistes français. L'Europe est-elle, aujourd'hui, le meilleur cadre pour de nouvelles avancées sociales, celui où le rapport de forces est le plus nettement en faveur de la gauche ? Ou la gangue libérale, qui pèse au niveau européen, est-elle l'alibi rêvé, en nom des contraintes internationales, pour le renoncement aux transformations sociales ?

► Jacques Kergoat, historien, est spécialiste du Parti socialiste.

PIERRE GOUBERT

Peu de livres, en ce XX^e siècle, ont, autant que celui-ci, paru en 1966, marqué non seulement la corporation des historiens mais aussi le public. Éblouissant par la nouveauté du propos comme par le style, il fut en son temps solé — ou dénoncé — pour sa force de suggestion et son caractère corail, voire iconoclaste. Pour la première fois ou presque, il ne s'agissait plus de stotifier (ou encre de dénigrer) le Grand Roi, mais de faire le portrait d'une société dans son épaisseur et sa complexité, et de saisir les ressorts du dialogue (souvent difficile) qu'elle entretenait avec son souverain.



Ce livre a ouvert à la recherche de multiples chantiers, souligné des lacunes, indiqué des pistes. Vingt-cinq ans après, les travaux — souvent d'une exceptionnelle qualité — qu'il a suggérés ont très largement confirmé et établi ce qui avait pu apparaître aux censeurs de 1966 comme une série d'intuitions hordies et d'assertions arbitraires. En des pages nouvelles, Pierre Goubert en dresse ici un bilan qui précise, complète, enrichit ce « grand classique » qu'est devenu et demeure Louis XIV et vingt millions de Français.

l'Histoire

chez

FAYARD

EUROPE

URSS : la quête d'un « axe slave »

L'« Etat confédéral » de M. Gorbatchev semble irrémédiablement compromis

Les présidents de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine devaient se rencontrer samedi 7 et dimanche 8 décembre à Minsk. Il s'agit essentiellement de déterminer si l'Ukraine serait prête à envisager une quelconque forme d'association avec l'ensemble ou une partie des anciennes Républiques soviétiques. En tout état de cause, la formule d'un « Etat confédéral » défendue par M. Gorbatchev paraît condamnée.

MOSCOU

de notre correspondant

En public, le président soviétique comme le président russe font tous deux semblant de croire que rien d'irréversible ne s'est produit. Ils affirment toujours espérer que l'Ukraine consentira en fin de compte à signer le traité de l'Union, qui permettrait de réunifier la vie à l'ancienne URSS. L'un et l'autre, selon leurs propres termes, « ne peuvent se représenter » qu'une telle Union puisse exister sans l'Ukraine.

Tout indique pourtant que, de ces prémisses communes, MM. Gorbatchev et Eltsine tirent des conclusions très différentes. Le président soviétique paraît résolu à tout faire pour sauver les meubles, c'est-à-dire l'existence d'un Etat ex-soviétique, au besoin en se passant de l'Ukraine, selon leur propre position. L'essentiel pour lui est de résoudre la question de la préservation de l'Etat, à laquelle, affirme-t-il, tous les autres problèmes du pays sont « subordonnés ». M. Eltsine, lui, place ses priorités ailleurs. Il a répété, jeudi, ce qu'il avait déjà dit avant le référendum ukrainien : « La Russie n'adhère pas à une Union dont l'Ukraine ne ferait pas partie ». Les deux Républiques ont tissé des « liens séculaires », a ajouté le président russe, et il ne peut concevoir qu'elles appartiennent à des systèmes différents.

Reste, théoriquement, l'espoir que les dirigeants ukrainiens changent d'avis. M. Leonid Kravtchouk a été invité à rejoindre M. Eltsine à Minsk, où le président russe devait rencontrer samedi et dimanche le président du Soviet suprême de Biélorussie, M. Chouchkevitch, pour ce qui promettait d'être une grande explication. Mais M. Eltsine lui-même, qui a déjà eu un entretien téléphonique avec M. Kravtchouk, convenait qu'il avait « peu d'espoir » de le faire changer d'avis. Espoir d'autant plus mince que le président ukrainien ne cesse d'affirmer qu'il n'est pas question d'un revirement. Il a encore redit jeudi soir : « Pendant toute la campagne électorale, j'ai expliqué pourquoi l'Ukraine ne signerait pas le traité. Ce n'est pas le droit moral de ne pas tenir ma promesse ».

Alois, encore une fois, que faire ? Deux solutions semblent envisageables.

par M. Eltsine. La première consistait à transformer le projet de traité de l'Union de manière à le rendre acceptable pour l'Ukraine, mais il faudrait pour cela bouleverser complètement un texte qui a déjà été remis pour examen aux Parlements des diverses Républiques et, vraisemblablement, en bannir toute notion d'« Etat commun » pour ne garder que la notion de « confédération ». Déjà, lors de la dernière réunion du Conseil d'Etat consacré à l'examen du projet, M. Eltsine avait demandé qu'on choisisse l'appellation de « confédération » et il s'était rallié, bon gré, mal gré, à celle d'« Etat confédéral », tout en s'abstenant, comme les autres dirigeants des Républiques, de paraphraser le texte.

Depuis, M. Guennadi Bourboulis, qui est à la fois son premier vice-premier ministre et l'un de ses plus proches conseillers, a mis les points sur les « i » : « La notion d'Etat confédéral est un non sens ».

C'est pourtant cette notion que M. Gorbatchev s'efforce à défendre contre vents et marées avec d'autant plus d'énergie que sa propre existence politique est en jeu. Il n'y a plus rien qui ressemble à un Etat, il n'y a plus non plus d'exécutif central, et si la fonction présidentielle devait malgré tout être maintenue, elle serait radicalement transformée. M. Gorbatchev, de toute évidence, n'a pas encore accepté de s'exercer qu'une fonction symbolique de représentation, à la tête d'un patchwork multinational, d'une sorte de « Commonwealth » dont les membres seraient associés par des liens plus ou moins lâches selon les cas. D'ailleurs, d'autres candidats se préparent déjà à briguer un poste de ce type, à en croire l'article diatribique consacré à M. Edouard Chevardnadze par le directeur du journal *l'Indépendant*, M. Vitali Tretjakov.

La Constitution et la Bible

Tout indique pourtant que M. Gorbatchev n'a plus les moyens d'imposer sa volonté. Son appel dramatique à la sauvegarde de l'Union (le *Monde* du 5 décembre) a été accueilli avec un scepticisme parfois ricanant. Un commentateur des *Izvestia*, journal pourtant d'ordinaire très respectueux des opinions du « chef de l'Etat », a affirmé que M. Gorbatchev vivait encore « dans un monde d'illusions ». Et rien n'indique qu'il soit parvenu à convaincre M. Eltsine. Un palé de l'Union susceptible d'être signé aussi bien par la Russie que par l'Ukraine ne serait, en tout état de cause, qu'une feuille de vigne ne dissimulant pas grand-chose.

A défaut d'une telle solution minimum, il faudrait examiner ce que M. Eltsine a appelé jeudi des « variantes », c'est-à-dire, selon toute apparence, d'autres formes d'association entre certaines Républiques ex-soviétiques. C'est encore une fois son conseiller, M. Bourboulis, qui avait levé la veille un coin du voile expli-

quant qu'il convenait de préserver « sur axe slave ». La réunion de Minsk avec les présidents des trois Républiques slaves, à laquelle M. Gorbatchev n'a pas été convié, serait bien entendu l'occasion idéale pour examiner cette « variante » particulière. Mais l'Ukraine, désormais si jalouse de son indépendance, n'a-t-elle pas encore plus à redouter d'une association avec la Russie au sein d'une communauté restreinte, où le poids relatif de l'ancien « grand frère » serait d'autant plus écrasant ?

Par ailleurs il faut compter avec le quatrième « grand » de l'ex-URSS, le Kazakhstan, qui n'entend pas se laisser oublier. Dès lundi, c'est-à-dire au lendemain de la rencontre « slave », M. Minskov, le président kazakh, M. Nazarbajev, sera à Moscou pour participer à une réunion avec ses homologues de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine, à laquelle, cette fois, devrait assister M. Gorbatchev. Une réunion d'où seront par contre exclues les représentants des petites ou moyennes Républiques, pourtant en principe engagées dans la mise en place de la nouvelle « Union ». Ce qui veut dire apparemment que ce qui était en train de se faire se défait déjà, au profit d'autre chose qui reste indéterminé.

C'est bien entendu l'indépendance de l'Ukraine, pourtant certaine depuis des mois, qui a provoqué cette soudaine effervescence. Une effervescence qui paradoxalement ne semble pas gagner les Ukrainiens eux-mêmes, qui ont ouvert jeudi le premier chapitre de ce qu'ils espèrent être la longue histoire de leur nouvel Etat. Tandis que retentissait un hymne ukrainien, qui récemment encore valait la prison à ceux qui l'entonnaient, le président Kravtchouk a prêté serment. Sur le pupitre placé devant l'ancien secrétaire à l'Idéologie du Parti communiste, on avait placé deux livres : la Constitution, mais aussi la première bible traduite en ukrainien, qui date du seizième siècle.

JAN KRAUZE

La Hongrie établit des relations diplomatiques avec la Russie. - Le premier ministre hongrois, M. József Antall, a signé, vendredi 6 décembre, à Moscou, un accord avec le président Boris Eltsine établissant des relations diplomatiques entre les deux Etats. M. Antall a également signé, avec M. Mikhaïl Gorbatchev, un accord sur « les principes des relations de bon voisinage et de coopération » avec l'URSS, puis, à Kiev, un accord de coopération avec l'Ukraine, que la Hongrie avait reconnue, mardi 3 décembre.

Les ambassades de Lituanie, d'Estonie et de Lettonie ont été inaugurées à Paris. - Les locaux provisoires des ambassades des trois Etats baltes, réunis dans un même immeuble, boulevard Montmartre à Paris, ont été inaugurés, vendredi 6 décembre, en présence de M. Roland Dumas.

L'élection présidentielle en Moldavie

Les partisans de la réunification avec la Roumanie s'opposent aux russophones

Une élection présidentielle tenant lieu de référendum sur l'indépendance est organisée dimanche 8 décembre en Moldavie, sous une double menace : le boycottage par les partisans de la réunification avec la Roumanie et une opposition armée dans la zone des russophones prosoviétiques.

KICHINEV

de notre envoyé spécial

« La maison brûle mieux quand on l'allume des deux côtés », plaisante amèrement un observateur à Kichinev. A la veille de la première élection présidentielle, en « confirmation de l'indépendance » proclamée au lendemain du putsch d'août, la capitale de la Moldavie était prise entre les feux des partisans de l'Union - les russophones armés et les troupes soviétiques de l'est de la République - et les militants de la réunification avec la Roumanie. Les autorités de Kichinev ont dénoncé vendredi « un putsch de généraux soviétiques avec l'accord tacite du centre » dans l'est russophone de leur République, avoir le déploiement d'unités militaires soviétiques dans des districts de cette région prosoviétique, pour empêcher la tenue du scrutin censé rétablir la

« paix civile » en Moldavie. L'élection, qui tient lieu de référendum sur l'indépendance face à Moscou, mais aussi vis-à-vis de Bucarest, est « menacée d'un boycottage des partisans de la réunification rapide avec la Roumanie », qui représenteraient 21 % des inscrits, selon un sondage préélectoral. Mais 27 députés moldaves et 33 députés roumains, réunis vendredi à Iasi, en Moldavie roumaine, ont formé un « conseil national de l'union » pour que la Moldavie orientale, annexée en 1940 par l'armée soviétique, rejoigne Bucarest.

L'armée aux commandes

Le président Mircea Snegur espère 70 % de participation à ces élections, qui se seront valables que si plus de la moitié des 2,4 millions d'électeurs y participent. Dans l'est, à Tiraspol, les autorités de la Transnistrie affirment ne pas s'opposer à l'organisation dans leur région du scrutin préconisé par Kichinev, mais que « comme les autorités « séparatistes » du Sud, peuplé de Gagauzes (Turcs orthodoxes) », elles refusent de le organiser elles-mêmes.

Tiraspol dément tout mouvement des troupes soviétiques qui, selon Kichinev, « terrorisent », avec la Garde nationale, russophone, la population de la région, à 40 % moldave. Les autorités de Tiraspol,

« capitale » de la « République moldave de Transnistrie », indépendante depuis le référendum de dimanche dernier, confirment que le commandant de la 14^e armée stationnée chez elle, le général Guennadi Iakovlev, a été nommé « responsable des affaires militaires », tout en restant chef des forces soviétiques locales. Et la Garde nationale, qui, armée automatique à la main, contrôle les « frontières », a refusé vendredi deux observateurs américains, selon la télévision moldave. La garde des russophones, équipée par l'armée soviétique, a attaqué la police moldave, vendredi soir, dans deux localités de Transnistrie, blessant gravement un civil, selon Kichinev.

Pour autant les autorités de la capitale moldave, qui ont appelé les Nations unies à envoyer des observateurs permanents dans leur République menacée d'une « dictature militaire (...) aux tragiques conséquences », ne cessent d'espérer que des Russes, Ukrainiens et Gagauzes vont quand même voter dimanche. Mircea Snegur, ex-apparatchik du Parti communiste moldave, qui a pris le train de la « renaissance nationale », est aujourd'hui l'unique candidat d'une « indépendance » à bâtir entièrement et d'une « paix civile » bien menacée.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

YUGOSLAVIE : la poursuite

Flambée de violence sur tous les fronts

En dépit du quatorzième accord de cessez-le-feu et malgré la présence en Yougoslavie de l'émissaire des Nations unies, M. Cyrus Vance, les combats ont repris de plus belle, vendredi 6 décembre, en Croatie. Le front de Slavonie occidentale, qui ne s'est jamais totalement tu depuis qu'a été conclue, le 23 novembre à Genève, la dernière en date des trêves, a été le théâtre de violents affrontements, notamment à Novska, Lipik, Pakrac et Nova-Gradiška.

BELGRADE

de notre correspondant

Osijek, le chef-lieu de la Slavonie (dans l'est de la Croatie), où vient d'être envoyée une mission d'observation européenne, a subi, vendredi, une nouvelle offensive de l'armée fédérale qui a fait, selon un bilan croate, six morts et quinze blessés. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, qui était encore vendredi à Osijek, a mis en cause la commandement international, déclarant que « l'Europe et le monde entier devraient assumer la responsabilité de tout ce qui se passe. C'est une sale guerre, qui fait avoir le courage de voir telle qu'elle est, car ce serait de la lâcheté de fermer les yeux ».

Par ailleurs, plusieurs fronts se sont rouverts dans la journée de vendredi. Après plusieurs jours d'accalmie, les combats ont repris dans la région de Karlovac (au sud-ouest de Zagreb), à Sisak (au sud-est de la capitale croate) et aux alentours de l'aéroport militaire de Zadar (Dalmatie). Dans la région de Dubrovnik, les combats ont également redoublé d'intensité et le centre médiéval était, vendredi après-midi, en feu. « 30 % des bâtiments de la ville historique ont été détruits ou gravement endommagés... dont le Stradun, le Preko, le monastère dominicain et son église, le palais Spisnca, le Musée Rupe, etc. », a rapporté l'un des représentants de l'UNESCO présents à Dubrovnik, tandis qu'un délégué de l'UNICEF, M. Stefan de Mistura, qui se trouvait également dans la cité, précisait qu'une épaisse fumée s'élevait au-dessus de la vieille ville à la suite d'un violent bombardement qui a commencé peu avant 5 heures.

Selon l'agence croate Hina, Dubrovnik a subi une attaque navale et terrestre. Les obus sont tombés sur le centre historique, provoquant d'importants dégâts matériels et des incendies. Le Stradun, cette large rue piétonne à l'intérieur des remparts, est en grande partie détruit. Autour des remparts, les rues sont recouvertes de gravats et de blocs de béton. Dans le quartier de Pile, non loin de la ville médiévale, l'Hôtel Libertas et le centre universitaire étaient en flammes. Dans le quartier de Ploce, l'Hôtel Argentina, qui abrite



des étrangers et une délégation du gouvernement de Zagreb, a été endommagée, toujours selon Hina.

Dans le courant de la matinée, vingt-neuf blessés et quatre morts ont été évacués sur l'hôpital de Dubrovnik. Vers 11 heures, les négociations qui se déroulaient à Cavtat, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de la ville, entre les représentants du gouvernement croate et de l'armée fédérale, auraient permis une courte accalmie. Mais, avant midi, l'attaque reprenait et devait durer jusqu'à 16 heures. Selon le maire, M. Poljanec, cette journée fut « la plus terrible de l'histoire de Dubrovnik ».

Démenti de l'armée

Cependant, vers 13 heures, l'un des porte-parole du ministère fédéral de la défense, le colonel Milica Gvero, déclarait à Belgrade à l'agence Tanjug, que « l'armée yougoslave n'a pas bombardé Dubrovnik ». Pour ajouter : « Toutes les informations sur le prétendu bombardement de Dubrovnik relèvent d'une désinformation perfide visant à entraîner dans la boue l'armée fédérale au moment le plus délicat des négociations ».

Dans l'après-midi, Tanjug affirmait que des affrontements entre les gardes nationaux croates et les formations paramilitaires de l'extrême droite croate, qui auraient éclaté dans la soirée de jeudi à la périphérie de Dubrovnik, s'étaient poursuivies vendredi, s'étendant jusqu'au centre de la ville. L'agence belgradaise ne faisait état d'aucun bombardement et d'aucun dégât matériel particulier. Dans les milieux militaires de Belgrade, on défendait la même thèse. Toutefois, Tanjug indiquait plus

tard que les forces croates avaient attaqué dans la matinée les positions de l'armée fédérale autour de la forteresse de Srdj, qui surplombe la ville médiévale, ainsi qu'à Lapad et à Babin Kuk, les quartiers hôteliers de Dubrovnik.

Alors que la nouvelle du bombardement de Dubrovnik avait déjà fait le tour du monde, les médias serbes ne rapportaient vendredi soir et samedi matin que les dépêches de l'agence Tanjug, passant sous silence la destruction d'une partie de la ville médiévale. D'autre part, l'envoyé spécial du quotidien indépendant *Borba* rapportait dans les premières éditions de samedi les négociations entre la délégation croate et les autorités militaires à Cavtat, sans faire état de ce qui s'était passé à 20 kilomètres de là, à Dubrovnik.

De son côté, le vice-amiral Jokic, qui commande les opérations militaires dans la région de Dubrovnik, a fait savoir dans la journée de vendredi qu'il était consterné par les événements et a affirmé qu'il n'avait pas ordonné cette offensive. D'autre part, M. Ivan Cifric, l'un des ministres délégués à Dubrovnik par le gouvernement de Zagreb pour négocier avec l'armée fédérale, a déclaré que certaines unités yougoslaves qui encerclaient la ville auraient échappé au contrôle de leur commandement et entrepris l'attaque de vendredi de leur propre initiative. Enfin, le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, a informé M. Cyrus Vance et la mission européenne d'observation stationnée à Dubrovnik qu'une enquête serait ouverte pour retrouver les responsables de ce drame.

FLORENCE HARTMANN

L'Allemagne confirme son intention de reconnaître la Croatie et la Slovénie

La décision allemande de reconnaître avant Noël la Croatie et la Slovénie indépendantes a été confirmée cette semaine aux présidents des deux Républiques sécessionnistes, M.M. Franjo Tudjman et Milan Kucan, venus l'un après l'autre à Bonn. La seule question qui subsiste aujourd'hui, en attendant la réunion des ministères des affaires étrangères du 16 décembre, est de savoir combien de pays - européens et autres - suivront l'exemple allemand.

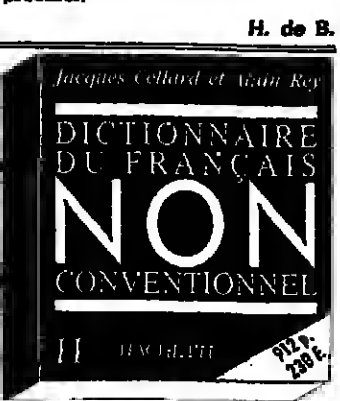
BONN

de notre correspondant

M. Tudjman, qui a quitté Bonn vendredi 6 décembre, a reçu la promesse que l'aide humanitaire fournie par l'Allemagne serait portée de 7 à 17 millions de Deutschmarks. Cette aide est destinée à la Croatie, à la Slovénie et à quelques actions ponctuelles en Bosnie-Herzégovine. Le ministre allemand des affaires étrangères,

M. Hans-Dietrich Genscher, est allé symboliquement saluer à son départ, vendredi, un convoi d'aide médicale destiné à la Croatie. De plus, un diplomate a quitté Bonn pour aller ouvrir à Zagreb un bureau de coordination. M. Genscher se défend toutefois de vouloir faire cavalier seul. Il estime que après avoir averti les militaires yougoslaves des conséquences qu'aurait la poursuite des combats, les Européens ne peuvent se déjuger, sans à posteriori donner raison à l'armée. On fait, en outre, valoir ici que l'aide qu'il faudra apporter aux nouvelles Républiques indépendantes n'est pas une question purement allemande et que l'Allemagne n'a pas les moyens d'aller financièrement au-delà de ce qu'elle fait déjà pour les pays de l'Est.

On est conscient à Bonn que la reconnaissance ne règlera pas, magiquement, la crise. Au ministère des affaires étrangères, on souhaite qu'elle soit suivie de l'ouverture de négociations pour définir des accords d'association ayant pour effet de stabiliser la démocratie dans les nouvelles Républiques. On estime d'autre part qu'elle



EUROPE

de la guerre en Croatie

Protestations internationales contre les bombardements d'Osijek et de Dubrovnik

L'envoyé spécial de l'ONU en Yougoslavie, M. Cyrus Vance, a adressé, vendredi 6 décembre, une note de protestation « urgente et énergique » au ministre yougoslave de la Défense, le général Veljko Kadijević, pour s'alarmer contre les bombardements de Dubrovnik (sur la côte adriatique) et d'Osijek (dans l'est de la Croatie), a annoncé l'agence yougoslave Tanjug.

De retour à Belgrade après une visite à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), M. Vance, s'exprimant devant la presse, s'est déclaré « furieux », estimant que ces bombardements « n'auraient pas dû se produire en ce moment ». La poursuite des combats en Yougoslavie est « déplorable ».

a-t-il souligné, se déclarant « convaincu qu'il n'y a pas une seule raison à la poursuite des bombardements de Dubrovnik et d'Osijek ».

« Il est certain que les événements d'aujourd'hui rendent ma mission difficile », a souligné M. Vance, qui se trouve en Yougoslavie pour examiner les possibilités de l'envoi d'une force de paix de l'ONU dans ce pays. L'ancien secrétaire d'Etat américain a exprimé l'espoir que « ceux qui contrôlent les forces armées » sur le champ de bataille yougoslave fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour arrêter les hostilités. Il est toutefois « évident », a-t-il ajouté, que de nombreuses formations armées « échappent à tout contrôle ».

A New York, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, s'est, pour sa part, déclaré « consterné » de la reprise des bom-

bardements contre Dubrovnik et Osijek. M. Pérez de Cuellar a appelé à un respect scrupuleux des accords de Genève conclus entre Serbes et Croates. Il a eu outre demandé qu'aucune action ne soit entreprise à l'extérieur de la Yougoslavie qui puisse compliquer la situation et menacer les efforts en cours. Cette dernière phrase vise plus particulièrement les pays européens, dont l'Allemagne et l'Italie, qui ont affirmé leur intention de reconnaître rapidement l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie.

Face à la situation en Yougoslavie, il faut, « à un moment donné (...) absolument se déterminer à employer la force, quelles que soient les modalités de sa mise en œuvre, a quant à lui déclaré, vendredi soir, sur La Cinq, M. Bernard Kouchner, qui rentrera d'Osijek. Soulignant que cette question concernait l'Europe tout entière, notamment à la veille du sommet de Maastricht, M. Kouchner a ajouté qu'il s'agissait « d'un moment de non-assistance à personne en danger », lorsque « au milieu de l'Europe, les valeurs de l'Europe (...) sont bafouées ». Si l'on n'emploie pas la force, a-t-il poursuivi, les troupes fédérales, qui se conduisent en « combattants et non pas en défenseurs des minorités », continueront, « les cesser-les-jeu » seront violés sans cesse, et pendant ce temps-là on prend du territoire et on démolit le patrimoine de l'humanité ».

Les bombardements de vendredi ont également suscité une protestation de la part de M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, qui a adressé vendredi un « message urgent » au ministre de la Défense yougoslave pour réclamer l'arrêt des attaques de l'armée fédérale contre Dubrovnik. — (AFP, AP, Reuter.)

GRANDE-BRETAGNE

Manifestation à Londres contre la présence de M. Le Pen

Des accrochages ont eu lieu, vendredi soir 6 décembre, dans le centre de Londres entre la police et un millier de manifestants qui protestaient contre la venue de Jean-Marie Le Pen (voir le Monde du 7 décembre) : huit policiers ont été blessés et quatorze manifestants arrêtés, selon Scotland Yard. Trois cents policiers avaient été mobilisés pour protéger l'Hotel Charing Cross, où un dîner était

organisé pour le chef du Front national, à l'abri de barrières métalliques. Les manifestants ont jeté des bouteilles, des déchets et divers objets en direction de la police. A la fin du dîner, M. Le Pen s'est échappé par une porte, à l'arrière de l'hôtel. Commentent ces violences, le président du FN a déclaré : « Je ne confonds pas cette populace avec le peuple britannique. » — (AP.)

POLOGNE : l'investiture du premier ministre

M. Jan Olszewski demande de nouveaux sacrifices à la population

Per 250 voix contre 57 et 107 abstentions, les députés polonais ont confirmé à une large majorité, vendredi 6 décembre, la nomination de M. Jan Olszewski comme premier ministre. Soutenu par une coalition de cinq partis de centre-droit, M. Olszewski s'est donné environ une semaine pour former un nouveau gouvernement dans lequel il y aurait « de la place pour des gens provenant d'horizons politiques différents ».

Très discret encore sur son programme, M. Olszewski n'a pas eu un mot, vendredi, pour condamner la politique d'austérité menée par le ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz, sous les deux précédents gouvernements de Solidarité. Il a même affirmé qu'il allait « profiter de l'expérience » de ce dernier « pour résoudre le problème du budget qui s'est effondré ».

Nouveau revers pour M. Walesa

Au cours de sa première déclaration, M. Olszewski s'est montré extrêmement prudent sur la marge de manœuvre de son prochain gouvernement, en affirmant qu'il était

inévitable de demander « de nouveaux sacrifices » à la population.

Il a néanmoins insisté sur le fait qu'ils devaient « être justes et concerner tout le monde » et pas seulement les ouvriers et les paysans durement touchés par la récession et le chômage. Il a exclu des améliorations immédiates, soulignant « qu'on ne peut espérer aucun succès rapide et facile et peut-être, même, aucun succès du tout pendant une longue période ».

La Diète a par ailleurs imposé, vendredi, un nouveau revers à M. Lech Walesa, en renvoyant en commission un projet de réforme constitutionnelle qui vise à renforcer le rôle du président. M. Walesa souhaite obtenir un élargissement de ses pouvoirs qui lui permettrait de nommer et de révoquer les ministres.

Une adoption rapide de ce texte aurait permis au président d'avoir un droit de regard direct sur la formation du gouvernement de M. Olszewski. De nombreux observateurs à Varsovie s'interrogent déjà sur la solidité du tandem Walesa-Olszewski. Peu après avoir désigné M. Olszewski, le chef de l'Etat avait publiquement émis des doutes sur les compétences économiques du nouveau premier ministre (le Monde du 7 décembre). — (AFP, Reuter.)

SEMAINE NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : cinquante ans après l'attaque-surprise dans le Pacifique

Les Américains commémorent Pearl-Harbor tout en veillant à ménager le Japon

Entouré de rescapés de Pearl Harbor et d'anciens combattants de la bataille du Pacifique, le président Bush a participé samedi 7 décembre aux îles Hawaï à la commémoration de l'attaque-surprise lancée contre la base navale qui, le 7 décembre 1941, fit 2403 morts et conduisit l'Amérique à intervenir dans la seconde guerre mondiale (lire page 2 l'article de Michel Vidé).

Pour sa part, le Parlement japonais, dominé par le Parti libéral démocrate (conservateur), a renoncé à présenter officiellement les excuses du pays pour l'attaque, sans déclaration de guerre, de la flotte américaine. Le 3 décembre, le ministre des affaires étrangères de Tokyo, M. Michio Watanabe, avait cependant exprimé la « profonde tristesse » que le Japon éprouvait pour « les profondes souffrances infligées au peuple américain » à Pearl Harbor et aux peuples d'Asie et du Pacifique durant la guerre qui a suivi.

Le président Bush avait, quant à lui, refusé de présenter les excuses des États-Unis pour le largage de deux bombes atomiques, sur Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945, qui ont fait près de 300 000 victimes. Selon le président américain, l'utilisation de bombes atomiques a épargné de nombreuses vies, américaines mais aussi japonaises.

PEARL-HARBOR (Hawaï)

de notre envoyé spécial

« Le 7 décembre est une date importante pour nous. C'est la troisième fois que je viens ici, et, à chaque fois, j'éprouve le même sentiment », explique Martha, une habitante d'Honolulu. Avec une amie californienne, en vacances à Hawaï, elle emprunte la vedette pour aller se recueillir au mémorial jeté en travers de ce qui reste de l'épave du cuirassé USS Arizona, avec lequel il forme comme une croix.

Considéré comme l'un des fleurons de la flotte américaine, ce navire de plus de 30 000 tonnes avait été coulé en neuf minutes le 7 décembre 1941, lors du premier des deux raids de chasseurs bom-

bardiers japonais Zeke (Zéro). Sa perte entraîna la mort de 1177 marins et officiers, tués dans les explosions ou par l'incendie. Volontairement laissés par trente mètres de fond, dans cette sépulture de feraille, les victimes ont toutes leur nom gravé dans le marbre. Au pied de la stèle, une simple gerbe de fleurs a été déposée, accompagnée de ces mots : « Pour une paix éternelle. De la part du Japon. Plus de guerre. »

Aujourd'hui que l'ennemi nippon est devenu un allié fidèle et pacifique, mais aussi le premier partenaire commercial des États-Unis, Washington et Tokyo s'efforcent d'apaiser les tensions suscitées par une autre guerre — économique, cette fois — que se livrent industriels et financiers des deux côtés du Pacifique.

Mais beaucoup n'entendent pas enterrer si vite le passé. Plusieurs semaines avant la célébration du cinquantième anniversaire, journaux et magazines américains ont consacré à l'événement d'abondants numéros spéciaux (ou aucun annonceur publicitaire japonais n'a accepté de figurer). Naturellement, la presse hawaïenne est aux avant-postes. Le Honolulu Star Bulletin a, pour l'occasion, réimprimé sa « Une » du 7 décembre 1941 barrée d'un énorme titre (« La guerre ! Oahu est bombardée par les avions japonais »). Son concurrent, le Star Bulletin, fournit lui aussi, chaque jour, sa livraison de témoignages d'anciens combattants et de commentaires sur les velléités de remilitarisation du Japon, et sur le « Pearl Harbor économique » qui menacerait maintenant les États-Unis.

Des lettres jamais divulguées

Autant de sujets de débats, relayés par toutes les grandes chaînes de télévision japonaises venues filmer la préparation de cérémonies que l'on voudrait parfois voir closes au plus vite. « Il s'agit là de faits historiques », observe Kenzō Hogen, le nouveau consul général du Japon à Honolulu. L'attaque sur Pearl Harbor, personne ne la conteste. Mais la persistance des relations harmonieuses nouées entre le Japon et les États-Unis depuis 1945 est un autre fait historique qu'il ne faut pas nier non plus. Le diplomate affirme que « les pays du Pacifique, y compris le Japon, accueillent favorablement la présence américaine dans la région ».

Un tel discours ne peut, naturellement, que satisfaire l'administration Bush, laquelle n'hésite pas, en ce moment, à encenser « nos amis japonais ». Mais des deux côtés, la gêne et les arrière-pensées sont per-

ceptibles. Soucieux de marquer l'événement vis-à-vis de l'opinion publique américaine tout en menagant un important partenaire économique, Washington doit aussi tenir compte de l'importante communauté japonaise vivant aux États-Unis — et plus nombreuses encore à Hawaï, où le quart de la population est d'origine nipponne.

Pour sa part, Tokyo, qui compte douze mille ressortissants à Honolulu et d'énormes intérêts économiques sur l'ensemble du sol américain, doit parer aux bouillottes xénophobes que déclenchent parfois ses investissements. À titre préventif, le département d'Etat et la Maison Blanche ont « oublié » d'inviter le Japon (et, conséquemment, d'autres délégations étrangères) à participer à la commémoration. Dans le même esprit, les tours-opérateurs nippons, qui envoient chaque année 1,3 million de leurs compatriotes à Hawaï, ont conseillé à leur clientèle de s'en tenir au bord de mer de Waikiki et d'éviter Pearl Harbor en ce moment, pour éviter les provocations.

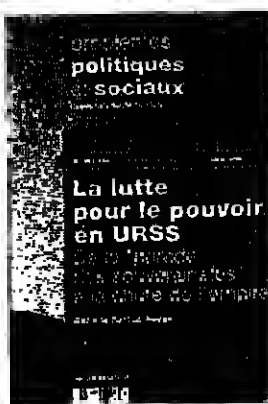
La question des excuses japonaises a également traversé la chronique. « Des excuses, les Japonais en avaient déjà fournies, mais toujours à titre individuel », souligne Pat Masters, une spécialiste de l'histoire nippon-américaine à l'université de Hawaï. Plusieurs participants à l'attaque ont écrit pour expliquer combien ils regrettaient leurs gestes. Mais ces lettres n'ont jamais été divulguées par l'association des vétérans, qui entretiennent un climat de tension avec le Japon.

Comment les visiteurs nippons réagissent-ils aujourd'hui à l'évocation des fantômes de l'USS Arizona ? « Les avis sont plus clairs », commente par les plus jeunes et les anciens que par la génération intermédiaire, souligne Pat Masters. Ceux qui n'ont pas connu la guerre admettent que le Japon a perdu la guerre, et ils estiment même que cette défaite a finalement été une bonne chose pour leur pays, qui a pu se démocratiser et se moderniser. Dans le même temps, ils sont très critiques à l'égard de leur gouvernement qu'ils suspectent de ne pas être assez ferme à l'égard d'une remilitarisation du Japon. « L'historienne conclut : « Je n'ai jamais perçu ou entendu une volonté de renoncement. »

Excuses ou pas, après la commémoration de Pearl Harbor, une page d'histoire sera tournée. Et Hawaï, où stationne toujours une partie de la flotte américaine, restera cette porte avancée des États-Unis dans le Pacifique, où l'offensive japonaise est désormais touristique et immobilière.

SERGE MARTI

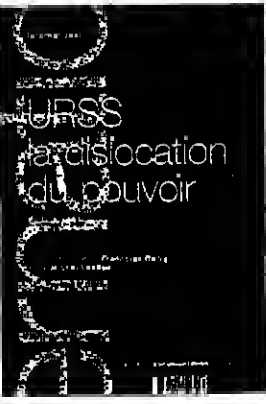
L'Est : ne perdez pas le nord faites le point



par Robert Berton-Hogge
106 p., 54 F



par François Guérard
64 p., 27 F



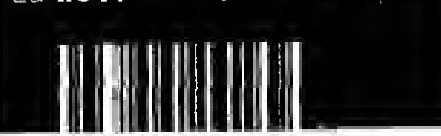
sous la direction de Françoise Barry et Michel Lessage
230 p., 75 F



sous la direction de Thomas Schralber et Edith Lhalmer
260 p., 110 F
A paraître

29, quai Voltaire
75007 Paris
(1) 40 16 70 00

La documentation Française



AFRIQUE

LIBYE : les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

Le colonel Kadhafi affirme qu'il acceptera les résultats d'une enquête internationale

Le colonel Mouammar Kadhafi a affirmé que son pays était prêt à accepter les résultats d'une enquête qui serait menée par une commission internationale dans l'affaire des attentats contre les deux avions de la PanAm (270 morts en 1988) et de l'UTA (170 morts en 1989).

Dans un entretien que publie le quotidien égyptien *El Ahrâm*, le colonel Kadhafi indique que la Libye « est disposée à accueillir une commission d'enquête mise en place par l'ONU, l'Organisation des États arabes, l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue arabe ».

Le dirigeant libyen a par ailleurs affirmé que son pays n'abriterait « ni des terroristes ni des réfugiés politiques », soulignant à cet égard qu'il était « contre le terrorisme et contre tout attentat visant des civils même à l'intérieur de la Palestine ». Le colonel Kadhafi a cependant reconnu que son pays doit faire « un très grand effort » pour améliorer son image de marque qui « a été malheureusement déformée par nos ennemis ». En rendant hommage à « la sagesse » du président américain George Bush et de son secrétaire d'État James Baker, il a également souligné que la Libye « ne veut pas être l'ennemi d'une superpuissance comme les États-Unis ».

Le délégué de la Libye auprès de la Ligue arabe, M. Ali Triki, a démenti pour sa part qu'il ait proposé, ainsi que l'avait écrit un journal égyptien, l'extradition vers un pays arabe des deux ressortissants libyens inculpés dans l'attentat de Lockerbie. — (AFP)

OCÉANIE

AUSTRALIE

M. Hawke a remanié son gouvernement

SYDNEY

de notre correspondant

Pour tenter de remobiliser les énergies ébranlées par une récession prolongée, le chef du gouvernement travailliste, M. Bob Hawke, a annoncé vendredi 6 décembre un remaniement ministériel. M. John Kerin, nommé ministre du Trésor (économie) il y a six mois, occupe des fonctions à un homme peu connu comme plus « combatif », M. Ralph Willis, ancien adjoint de M. Hawke à la tête de la confédération des syndicats.

Le premier ministre a pourtant assuré que les grandes lignes de la politique ne changeraient pas. Il s'agit surtout pour le gouvernement du Labour de se montrer plus convaincant dans l'offensive qu'il se prépare à lancer en réponse au projet de réforme économique présenté le 21 novembre par l'opposition conservatrice. M. Kerin devient ministre des transports à la place de M. Kim Beazley, qui reçoit le portefeuille des finances, précédemment dévolu par M. Willis.

Dès son arrivée, le 3 juin, aux commandes de l'économie, M. Kerin avait été contesté. Les critiques les plus vives venaient de son prédécesseur, M. Paul Keating, qui avait dû lui-même démissionner après avoir tenté de supplanter M. Hawke à la tête du gouvernement (*le Monde* du 5 juin). M. Kerin, il est vrai, avait donné l'impression de ne pas maîtriser son dossier. Après avoir déclaré le 5 décembre que le pays sortait de la récession, il était aussitôt contredit par le Bureau des statistiques. M. Hawke entend, sans tarder, contrer avec vigueur le projet de réforme économique de la coalition formée par les partis libéral et national. Celle-ci propose notamment l'introduction d'une taxe de 15 % sur les biens et les services, et une réduction de l'impôt sur le revenu d'environ 30 %. La proposition vise également à redéfinir le système des prestations sociales et les rapports entre patrons et salariés.

SYLVIE LEPAGE

SÉNÉGAL : à la veille du sommet de la Conférence islamique

«Etat de grâce» politique et «bombe sociale» à Dakar

Le sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) doit s'ouvrir lundi 9 décembre à Dakar. Pendant quatre jours, le Sénégal devra se montrer à la hauteur d'un pari jamais tenté en Afrique noire : réunir un tel ensemble de souverains, chefs d'État et de gouvernement particulièrement soucieux de leur sécurité. Mais ce pays, qui connaît un étonnant « état de grâce » politique en dépit de difficultés croissantes, jouit d'une stabilité rare sur le continent.

DAKAR

de notre envoyée spéciale

Pendant trois mois, le Sénégal a vécu à l'heure des « premières » : le sommet de l'OCI terminé, tous les regards se tournent vers le Stade de l'amitié à Dakar, où doit avoir lieu en janvier la dix-huitième Coupe africaine de football, puis, à cette fête, succédera une visite papale qui, du 19 au 23 février, conduira Jean-Paul II de Dakar en Casamance, puis en Gambie.

Les Sénégalais ne se retrouveront donc face à eux-mêmes que dans quelques mois. D'ici là, devrait demeurer l'état de grâce qui prévaut depuis la formation, le 8 avril, d'un gouvernement dont l'opposition est partie prenante. Singularité cohérente... L'éternel adversaire du président Abdou Diouf, M. Abdoulaye Wade, a accepté le poste de ministre d'État et joue à merveille le jeu de ce que l'on appelle ici la « majorité présidentielle élargie ».

Las de batailler depuis dix-sept ans, le meneur de fronde a fini par céder aux avances du chef de l'État et goûte aujourd'hui avec gourmandise aux délices du pouvoir. Son rôle reste mal défini mais, pour les Sénégalais, il est

officiellement le numéro deux du régime qui l'avait mis en prison pour trois mois, au lendemain de l'élection présidentielle de 1988.

Son entrée au gouvernement avec trois autres membres du Parti démocratique sénégalais (PDS), de tendance libérale, et le dirigeant du Parti de l'indépendance et du travail (PIT), d'obédience communiste, a calmé les esprits, qui étaient restés échauffés depuis les émeutes de 1988. Les violences d' alors, consécutives à des élections dont nul ne doute qu'elles aient été frauduleuses, avaient laissé de larges cicatrices, malgré le consensus réalisé en 1989 autour de la question mauritanienne (les masses de Sénégalais en Mauritanie et de Mauritanien en Sénégal avaient émis un réflexe d'union nationale).

De l'avis unanime, hormis celui de l'intéressé, l'arrivée de M. Wade au pouvoir n'a guère d'incidence sur la politique gouvernementale. On reconnaît simplement — mais c'est déjà beaucoup — à celui qui se présente comme un « copilot » le mérite d'avoir provisoirement ramené la paix sociale. Pour l'opposition, qui qualifie la cohabitation de « cooptation », MM. Wade et Diouf, « ont fait un compromis au sommet qui ôte à la bombe sociale », ajoute M. Abdoulaye Bathily, l'un des deux candidats déclarés à l'élection présidentielle de 1993, « la crise n'a pas pris fin pour autant ».

Il est vrai que, le pays s'étant beaucoup appauvri ces dernières années, tous les ingrédients d'une explosion sociale sont réunis : retard dans le paiement des salaires, revendications à l'université où les conditions de travail sont déplorables, baisse du niveau de vie des paysans, urbanisation galopante... Tous les vieux Dakarais le disent : depuis quelques années, il pleut moins qu'autrefois. La disette sévit dans plusieurs régions, provoquant un exode rural

tel qu'on évalue à près d'un tiers de la population le nombre de Sénégalais vivant aujourd'hui dans la capitale. Le phénomène a commencé dans un contexte de récession, au moment où l'État dégraisait la fonction publique et où les entreprises fermaient. A Dakar, les bidonvilles ont gagné du terrain, la délinquance s'est accrue.

Plusieurs longueurs d'avance

« Nous sommes tous confrontés, et de manière aiguë, aux questions que pose normalement une société en état d'instabilité extrême pour cause d'évolution fondroyante », affirmait le premier président de la Cour suprême, M. Assane Bassirou Diouf, dans son discours marquant la rentrée judiciaire. Et cette « évolution fondroyante » se produit alors que le monde politique n'a pas pris sur la société civile.

Le Sénégal est certes toujours l'un des pays les plus démocratiques du continent. La presse est libre depuis dix ans, le code électoral vient d'être réformé par une commission indépendante, en concertation avec tous les partis politiques, lesquels ont été légalisés dès 1981. Et, face à la concurrence des pays voisins, qui menacent sérieusement le « monopole » démocratique dont se targue le pays, le président Diouf se plaît à répéter son souci de « veiller à ce que le Sénégal conserve toujours plusieurs longueurs d'avance ».

Mais les intellectuels parlent volontiers de « démocratie grise » et des tentatives de « niveler l'argent et exorciser les maux ».

« Ce n'est pas la politique qui pose problème, mais la mise en application de la politique », explique un des représentants des bailleurs de fonds occidentaux. Ceux-ci sont en froid avec le gouvernement. Tout programme se heurte en effet aux blocages d'une coalition où la corruption est admise et le

pouvoir religieux — syncretisme d'islam et d'animisme — omniprésent. Il y a deux ans, l'ensemble des banques sénégalaises a fait faillite. « C'est vrai qu'on faisait des prêts sur présentation d'une carte de visite », admet M. Wade. Le marasme du secteur bancaire est imputé à une vingtaine de personnes dont la liste est connue mais n'a pas été rendue publique. Parmi les trois listes qui circulent sous le manteau figurent, paraît-il, des proches du président ainsi que quatre ministres. Bien que ce scandale ne soit ignoré de personne, aucune sanction n'a été prise contre ses auteurs.

Parole de ministre : « Personne ne peut gouverner ce pays (à 85 % musulman) sans l'appui des marabouts ». Le président en a donné la preuve à ses dépens, au printemps dernier, lorsqu'il a laissé le chef de la confrérie musulmane des Mourides appeler ses fidèles à déboiser une forêt de plusieurs dizaines de milliers d'hectares. Ce faisant, M. Diouf n'a pas réalisé, dit-on, l'ampleur de son erreur. Comment peut-on solliciter l'aide internationale pour lutter contre la désertification et autoriser une vaste opération de déboisement ? Cette question des bailleurs de fonds est révélatrice des contradictions autour desquelles le Sénégal tourne comme une toupie.

MARIE-PIERRE SUBTIL

La résistance afghane invitée. — Une délégation de la guérilla afghane est partie, vendredi 6 décembre pour Dakar, afin d'assister au sixième sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Elle représentera ainsi l'Afghanistan, exclu en 1980 de cette instance après l'intervention des troupes soviétiques. — (AFP, Reuters)

ALGÉRIE : succès mitigé des rassemblements dans les villes

Le Front islamique paraît désorienté

L'appel lancé par le Front islamique du salut (FIS) à manifester dans toutes les villes d'Algérie n'a rencontré, vendredi 6 décembre, qu'un succès mitigé. Les islamistes paraissent quelque peu désorientés par les atterroissements de leur parti qui n'a toujours pas officiellement annoncé sa participation à la compétition électorale.

ALGER

de notre correspondant

Certes, le rituel y était : slogans à la gloire de Dieu, drapeaux tendus vers le ciel où évoluait un hélicoptère de la gendarmerie ; service d'ordre invitant, avec une ferme courtoisie, les fidèles à emprunter les trottoirs plutôt que la rue ; qu'à profit des victimes des troubles de juin : prière collective précédée des traditionnelles ablutions autour d'un camion citerne spécialement amené pour la circonstance.

Mais vendredi, sur la place des Martyrs à Alger, il manquait le tonus et, surtout, le nombre pour écouter, une fois de plus, M. Abdelkader Hachani, chef du bureau exécutif provisoire du FIS, réclamer la libération de MM. Abassi Madani et Ali Benhadj et autres dirigeants emprisonnés, vanter les mérites d'un État islamique ou critiquer l'attitude du pouvoir accusé de refuser une réelle alternance.

Deux jours auparavant, M. Hachani avait lancé un véritable défi au pouvoir en appelant, au terme d'un discours enflammé, ses partisans à descendre en masse dans la rue (*le Monde* du 6 décembre). Le lendemain, devant la ferme réaction du ministre de l'Intérieur interdisant tout défilé durant la campagne électorale, le FIS reculait : il s'est contenté de rassemblements « pacifiques » sur les places, sous l'étroite surveillance des compagnies nationales de sécurité (CNS) prêtes à toutes les éventualités.

Ces changements de cap heurtés paraissent avoir donné le tournis aux partisans du FIS dont une partie, toujours dans l'attente d'une consigne claire quant à leur éventuelle participation à la campagne électorale, et sans doute intimidés par le déploiement policier, ont préféré s'abstenir. Il en a été de même en province où, comme à Alger, les appels du FIS n'ont rencontré qu'un écho limité. Le parti islamiste paie

là les effets d'une attitude incertaine. Déchiré entre les tentations du boycottage musqué et celles de la participation, le FIS est incapable, depuis maintenant deux mois, de définir une ligne non équivoque au sujet des élections législatives, dont le premier tour aura lieu le 26 décembre. On l'a encore vu vendredi, à Alger, où M. Hachani n'a pas su dire clairement si son parti serait dans la compétition électorale, la décision étant laissée à la discrétion du Majlis Echoura, direction collective du FIS qui, de notoriété publique, est profondément divisé sur la question.

Du coup le parti semble avoir perdu sa boussole. Alors que nombre des manifestants d'Alger réclamaient, vendredi, un « État islamique sans vote », leur chef, du haut de son podium, affirmait que le FIS privilégierait l'institution d'un tel État par « la voie démocratique », alors qu'il assurait que la décision de participer à la campagne n'était pas prise, à Taret, la direction locale du FIS faisait acclamer par la foule ses candidats ; le même soir, à la radio, le FIS, semblable aux autres partis, délivrait son message électoral.

L'attaque du 28 novembre contre un poste militaire

Ces hésitations interviennent alors que la gendarmerie et l'armée continuent à traquer les islamistes auteurs de l'attaque armée menée, le 28 novembre, à Guezzam, près d'El Oued, contre un poste militaire contrôlant la frontière algéro-tunisienne. Trois gendarmes avaient trouvé la mort dans cette opération au cours de laquelle les islamistes avaient notamment réussi à s'emparer d'une cinquantaine de pistolets-mitrailleurs (*le Monde* du 2 décembre).

Bien que, selon le ministre de la défense, il n'y ait pas, pour le moment, de liens directs établis entre le FIS et les membres du commando, le pouvoir ne s'est pas privé de souligner que nombre de ses derniers avaient milité au sein du Front islamique — deux d'entre eux en étaient même des membres actifs. Si ces relations devaient se confirmer, certains, dans l'entourage gouvernemental, n'excluent plus une interdiction du FIS, convaincu de « soulevement armé ».

GEORGES MARION

AFRIQUE DU SUD : chef de la branche militaire de l'ANC

M. Chris Hani a été nommé à la tête du Parti communiste

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Actuel chef d'état-major d'Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation), la branche militaire du Congrès national africain (ANC), M. Chris Hani a été désigné, vendredi 6 décembre, candidat unique au poste de secrétaire général par les militants du Parti communiste (SACP), au cours de leur huitième congrès, le premier en terre sud-africaine.

Son prédécesseur, M. Joe Slovo, qui, gravement malade, avait décidé de ne pas se représenter, a été désigné au poste honorifique de président du parti. La désignation de M. Hani force la main de la direction de l'ANC qui, il y a peu de temps encore, avait refusé de le libérer de ses fonctions en son sein.

Les quatre cents militants du Parti communiste, réunis depuis jeudi (*le Monde* du 6 décembre), ont également décidé de conserver le nom et l'emblème du SACP, en dépit de l'effondrement des régimes communistes à travers le monde. Le drapeau du parti restera rouge avec, dans le coin supérieur

gauche, une étoile noire contenant un marteau et une faucille jaunes.

Il est, en revanche, choisi, à une écrasante majorité, de modifier la charte du parti qui, appelant à la fin de l'« exploitation capitaliste » dans le pays, prône l'instauration d'une « société socialiste » et non plus d'une « société socialiste démocratique », car le congrès a estimé que le « socialisme est intrinsèquement démocratique ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Le président De Klerk en visite à Moscou le 13 décembre. — Le président Frederik De Klerk se rendra à Moscou le 13 décembre, pour une visite officielle de quatre jours, mettant un terme à plusieurs décennies d'ennemi entre les deux pays, Moscou soutenant les mouvements nationalistes africains. M. De Klerk aura donc réussi là où M. Nelson Mandela a échoué. A deux reprises, le président du Congrès national africain (ANC) avait annulé un déplacement en Union soviétique, à la suite du refus de M. Gorbatchev de le recevoir. — (Corresp.)

UNE CHARTE POUR L'EUROPE

L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS"

TEXTE INTÉGRAL, érudite, commenté, traduit par André Prévost. Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres, or, illustrations par Holbein, épreuves. Custode relevée de portraits, Notes, Tables, Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIIR : 250 F. franco.

Béguins Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes per C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél. 20.55.29.16. Dédicace sur demande.

TOGO : selon M. Dumas

La France n'a pas l'intention de «jouer les corps expéditionnaires»

La France n'a pas l'intention de «jouer les corps expéditionnaires» au Togo, a déclaré le chef de la diplomatie française vendredi 6 décembre, sur France Inter. Interrogé sur les manifestations antifrancophones qui se sont multipliées à Lomé pour protester contre le refus de la France d'intervenir contre le putsch, M. Roland Dumas a déclaré que « la France souhaite que le mouvement démocratique (...) se poursuive au Togo », mais qu'elle « n'a pas à dire ce qu'il convient de faire ».

« On ne joue pas les dictatures, mais on ne joue pas non plus les corps expéditionnaires », a-t-il ajouté, en précisant qu'il avait pris contact avec le président gabonais Omar Bongo et son homologue sénégalais Abdou Diouf pour voir comment « éviter que la situation ne dégénère ». M. Dumas a également indiqué que le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny avait pris contact vendredi avec plusieurs autres chefs d'État africains « amis de la France et du Togo » pour examiner les moyens de « ramener le calme » et sauver le processus démocratique dans ce pays.

Les députés béninois ont réclamé vendredi le départ des quelque 300 soldats français dépêchés en semaine dernière à Cotonou en raison des troubles au Togo voisin. Certains d'entre eux ont prié le gouvernement béninois d'expliquer la raison de la présence des troupes françaises alors que, selon l'un d'eux, « ils devraient être à Lomé ».

A Paris, la ligue française des droits de l'homme a demandé au gouvernement de « reconsidérer les accords de coopération antérieure conclus avec le Togo », et le Mouvement des démocrates a estimé que « le gouvernement français porte une responsabilité à l'égard d'une démocratie, encore fragile, qu'il avait encouragée ». — (AFP, Reuters)

ZAIRE : trois personnes tuées par les militaires. — La radio nationale, La Voix du Zaïre, a annoncé, vendredi 6 décembre, que, la veille à Kinshasa, trois personnes ont été tuées par des militaires durant l'opération « ville morte » lancée par l'aile radicale de l'Union sacrée (coalition de l'opposition). D'autre part, M. Nguz Karl I Bond, nouveau premier ministre, doit entamer lundi à Paris une tournée des capitales occidentales afin de demander une reprise de leur coopération avec le Zaïre. — (AFP)

GUINÉE : quatre morts dans une mine de diamant. — Radio-Conakry a annoncé, vendredi 6 décembre, que de nouvelles émeutes avaient éclaté au cours de la semaine sur le site de la mine de diamant de Gbenko, entraînant la mort de quatre personnes. Ces incidents auraient été provoqués, mardi et mercredi, par des exploitants elandestins qui souhaitent que le gouvernement guinéen rouvre la mine de Gbenko, fermée à l'exploitation artisanale privée depuis décembre 1985. — (AFP)

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

50 ans de la culture générale contemporaine

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

السنة ١٤١٢ هـ

HEURES LOCALES

Quel avenir pour la coopération interrégionale ?

Depuis 1984, les présidents de cinq régions du Grand Est ont créé une association afin de développer des actions communes. A la veille d'échéances électorales, le bilan est bien maigre

STRASBOURG

de notre correspondant régional

PRÉSIDENT de la région Lorraine, M. Jean-Marie Rausch se défend d'avoir pris, il y a sept ans, la tête des opérations pour des raisons politiques. « L'idée m'est venue lorsqu'il était devenu indispensable de construire la liaison autoroutière entre la Lorraine et le Midi. Il fallait se mettre tous ensemble pour faire pression sur Paris afin d'obtenir les financements nécessaires. » Il est difficile, cependant, d'exclure que certains aient eu des arrière-pensées. L'Association du Grand Est a été créée à une époque où tous les présidents des conseils régionaux d'Alsace, de Lorraine, de Bourgogne, de Franche-Comté et de Champagne-Ardenne étaient dans l'opposition. Depuis la réélection de M. François Mitterrand, M. Rausch a rejoint les rangs de la majorité présidentielle et est devenu ministre.

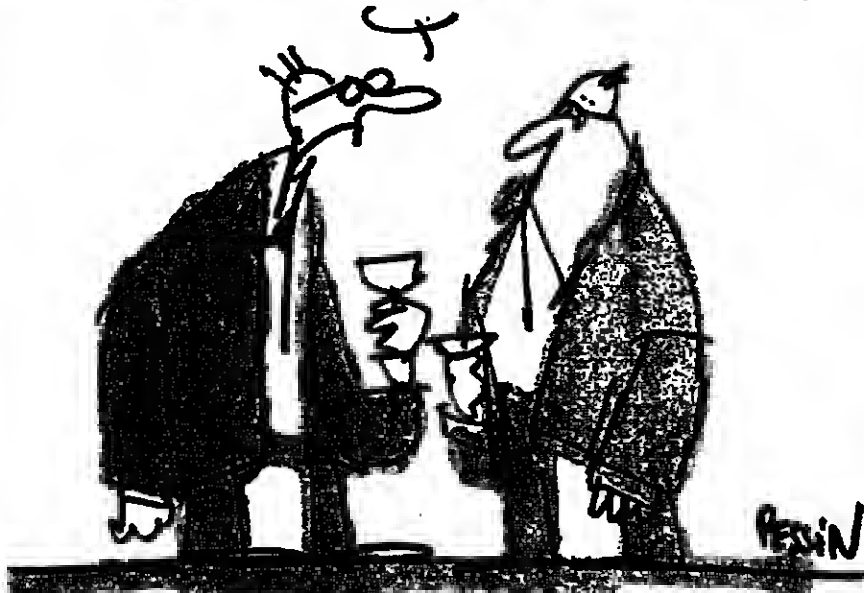
Aujourd'hui, les présidents du Grand Est se réunissent une ou deux fois par an pour valoriser « les atouts et les potentialités de leur région dans les secteurs-clés de la recherche, de l'innovation, des transferts de la technologie, de l'enseignement supérieur et de la formation, de la fibre bois et du tourisme ». Objectifs ambitieux qui figurent dans la brochure éditée par l'Association mais qui jusqu'à présent ont donné lieu à peu de résultats tangibles. Si ce n'est l'ouverture d'un bureau de représentation à Bruxelles pour être à l'écoute des travaux de la CEE et une politique touristique groupée en Espagne et aux États-Unis. Qu'est-il advenu, par exemple, du grand projet de développement de la filière bois ? « L'initiative s'est concrétisée par une belle plaquette », laisse tomber, désabusé, un fonctionnaire régional.

Frictions entre élus

Le Grand Est a toutefois manifesté sa solidarité dans l'affaire du TGV. L'Alsace (1,5 milliard de francs), la Lorraine (1 milliard) et Champagne-Ardenne (500 millions) se sont engagés à contribuer à hauteur de ces montants pour la construction de la ligne reliant Paris à Strasbourg, avec l'idée de se connecter avec le réseau allemand inter-cités. Mais on sait que la SNCF ne fait pas une priorité de cette liaison dont le coût total est estimé à 26 milliards de francs. Après un premier « missio Essig » sur le tracé, voilà qu'une deuxième, du même nom, a été mandatée pour en examiner le financement. D'étude en étude, les responsables régionaux commencent à avoir de sérieux doutes sur un engagement à brève échéance de l'État. A telle enseigne, que même les optimistes n'osent pas avancer un date plus rapprochée que 1997.

L'Association s'est aussi prononcée pour la liaison ferroviaire à grande vitesse Strasbourg-Mulhouse-Belfort pour rejoindre la ligne Paris-Lyon. Non seulement cette

JE FAIS PARTIE DE L'ASSOCIATION, MAIS DANS LE COURANT NORD-EST.



requête revêt la forme d'un vœu pieux mais, en plus, elle est concurrente - la SNCF ne peut pas tout faire à moyen terme - du projet Ouest-Est. Ce qui ne va pas sans certaines frictions entre élus de Strasbourg d'un côté et de Mulhouse, de Bourgogne et de Franche-Comté de l'autre, même s'ils font tout pour sauver les apparences.

Quant à l'achèvement du canal à grand gabarit Rhin-Rhône, périodiquement remis sur le tapis, personne n'y croit vraiment. D'autant moins que les écologistes, particulièrement forts en Alsace, y sont farouchement opposés. Et comme à l'approche des échéances électorales, tous les partis traditionnels leur font les yeux doux pour faire barrage au Front national !

D'ailleurs, l'appréciation de M. Marcel Rudloff, président de l'Alsace, sur la coopération entre les cinq régions est significative de l'importance toute relative qui est attribuée au Grand Est : « L'Association est une structure souple et légère fondée sur le respect de la spécificité de chacune des régions membres et du libre jeu de la concurrence en matière de développement économique notamment. Mais il s'agit avant tout d'échanger des informations dans tous les domaines où les régions ont eu à imaginer des politiques, des actions répondant à des problèmes particuliers. » Car

c'est là que le bât blesse. Le plus souvent, les régions voisines sont concurrentes et c'est une compétition acharnée pour se faire entendre de Paris - le cœur du pouvoir en place jouant un rôle oco obligé - afin que l'État tranche en leur faveur.

M. Rausch donne un exemple qui, compte tenu de l'air du temps, montre de manière imparable combien la coopération peut être extrêmement difficile, voire impossible. Comment résoudre le dossier sur le traitement des ordures ménagères et surtout des déchets toxiques ? Chaque région a tendance à dire que le meilleur site se trouve « chez l'autre ».

A la dernière assemblée du conseil régional d'Alsace, les Verts n'ont-ils pas voulu faire voter une motion demandant que le projet d'usine d'incinération de Kehl (en face de Strasbourg, de l'autre côté du Rhin) soit abandonné dans la petite ville frontalière allemande et qu'un autre endroit soit choisi en dehors du couloir rhénan ? L'unité d'élimination des déchets toxiques serait-elle plus « propre » en Lorraine ou en Bourgogne ?

Est-ce à dire que le Grand Est n'a pas d'avenir ? Outre les « départementalistes » qui souhaitent en rester à une administration de « proximité », les élus régionaux ne sont pas en règle générale franchement pour. Dès la

sortie en 1990 du projet de loi relatif à l'administration territoriale préparé par MM. Joxe et Baylet, l'Association nationale des élus régionaux (ANER) marquait son hostilité en faisant valoir qu'il était inutile de créer une institution supplémentaire qui serait un nouveau degré de gestion territoriale disposant d'une administration (1).

M. Rudloff est tout à fait clair à ce sujet : « La coopération actuelle ne saurait induire une évolution vers la création d'une super-région. » Pour le président alsacien, les régions connaissent suffisamment de difficultés en regard de leur cohésion et de leur identité - à une exception près, alsacienne oblige, de « l'Alsace qui en ce domaine est privilégiée » - pour opérer « un groupement officiel de territoires dont les vocations et les caractéristiques sont parfois très dissemblables ».

L'exemple des Lander allemands

Le président n'oublie tout de même pas de poser une question essentielle : « Pour rééquiper les régions françaises, ne s'agit-il pas tant d'agrandir un territoire que de renforcer le pouvoir régional en termes de compétences et de ressources ? » M. Rausch a la même préoccupation à ceci près qu'il l'exprime de manière catégorique : « Dans beaucoup de régions, les événements de ces dernières semaines ont été considérés comme une absence de l'Etat. Et cela, face à des décisions souvent imprécises et considérées comme irresponsables. Entre les deux se trouvent des élus qui, de force, de communication de presse croient avoir le pouvoir. »

En d'autres termes, le président lorrain considère que la « vraie décentralisation » est encore loin d'être réalisée en France. Mais pour élargir le pouvoir et les compétences des régions, il faudrait qu'elles disposent d'argent supplémentaire. Tout est là : l'Etat accepterait-il de « céder une de ses ressources actuelles » ?

Et inévitablement la comparaison avec la puissance des Lander allemands vient sur la table, notamment à propos du Bade-Wurtemberg, le voisin le plus immédiat mais aussi le Land qui compte parmi les plus riches de RFA. Consistent que l'Alsace ou la Lorraine peent peu face à ce géant régional, M. Rausch se déclare favorable « a priori » à une « super région de six à huit millions de personnes » qui pourrait traiter sur un pied d'égalité avec les régions allemandes. Sans doute parce que le maire de Metz se sent politiquement plus fort que ses « associés » du Grand Est.

MARCEL SCOTTO

(1) Le projet de loi sur l'administration territoriale voté le 30 novembre à l'Assemblée nationale prévoit la création d'ententes régionales, établissements publics associant deux, trois ou quatre régions.

Et la culture...

COLLOQUES et assemblées diverses offrent actuellement l'occasion aux présidents des conseils régionaux de ventiler leurs actions. Au terme d'un premier mandat, ils s'efforcent de mettre en avant le nombre de lycées qu'ils ont construits ou les moyens qu'ils ont consacrés à l'aide économique. Si quelques écologistes se trouvent dans la salle ils peuvent même parler d'environnement ou de cadre de vie. Mais leurs discours s'arrêtent le plus souvent là. De culture il est rarement question.

Une étrange absence qui tendrait à faire croire que les lois de décentralisation sont incomplètes. Comme si le législateur avait oublié de confier aux instances régionales des pouvoirs dans le domaine culturel. Il n'en est rien et les présidents le savent bien. Ces mêmes hommes, aujourd'hui silencieux, ont bien su, depuis huit ans, utiliser les prérogatives dont ils disposent.

Dans le domaine musical comme dans celui du théâtre ou de la danse, les conseils régionaux se sont comportés en partenaires, voire en financiers exclusifs, pour aider troupes et orchestres. Musées, festivals, établissements d'enseignement artistique, revues et livres, animations diverses, ont bénéficié de leurs subventions.

Des investissements oubliés

Associer des crédits de l'Etat et des conseils, les Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) sont l'un des instruments mis en place par le décentralisateur pour permettre l'acquisition et la diffusion d'œuvres. Des collectivités territoriales ont constitué des comités techniques spécialisés capables de définir des choix originaux en fonction de leur nouvelle mission, mais aussi de sensibiliser le public à tous les aspects de la création : peinture, sculpture, photographie, art graphique, art décoratif et artisanat d'art.

Des collections se sont ainsi constituées qui ont été présentées aux habitants lors de manifestations éphémères, qui n'utilisent pas toujours les élimées des musées. Une initiative intéressante, une démarche régionale qui a favorisé la diffusion et développé la connaissance des habitants. Pourquoi faire de telles actions ? Pourquoi oublier des lignes de crédits qui enrichissent un patrimoine commun ?

Obsédée par les prochaines échéances électorales, les présidents gommant de leur mémoire les investissements qu'ils ont réalisés dans le domaine culturel. Pensant répondre à l'attente de leurs électeurs ils n'évoquent que la formation et l'emploi, comme si les citoyens n'étaient pas aussi des individus dotés de sensibilité. Comme s'ils n'étaient pas des hommes et des femmes capables de leur dire un jour : et la culture ?

SERGE BOLLOCH

Minitels municipaux en panne

Les serveurs télématiques peuvent améliorer le fonctionnement de la vie des collectivités. Encore faut-il qu'ils soient mieux conçus et surtout plus largement utilisés

PRENDRE régulièrement des nouvelles des enfants partis en classe de neige, pouvoir dialoguer avec eux et avec leur professeur, voilà l'un des services les plus appréciés du 3615 ASPASIE, le serveur de la ville de Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne). La télématique peut alors être complémentaire du courrier et du téléphone. L'observatoire « Les télécommunications dans la ville » estime cependant que sur les trois cents serveurs locaux qui existent aujourd'hui en France, moins d'une dizaine fonctionnent de manière satisfaisante.

C'est le 1^{er} janvier par le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, à la suite du rapport Schreier sur le rôle des télécommunications dans les collectivités locales, l'observatoire doit présenter au cours de Rencontres (1), mardi 10 décembre à Paris, les résultats d'une enquête réalisée par un groupe de travail présidé par M. Jean-Pierre Caroff, adjoint au maire de Brest.

Cette étude a porté sur 85 collectivités locales, équipées ou non, d'un service télématique : chaque année

en effet, de nombreux serveurs se créent et d'autres disparaissent. Près de trois cents des huit cents villes de plus de 10 000 habitants disposent de cet équipement et rares sont celles qui enregistrent, comme TELEM à Nantes, 30 000 connexions par mois. Et dessous d'un seuil de 5 000 connexions pour une ville de 100 000 habitants, la commission de l'observatoire considère qu'un serveur municipal est un échec. Pourtant 70 % des élus jugent la télématique de façon positive. Tous croient à l'avenir de ce moyen de communication dont ils apprécient l'interactivité, la fraîcheur des informations et la possibilité d'une consultation à distance.

Les gestionnaires de serveurs locaux regrettent que la télématique ne touche la plupart du temps que la fraction de la population déjà la mieux informée. C'est pourquoi à Nantes, 34 bornes publiques permettent à tous d'interroger le serveur de la ville.

Remise à jour régulière

De nombreux facteurs doivent être réunis pour réussir. D'abord une réelle volonté politique, seule garante de l'engagement des moyens financiers et humains indispensables au bon fonctionnement et à la fiabilité d'un système dont les informations doivent être régulièrement mises à jour. Cinq personnes travaillent à temps complet pour le 3615 MIRABEL de Metz, et le serveur de Villeurbanne absorbe 5 % du budget de communication de la ville. Les équipes travaillent en effet autour de spécialistes, indispensables pour

créer des réseaux aisément accessibles par les usagers. Les collectivités locales sont donc souvent amenées à créer des associations pour embaucher des techniciens de l'informatique au prix du marché. C'est le cas de l'association Azimut financée par la mairie de Lorient.

Il peut également être nécessaire, pour des raisons financières, de trouver des formules de partenariat avec d'autres services locaux comme les centrales de réservation pour les spectacles. Autant pour limiter les coûts d'utilisation pour l'usager que ceux de fonctionnement pour le serveur, les responsables doivent définir le plus précisément possible les missions de leur projet.

De nombreux domaines se prêtent bien à la télématique locale : informations et réservations pour les spectacles, vie associative, services sociaux, tarifs des hôtels et des restaurants pour les touristes, horaires et fréquences des transports, petites annonces, offres d'emplois, urgences médicales. L'interactivité que peut offrir un serveur télématique est également intéressante mais peu utilisée. Le 3615 VIVA de Villeurbanne est à cet égard exceptionnel. La municipalité organise en effet sur son service Minitel un vote sur un dossier qui a été traité dans le journal municipal : une centaine de personnes y participent chaque mois. La possibilité d'établir un contact à distance entre élus et administration est appréciée et tous les serveurs locaux sont utilisés pour la communication interne au sein des collectivités.

Il n'y a pas de réponse unique et globale pour monter un serveur télématique adapté aux besoins d'une

population. Pour faire évoluer le service, il est indispensable de disposer des instruments de mesure qui permettent de connaître les taux et les durées de consultation, rubrique par rubrique. Sans ces précautions, un serveur télématique est peu consulté et devient alors un simple gadget pour une collectivité qui souhaite afficher une image moderne.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) L'observatoire « Les télécommunications dans la ville », 87, rue La Boétie, Paris. Tél. : 44-44-22-00.

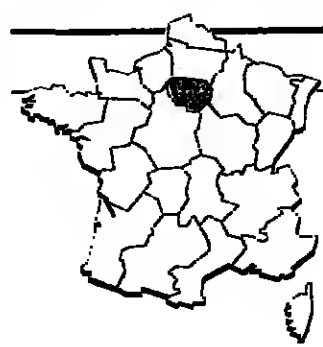
"Après avoir recueilli le consentement du Conseil Municipal, Monsieur le Maire avait dit oui à la construction d'une nouvelle mairie..."

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

ILE-DE-FRANCE :

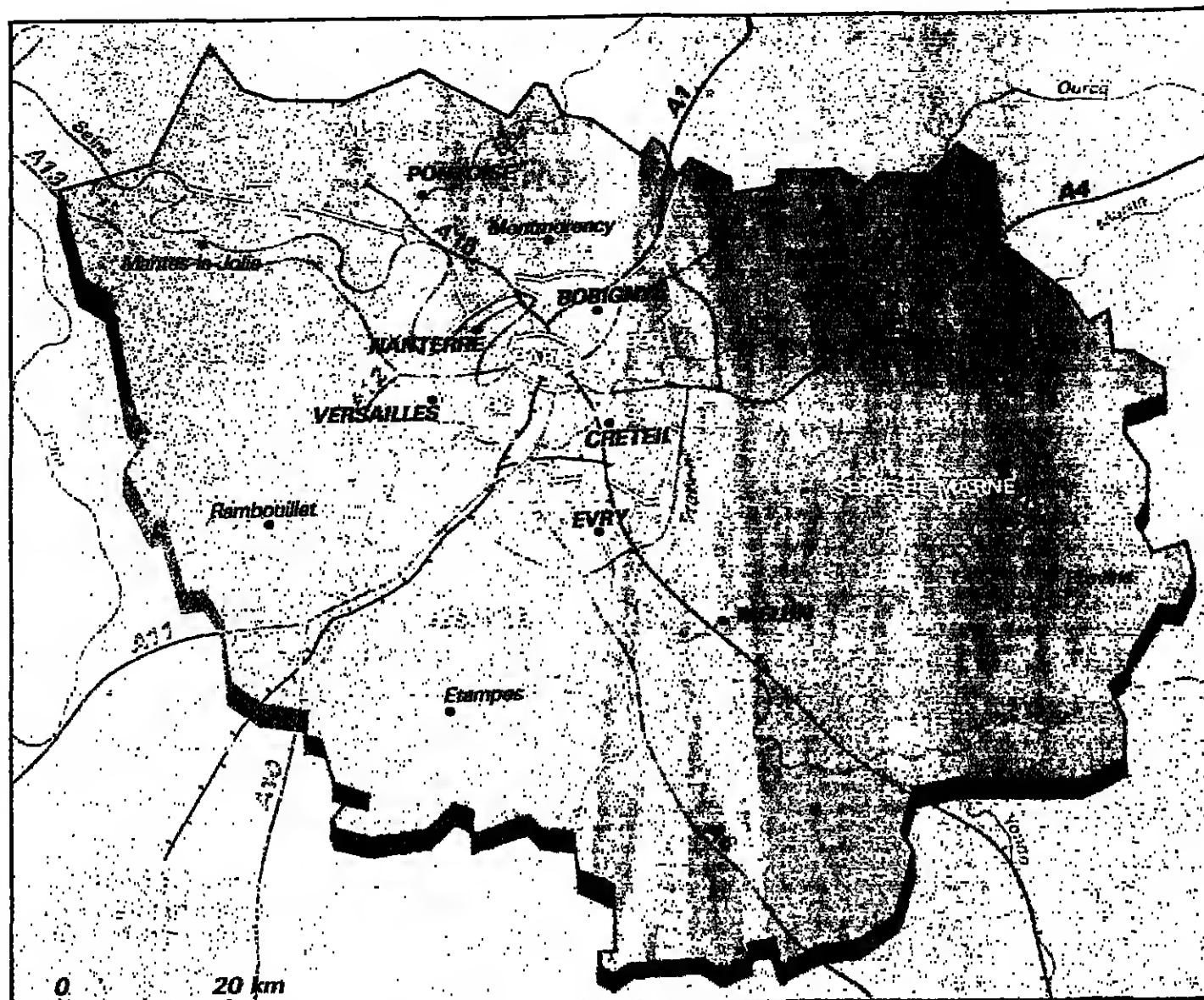
du comp

Préfecture :
Paris

Départements :
Paris
(préfecture : Paris)
Seine-et-Marne
(préfecture : Melun)
Yvelines
(préfecture : Versailles)
Essonne
(préfecture : Evry)
Hauts-de-Seine
(préfecture : Nanterre)
Seine-Saint-Denis
(préfecture : Bobigny)
Val-de-Marne
(préfecture : Créteil)
Val-d'Oise
(préfecture : Pontoise)

Superficie :
12 012 km²

Population :
10 660 554 habitants
dont 2 152 000
à Paris



Transports en commun
performants et...
totalement insuffisants ;
emplois et habitants
de plus en plus
nombreux
et chômage en hausse :
les franciliens
ont la vie dure dans
l'un des plus beaux
jardins du monde.
Comme ils veulent,
aussi, une
meilleure qualité
de vie, ils doivent
apprendre
à mieux répartir
leurs richesses
et leurs obligations

Des féodaux sans suzerain

Le RPR, parti dominant, ne parvient pas à choisir qui, de M. Alain Juppé ou M. Michel Giraud, présidera la future assemblée

D E Rambouillet la provinciale à Bobigny la « rouge », de Neuilly la bourgeoise à Sarcelles la ville aux quarante nationalités, l'Île-de-France est sociologiquement trop diverse pour qu'elle soit politiquement unie. Ses « pays » forment autant de fiefs, à la taille aussi variée que la richesse. Fidèles à la tradition des barons du domaine royal, leurs seigneurs n'ont jamais toléré qu'un suzerain s'interpose entre eux et le monarque. Aujourd'hui, dans leur immense majorité, opposants farouches au roi de France, ils partagent avec lui le refus de laisser émerger un duc d'Île-de-France. Point de due done,

pour réfréner les ardeurs isolationnistes du comte de Paris, du baron de Seine-Saint-Denis et du marquis de Seine-et-Marne, ni même pour s'assurer que les vicomtes de Boulogne-Billancourt ou de Massy ne fassent pas de leurs villes des états quasi souverains.

Dans cette région où les départements ont encore moins d'existence sociologique qu'ailleurs, les présidents des conseils généraux ont bien réussi, en s'appuyant sur les habitudes administratives et les appareils des partis, à se bâtir des fiefs, mais, à la notable exception de M. Charles Pasqua, dans les Hauts-de-Seine, aucun n'a réussi à en devenir le véritable patron politique.

Point de région donc dès qu'il s'agit de politique. D'autant qu'ici les électeurs ont l'habitude, depuis qu'ils ont le droit de s'exprimer, d'amplifier les mouvements nationaux. Cette fois encore, il devrait en être de même. Pourtant les enjeux franciliens du renouvellement du conseil régional ne manquent pas : la politique d'aménagement de la région capitale, avec les conséquences que son devoir aura pour le reste du pays ; le choix de l'équipe qui sera aux commandes d'une des collectivités locales les plus riches de France.

Dans cette mosaïque de baronnies, chacun était maître chez soi. Aux communistes la ceinture rouge qui entourait Paris, plus quelques points d'ancrage dans les vieux centres urbains. Aux socialistes, le modèle SFIO, les communes plus lointaines refuges des employés et souvent vouées aux zones pavillonnaires. Aux centristes, alliés aux notables traditionnels, la frange longtemp provinciale, là où les agriculteurs aux riches terres côtoyaient les marbriers des anciennes cités royales. Au cœur, Paris ballottait au gré des vents nationaux, avant que la cherté des loyers ne l'embourgeoise définitivement et ne l'ancre solidement à droite.

Le bétonnage des champs de blé, la mort des usines, le règne des bureaux, la prolifération des logements, trop souvent en forme de tours et de barres poussant comme champignons sur des terres betteravières, sans que, dans bien des cas, ne soient prévus les équipements indispensables, le mitage des jardins de manoirs par les amoureux des maisons individuelles, tout cela a fait éclater le schéma traditionnel. Et fait de l'Île-de-France aujourd'hui un terrain d'élection pour le Front national et les écologistes.

« Halte au béton. Halte à la corruption. Halte à l'immigration. » Les adeptes de M. Jean-Marie Le Pen ont vite trouvé les thèmes porteurs de leur campagne dans une région qui accueille plus de 38 % des étrangers vivant en France, où des instituteurs doivent parfois enseigner le français à des enfants de plus de dix nationalités, où certains quartiers sont devenus de véritables ghettos, où la promiscuité, fille d'une urbanisation mal maîtrisée, a engendré un sentiment d'insécurité. La déliquescence des communistes, qui ne survivent plus que lorsque leurs maîtres

ont pris leurs distances avec l'appareil du parti, l'incapacité des socialistes à offrir le même encadrement associatif que leurs anciens alliés, l'impuissance de la droite traditionnelle à répondre aux aspirations extrêmes de la population, laissent le champ libre au Front national. Sans la moindre responsabilité gouvernementale, il peut se contenter de contester, et se poser en détenteur de solutions miracles. Sa montée en puissance terrifie ses adversaires, qui redoutent même de le voir devenir, en mars prochain, le premier parti de Seine-Saint-Denis.

Les enfants de la gauche contestatrice

Ce refus du béton, cette condamnation de la corruption de certains édiles, sont aussi les têtes de chapitre de la campagne des Verts. Les partisans de M. Antoine Waechter ne sont pas ici de ses amis. Si la plupart des dirigeants franciliens de son mouvement se sont opposés à lui lors des dernières instances du parti, c'est parce qu'ils sont des enfants de la gauche contestatrice,

des militants plus nourris par les débats idéologiques du PSU que par les combats pour la protection des castors. Ils n'ont pas moins de solides adversaires pour les socialistes. Leur passé les rend particulièrement aptes à capter tous les débris de dix ans de pratique gouvernementale, qui n'a pu transformer les rêves de 1981 en réalités de 1991.

Les points forts de l'implantation des écologistes se trouvent paradoxalement en « villes nouvelles », là où l'urbanisation volontaire est moins ratée qu'ailleurs, mais où une dense vie associative nourrit une contestation permanente. Le PS s'était appuyé sur elle pour conquérir le pouvoir local, avant d'en être à son tour victime. Habituellement, les Verts se sont donné les moyens de dépasser le simple rejet des effets néfastes du modernisme et de la croissance, qui constitue leur fonds de commerce, en s'offrant comme porte-parole régional un homme, M. Alain Rist, qui, à la direction régionale de l'équipement, a participé de près à la mise au point du projet de schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. De ce document, il n'ignore aucun arrière-plan ; des positions des uns et des autres, il connaît toutes les motivations

cachées. Pour tous, il sera un adversaire redoutable... si le SDAU est au centre de la campagne.

Passé le scrutin, ces Verts qui récusent la ligne waechterienne de « ni droite ni gauche » n'en seront pas pour autant disposés à donner un coup de main aux socialistes. Ils refusent, par avance, de constituer une majorité avec eux ; ils font même déjà savoir qu'ils permettront à la droite parlementaire de conserver la présidence du conseil régional, si les électeurs la mettent en tête, et cela sans qu'elle soit contrainte de se compromettre avec le Front national.

Pour tenter de limiter le succès de ces écologistes, qui marchent sur leurs plates-bandes mais se refusent à les aider, les socialistes ne peuvent espérer qu'au la division de l'électorat des défenseurs de l'environnement. D'où la préparation, dans la discrétion, de listes Génération Ecologie, dont les élus ne pourraient qu'être plus conciliants avec la gauche.

Th. 8. et Ch. V.
Lire la suite page 12

Le conseil régional

Président : Pierre-Charles Krieg (RPR)
19 PC : 65 PS : 1 div. d. : 81 RPR : 32 UDF : 19 FN.
Résultats des élections de 1986 par département

Paris (42 sièges)
Ins. : 1 250 135 ; abst. : 25,94 % ; suff. ex. : 908 610.

LO : 0,59 % ; Alternative : 0,60 % ; PC : 4,80 % ; PS-MRG : 29,95 % ; 15 élus ; RPR : 34,90 % ; 17 élus ; UDF : 11,83 % ; 5 élus ; FN : 10,96 % ; 5 élus ; Verts : 3,17 %.

Yvelines (23 sièges)
Ins. : 750 037 ; abst. : 22,72 % ; suff. ex. : 566 301.

LO : 0,86 % ; MRG : 0,82 % ; PC : 6,65 % ; 1 élu ; PS : 29,83 % ; 8 élus ; RPR : 27,92 % ; 7 élus ; UDF : 10,62 % ; 3 élus ; div. opp. : 8,96 % ; 2 élus ; FN : 10,18 % ; 2 élus ; Verts : 2,91 %.

Essonne (20 sièges)
Ins. : 616 901 ; abst. : 23,32 % ; suff. ex. : 459 832.

LO : 1,23 % ; PC : 11,68 % ; 2 élus ; PS-MRG : 30,64 % ; 7 élus ; RPR : 21,81 % ; 5 élus ; UDF : 13,43 % ; 3 élus ; div. opp. : 7,78 % ; 1 élu ; FN : 9,29 % ; 2 élus ; Verts : 4,10 %.

Hauts-de-Seine (27 sièges)
Ins. : 616 866 ; abst. : 23,25 % ; suff. ex. : 611 966.

LO : 0,89 % ; Alt : 1,50 % ; PC : 10,84 % ; 3 élus ; PS-MRG : 28,93 % ; 8 élus ; RPR : 29,16 % ; 8 élus ; UDF : 17,25 % ; 5 élus ; FN : 11,14 % ; 3 élus ; Verts : 2,25 %.

Seine-Saint-Denis (26 sièges)
Ins. : 708 257 ; abst. : 28,57 % ; suff. ex. : 490 575.

LO : 1,76 % ; Alt : 3,28 % ; PC : 20,54 % ; 8 élus ; PS : 26,83 % ; 7 élus ; div. g. : 0,02 % ; RPR : 22,03 % ; 6 élus ; UDF : 9,91 % ; 3 élus ; div. opp. : 0,52 % ; div. opp. : 0,08 % ; FN : 15,04 % ; 4 élus ; div. : 0,88 %.

Val-de-Marne (23 sièges)
Ins. : 694 208 ; abst. : 24,46 % ; suff. ex. : 610 561.

LO : 1,08 % ; PC : 17,05 % ; 4 élus ; PS : 26,87 % ; 7 élus ; RPR : 21,95 % ; 5 élus ; UDF : 16,98 % ; 4 élus ; FN : 11,82 % ; 3 élus ; Verts : 4,81 %.

Val-d'Oise (18 sièges)
Ins. : 555 059 ; abst. : 25,11 % ; suff. ex. : 402 646.

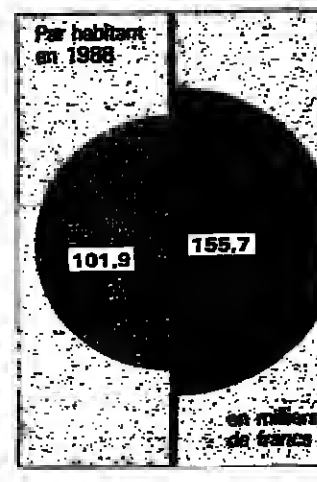
LO : 1,17 % ; Alt : 0,46 % ; PC : 12,24 % ; 2 élus ; PS-MRG : 29,33 % ; 7 élus ; RPR : 20,07 % ; 4 élus ; UDF : 15,76 % ; 3 élus ; div. opp. : 2 % ; div. opp. : 1,49 % ; div. opp. : 1,15 % ; FN : 12,24 % ; 2 élus ; Verts : 4,04 %.

Seine-et-Marne (18 sièges)
Ins. : 584 598 ; abst. : 23,99 % ; suff. ex. : 426 776.

LO : 1,70 % ; PC : 9,31 % ; 2 élus ; PS-MRG : 29,13 % ; 6 élus ; RPR : 22,92 % ; 5 élus ; UDF : 14,88 % ; 3 élus ; div. opp. : 2,63 % ; FN : 12,01 % ; 2 élus ; Verts : 3,36 %.

TENDANCES

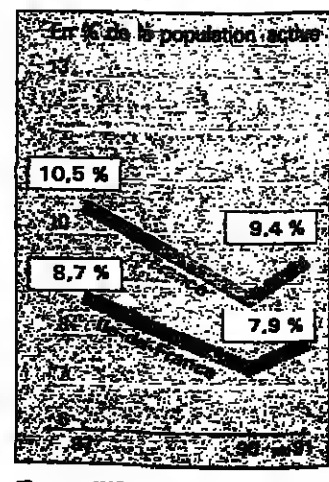
• PIB



• Budgets régionaux



• Chômage



Édition 1990

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

du complexe au rêve

LONGTEMPS, trop longtemps, seule la province a souffert du gigantisme parisien. Tous ceux des siens qui voulaient faire carrière, tous ceux qui devaient quitter la misère de leur région d'origine « montaient » à Paris, attirés par une capitale prodigue de pouvoir, de richesse, de gains-pain. Longtemps, trop longtemps, les Parisiens se sont enorgueillis d'une telle fascination qui faisait de leur ville le centre de la France, et donc du monde.

Paris et le désert français, ce livre choc de Jean-François Gravier, fut, en 1947, un révélateur pour les provinciaux, et un coup de poignard dans le dos pour les Parisiens. S'attaquer à leur suprématie, c'était mettre à mal la seule chance de la France dans la compétition internationale. Il fallut une longue maturation, toute l'énergie de M. Olivier Guichard, puis de M. Jérôme Monod pour imposer à la capitale et à sa banlieue de se priver d'une faible part de leurs capacités productives, de consentir quelques sacrifices afin que la province échappe à la lente à laquelle la condamnait le « scénario de l'insupportable ». Les facilités des « trente glorieuses » permirent de faire accepter ce renversement d'un mouvement multiséculaire qui faisait de la capitale l'aimant de tout le pays.

La grande crise des années 70 fit apparaître comme un luxe le maintien d'une politique d'aménagement du territoire. Le triomphe du libéralisme économique privait, de surcroît, d'instruments une action qui requerrait la correction de l'Etat. Aujourd'hui, pourtant, chacun est bien convaincu de son ardent obligation. La province a trop goûté au plaisir de « vivre et travailler en pays » pour ne pas vouloir continuer à améliorer sa situation. Et ce n'est pas le moindre mérite de la décentralisation que d'avoir donné l'envie et la possibilité à ses dirigeants politiques de se battre — parfois avec succès — pour la bonne santé de leur région.

Querelles de clocher

Paris lui-même a perdu ses complexes. La capitale ne pense plus que sa prospérité doit se bâtir sur la pauvreté des autres. La montée en puissance de Lyon, Marseille, Strasbourg ou Toulouse ne lui fait plus peur. Au contact de leurs collègues ruraux, ses parlementaires ont fini par comprendre qu'ils ne pouvaient plus s'exposer à l'accusation d'être responsables de la désertification des campagnes. Les habitants de l'Île-de-France ne sont plus des amoureux inconditionnels de la vie en ville, mais des Franciliens qui, comme tous les Français, recherchent d'abord la qualité de la vie : ils exigent eux aussi des espaces verts et des conditions de transport agréables. Enfants gâtés, ils souhaitent cultiver leur jardin, profiter du plus vaste marché d'emplois de France, apercevoir la Grande Arche, arpenter le forêt de Fontainebleau, sans être pris dans d'horribles embouteillages.

Les élus ont compris le message : le qualificatif doit prendre le pas sur le quantitatif. L'effort de compréhension ne fut pas bien compliqué, car les financiers ont fini par calculer que le coût global de la concentration devenait insupportable : il faut courir après la construction de lignes de RER, d'autoroutes, qui,

de toute façon, ne sont pas assez denses pour faire face aux besoins. Sans parler du coût social et humain : l'Île-de-France étant incapable de loger correctement tous ses habitants, elle parque les plus démunis dans des ghettos toujours plus éloignés des centres-villes.

Les esprits commencent à évoluer. M. Michel Rocard, en faisant de l'avenir maîtrisé de l'Île-de-France un des « grands chantiers » de son passage à Matignon, a contraint la région parisienne à s'aligner sur le divan du psychanalyste. Elle a dû, au vu et au su de tous, s'interroger sur elle-même, prendre en compte le regard des autres, et ainsi mettre en net ses idées, ses réflexions, ses projets.

Cette révolution dans le comportement des responsables franciliens ne pouvait que leur faire perdre leurs marques et leurs habitudes. Paris ne peut plus regarder avec condescendance et superbe l'agglomération brouillonne qui l'entoure ; l'Île-de-France ne peut plus être une île au sein de la France. Tous les dirigeants de la région se devaient de réfléchir, de réagir collectivement. L'éclatement des pouvoirs engendré par la décentralisation, qui, ici, n'a créé aucune structure de coopération alors que les projets d'urbanisme de chaque commune ne peuvent qu'être étroitement imbriqués avec ceux de ses voisines, n'a pas facilité la tâche. Le conseil régional, dont les finances sont obérées par les imposants contrats de plan signés avec l'Etat, doit faire face à de puissants et fort riches conseils généraux et à des villes qui, à l'instar de Paris, veulent rester maîtresses chez elles.

Cette dilution de l'autorité régionale a été démentie par la réaction du RPR et de l'UDF, qui dominent la région et six des huit départements (les deux autres étant communistes), au projet de Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) proposé par l'Etat. Chacun a tenu à préparer sa propre charte de développement sans tenir grand compte des besoins de ses voisins. Les querelles de personnes, les divergences d'intérêts ont fait ressembler la charte régionale à un catalogue, cohérent pour les équipements structurants de transport, mais incapable de localiser emplois et logements, tout voulant des bureaux, forts pourvoyeurs de taxes professionnelles, tous étant accueillants à de nouveaux habitants embourgeoisés, mais tous renvoyant les plus modestes chez le voisin, et personne n'acceptant que soient mis à mal les nombreux espaces verts qui subsistent encore.

Ce manque de cohésion chez les responsables de l'Île-de-France est le reflet du manque de conscience régionale chez ses habitants eux-mêmes. Les départements paraissent encore plus plaqués sur la réalité que qu'ailleurs, tant leurs frontières ne correspondent à rien : o bobite en Seine-et-Marne, on fait ses courses en Seine-Saint-Denis ; le fils fait ses études à Paris ; la fille est infirmière dans le Val-de-Marne ; la femme travaille dans un bureau des Hauts-de-Seine, et le mari dans un centre de recherche de l'Essonne. La région est la somme de lieux de ces activités délocalisées, et nul ne s'en rend compte.

Les dirigeants moins que les autres. Enfermés dans les structures administratives des départements, sur lesquelles sont calquées celles des partis, ils n'arrivent pas à dépasser les querelles de clocher. Paris s'inquiète de la fuite de ses sièges sociaux vers les Hauts-de-Seine ; les Yvelines ne veulent à aucun prix être une banlieue résidentielle pour les cadres dynamiques travaillant chez ses voisins ; le Val-d'Oise ne veut pas accueillir les ministères de l'agglomération et voir ses riches terres agricoles dévotées par l'urbanisation ; la Seine-et-Marne partage ce sentiment, trouvant qu'elle a suffisamment donné avec ses deux villes nouvelles, et commentant à regret d'être transformée en Luna Park américain ; la grande couronne ne veut pas être le réceptacle de tout ce qui est chassé de la petite couronne ; l'Est trouve que l'Ouest a bien trop tendance à tirer la couverture à lui, alors qu'elle est déjà en cachemire, pendant que celle des autres n'est que de laine. Comme le dit M. Xavier Dugoin, président RPR du conseil général de l'Essonne : « Je suis en compétition avec les Hauts-de-Seine et en concurrence avec les Yvelines et la Seine-et-Marne ». Comment voulez-vous faire une région avec ce patchwork ?

Maîtriser son développement est pourtant indispensable. M. Rocard a fait comprendre que si l'on n'y parvenait pas l'Île-de-France « irait dans le mur ». Aujourd'hui, chacun a parfaitement assimilé cette notion

de maîtrise, jointe à celle d'équilibre. La première passe par un ralentissement de la croissance démographique, ce qui amène la droite à souhaiter un véritable arrêt de l'immigration, la région parisienne étant encore un véritable miroir aux alouettes, alors que déjà le solde des naissances suffit à entraîner un accroissement de la population. D'autant que, au moment où le chômage augmente ici plus vite qu'ailleurs, elle continue quand même à faire profiter le reste du pays d'une solidarité à la semaine des saules : l'Île-de-France en fait partie, car c'est en sortant de chez elle qu'elle trouve son emploi en région parisienne.

New-York plutôt que Washington

L'équilibre, cela veut dire que tous les emplois ne soient plus concentrés au centre et à l'ouest, pendant que les logements le sont à l'est, ce qui crée des migrations quotidiennes insupportables. D'où l'idée d'attirer les entreprises dans toutes les banlieues et de faciliter les liaisons de l'une à l'autre.

La maîtrise, l'équilibre sont d'autant plus indispensables qu'il est admis, sauf par les Verts, que l'Île-de-France continuera à se développer. L'Europe reste un rêve, même si son glissement vers l'est éloigne son centre de gravité. Si Paris veut attirer les sièges sociaux internationaux, qui pour l'instant lui préfèrent Londres ou Bruxelles, elle doit offrir une région à l'environnement protégé, au réseau de transport adapté aux grandes communications (RER + TGV + Roissy). Il faut donc faire de la place à ceux dont la venue est souhaitée. Aussi, et contrairement à un passé assez proche, la droite parisienne ne parle plus contre le principe des délocalisations administratives. Là aussi, le libéralisme a tué le collectivisme : elle préfère que Paris ébruite moins de fonctionnaires et plus de cadres dirigeants d'entreprises privées. New-York plutôt que Washington, Francfort plutôt que Bonn.

Pour réaliser ce rêve, l'Île-de-France a besoin d'une arrière-cour qui bénéficie de sa richesse, mais qui, en compensation, accepte de recevoir ce qui pècherait son paysage. D'où la création d'une structure de réflexion entre la région parisienne et ses sept voisines. Si l'idée est séduisante, elle ne peut que faire frémir l'Etat central qui verrait ainsi se constituer un ensemble regroupant la majorité de la population de la nation et l'essentiel de sa richesse, alors que chacun reconnaît, de plus ou moins bon cœur, qu'il ne peut se désintéresser du devenir de la région capitale. Certes les dirigeants de celle-ci sont prêts à se montrer généreux avec leurs voisins, mais ils proposent-ils que les crédits que M. Lionel Jospin veut utiliser pour installer des universités dans les villes nouvelles autour de Paris soient aussi consacrés au renforcement des facultés des villes de la couronne périphérique (Amiens, Reims, Le Mans, Orléans, Tours...).

Le risque est grand. La réduction des distances grâce à l'accélération des moyens de transport, l'attrait de tous ceux qui sont enclavés dans des tours sans âme pour des appartements acoustiques, peuvent encore éloigner l'habitat de l'emploi. Paris et l'Île-de-France cesseraient de concevoir bureaux et services, mais regrouperaient, de fait, toute la haute technologie, tous les organes de direction, tout ce qui est prestigieux, propre, et lucratif pour les gestionnaires des finances locales. La province, proche ou lointaine, devrait se contenter du reste. Le désert serait peuplé, mais la France jouerait une autre version de « Paris et le désert français ».

THIERRY BRÉHIER
et CHARLES VIAL

La semaine prochaine : LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

Déjà publié : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre) et la Franche-Comté (le Monde daté 1-2 décembre).

COUP DE CŒUR

Seine de vie

TOUT commence dans ce vallon boisé de basse Bourgogne, près du lieu-dit les Vergers, à sept lieues de Dijon. Elle est là, blanche, nue, serrant la terre et le raisin de l'abondance, au fond d'une grotte « comme la crèche de Noël », dir Jean-Paul Gaumont, qui a pénétré à pied de Paris pour l'approcher. Saquane le dresse accouche d'une vie encore ombreuse et sage. Deux cents kilomètres plus loin, passé le Champagne, la Seine entrera en Île-de-France, qu'elle traversera — faut-il qu'il n'en souviennent — de part en part.

Alors à ouvrir cette « grande rue » dont parle Michélet, celle qui porta les pirogues de la préhistoire aux rives de Bercy, puis le blé, les bœufs, les bêtes et les tonnaux de tous les vins du royaume, à l'exception des bordelais. Celle qui guide aussi l'invasion et le pillage, et encore, depuis le 21 avril 1547, des trains de bois de 75 mètres de long. Celle qui donna du cœur au ventre aux « valeureux de nef » et ses armées à Paris. Celle qui vit les pouvoirs de police se disputer, déjà, dans le capitale, entre les marchands d'eau de la ville et les prévôts du roi.

Enchâssée depuis Napoléon dans ses quais, qui le débordent au plein de Paris, revenue de ses détours au nord de la rive droite, la Seine n'est absente qu'aux yeux qui, jadis, ne la regardent. Fleuve mort ? Allons donc ! En attendant que les cochons d'eau remis en service

voilà deux ans au cœur de la capitale sous le nom de Batobus allongent leur trajet d'Alfortville à Suresnes, 4 millions et demi de touristes en « voguèrent » prennent la Seine comme ententeuse pour découvrir Paris ; deux cent cinquante bateaux-logements cleptent sous les fenêtres des palais ou le long du chemin de halage miraculé à Meudon. Fleuve confisqué, peut-être, par le transport des pontons, chargés, ou déchargés sur-tout, chaque année. Confisqué et souillé par les émissaires de mauvaises eaux qui s'unissent aux siennes.

Un milliard d'alevins devant le Louvre

Mais Sylvain Cortade sait bien, lui, que la Seine est un fleuve qui ne dort jamais. L'opération « Seine propre » n'a pas encore produit tous ses effets. Il faut l'entendre expliquer pourquoi, à l'écrou d'Abion, l'eau est d'un vert si profond et sans algues en hiver, et merron au printemps. La Seine est son domaine, le lieu et l'objet de son activité professionnelle, se maître, peut-être, qui n'a plus de secrets pour lui mais juste assez de mystère. Garde-chef de la pêche, pour Paris et la petite couronne, qui dénombrent pas moins de vingt-cinq mille pêcheurs, il ne s'arrête qu'avec peine au spectacle des éleveurs tapis dans les herbiers de potamots, ces épis d'eau aux che-

veux d'ange qui entraînent le long des berges. Chaque année, avec ses compagnons, il dépose dans le fleuve de 20 à 25 tonnes d'alevins, brochets d'un été, goujons, tanches à la recherche d'une eau plus chaude que celle des étangs.

A partir de Choisy, les îlots de sable ont presque disparu, le dépôt de la station d'épuration de Valenton a chargé les eaux de matières organiques et les herbiers font grise mine. Gardons, chevesnes, carpes dont certaines ont quarante ans d'âge et pèsent 30 kilos, ablettes, brèmes et goujons, quinze espèces au total, plus qu'il y avait en 1970, cohabitent ou luttent avec les carnassiers, brochets, sandres et perches. Quand apparaissent à l'œil les berges hérissées de palanques, la pêche devient difficile. A la belle saison dernière, pourtant, un banc d'alevins — des milliards sur 100 mètres de long — a séjourné trois mois à la hauteur du Louvre.

A la sortie de Paris, la qualité de l'eau s'est dégradée. Seules, sept à huit espèces ont résisté, dont les anguilles. La chute du barrage de Suresnes remet un peu d'oxygène en brassant l'eau. Sylvain Cortade a vu des truites de mer venues de la haute Seine se reposer dans le bief. « Vous voyez bien, murmure-t-il, que la Seine est un fleuve vivant ».

Ch. V.

en Île de France la raison c'est Marne la Vallée

Désignée comme Centre d'Excellence Européenne, Marne la Vallée bénéficie d'une situation privilégiée au carrefour d'un formidable réseau de communications : autoroute de l'Est, Francilienne, R.E.R., gare T.G.V. à 20 mn d'Orly et de Roissy... Le Val Maubuée, au centre de Marne la Vallée, est une agglomération particulièrement vivante : 80 000 habitants, plus de 800 entreprises, des espaces verts sur un tiers de son territoire, de nombreux équipements scolaires, sportifs et culturels tels que le Grand théâtre de la Ferme du Buisson, une cité Descentes innovante et performante avec la toute nouvelle Université...

Bien sûr, le Val Maubuée, ce sera :
• 40 000 emplois
• un million de m² de bureaux
• 400 hectares de zones d'activités

à Marne la Vallée le cœur c'est le Val Maubuée

SAN / syndicat d'agglomération nouvelle / 77207 Marne la Vallée cedex 1 / tél. (1) 40 88 79 79

Conseil en management

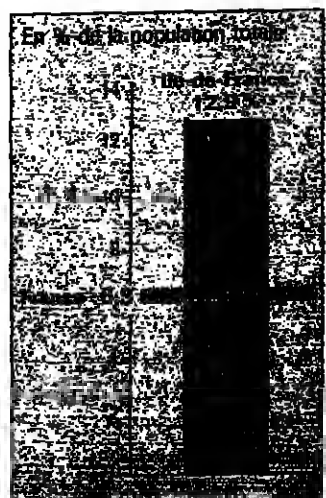
PA Consulting Group, leader parmi les sociétés internationales de conseil en management et technologie opère en France dans les domaines suivants :

- Ressources humaines (recrutement, évaluation, gestion des RH).
- Conseil en communication.
- Formation au management.
- Management par la qualité totale.
- Systèmes d'information et de télécommunications.

PA Consulting Group

3 rue des Gravières 92521 Neuilly-sur-Seine. Tél. (1) 40 88 79 79. **Creating Business Advantage**

Population étrangère



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

Ile-de-France : des féodaux sans suzerain

Suite de la page 10

La bataille sera rude. L'Ile-de-France est solidement représentée par la droite, qui détient, outre la plupart des maires, six des huit conseils généraux, les deux autres étant gérés par les communistes. Au sein de cette majorité régionale, le RPR tient le haut du pavé. Petit à petit, il a remplacé le FC dans les Hauts-de-Seine et en Essonne, et s'il laisse encore à l'UDF le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne et les Yvelines, il y est suffisamment implanté pour se montrer un allié exigeant. Aussi c'est lui qui devrait mener les huit listes de la droite unie aux prochaines élections régionales. La seule possibilité de ses alliés adversaires d'échapper à son emprise est de jouer sur ses divisions : dans le Val-d'Oise, ils offrent la tête de l'équipe commune à M. Jean-Pierre Delalande qui n'est guère en odeur de sainteté au RPR. Surtout ils escomptent que M. Jacques Chirac ne laisse pas M. Frank Borotra mettre la main, un jour ou l'autre, sur les Yvelines, ce qui lui permettrait de bâtir, avec son ami et voisin M. Pasqua, une bien riche principauté aux portes du domaine personnel du maire de Paris. Mais ne parier que sur la division de l'ennemi n'est pas une garantie de succès.

Les socialistes se sont donc efforcés de tenter de profiter de leur propre force. L'expérience des précédentes élections, qu'elle soit encourageante, lors des précédentes régionales, ou cuisante, lors des municipales de Paris, a appris au PS que la bataille devait se préparer longtemps à l'avance. M. Michel Rocard, en ouvrant le «chantier» de l'Ile-de-France, leur a donné de formidables armes de campagne, dont il ne compte pas aujourd'hui user personnellement. En soulignant le mal-vivre des banlieues, les déséquilibres entre riches zones d'emplois et des communes d'ortoirs contraintes de fournir à leurs habitants de coûteux équipements, l'insuffisance des transports en commun alors que, dans les faits, la priorité était donnée à des autoroutes toujours en retard d'un embouteillage, il a, sans le dire publiquement, accusé

la majorité qui gère la région d'incompétence, oubliant les responsabilités propres de l'Etat. Ses «camarades», eux, ne se sont pas privés de traduire le message politique.

Pour ne pas paraître à la remorque du gouvernement, les socialistes ont engagé leur propre réflexion autour de M. Pierre Joxe qui, à la fin de 1989 et au début de 1990, se présentait comme le patron socialiste de l'Ile-de-France. Depuis, il s'est passé la main. Officiellement parce qu'il est trop occupé par sa mission de ministre de la Défense. En fait, parce qu'il veut investir sur l'avenir, et proposer un responsable qui sera encore dans la course dans six ans. Le choix s'est porté, sans trop grande difficulté, sur M. Michel Sapin, ce qui traduit aussi le poids des rocardiens dans la région.

Bataille fratricide

Avoir un programme régional est pour les socialistes la seule chance de se faire entendre des Franciliens. En dépit de scores plus qu'honorables lors de toutes les élections, ils n'ont jamais réussi à se bâtir solidement le moindre fait. Présents partout, ils ne sont dominants nulle part. Ces éparpillements, faibles lors des municipales ou des cantonales, auraient pu être une force pour les régionales... si les élections n'avaient pas eu lieu dans le cadre départemental, et s'ils n'étaient aujourd'hui nationaux au creux de la vague.

Sauf surprise, l'affaire paraît donc entendue : la présidence du futur conseil régional n'échappera pas à la droite, et plus particulièrement au RPR. Elle n'est pas réglée pour autant. La bataille fait rage au sein du mouvement pour arracher cette place enviable. M. Alain Juppé aimerait bien ne pas demeurer l'éternel second de M. Chirac et montrer, comme il le dit lui-même, qu'il sait «gérer autre chose qu'un parti politique». Le maire

de Paris n'a guère envie de se priver de son adjoint aux finances, et d'un secrétaire général qui sait si bien mettre au service du présidentiable un parti qui s'est découvert frondeur. D'autant que le président du RPR avait un candidat apparemment plus consensuel : M. Michel Giraud, député RPR du Val-de-Marne, qui, après avoir longtemps symbolisé le pouvoir régional, avait choisi de l'abandonner en 1988, avant de souhaiter ardemment retrouver son fauteuil de président du conseil régional en mars prochain.

Cependant, M. Charles Pasqua a apporté son appui à Alain Juppé, l'homme qu'il avait si durement combattu lors des assises RPR du Bourget, en février 1990. Quel jeu joue ce habile politicien dont personne n'ignore qu'il agit au premier degré ? Le congrès régional traditionnel des gaullistes n'empêche pas un combat sans merci. Chacun des deux «candidats» à la candidature surveille soigneusement la composition des listes, pour s'assurer un maximum de soutiens chez les futurs élus du RPR. Malgré son handicap de Parisien, M. Juppé a une longueur d'avance. A cause de l'influence des «amis de Charles», mais aussi parce qu'une partie de l'UDF s'enivre d'un rêve du pouvoir régional qu'elle le croit seul capable de mettre en œuvre.

Devant ce haut des deux favoris, d'autres prétendants espèrent voter, à leur bénéfice, les pots cassés, surtout si la «primaire» a lieu, non au sein du seul RPR, mais par le vote de tous les élus de la majorité régionale, comme l'exige l'UDF. Au premier rang d'entre eux, M. Pierre-Charles Krieg, le président sortant qui a su démentir qu'un RPR parisien pouvait travailler en bonne intelligence avec les élus des diverses banlieues. Mais aussi M. Jean-Pierre Fourcade, le premier vice-président actuel, qui rêve que les divisions de ses alliés permettent à un UDF, fort de son aura personnelle, de soustraire au RPR cette présidence tant désirée.

Le camp qui a le plus de chances d'emporter la présidence de l'Ile-de-France, part, contraint et forcé, à la bataille sans porte-drapeau régional. La proportionnelle ne va ainsi donner l'image la plus caricaturale d'elle-même : le choix du «gouvernement», et donc de la politique qui sera mise en œuvre, ne se fait pas devant l'électeur, mais derrière son dos.

THIERRY BREHIER et CHARLES VIAL

Un «Atlas des Franciliens»

PRÉSENTANT tout récemment le tome I de l'Atlas des Franciliens qui vient de paraître, Pierre Pannetier, directeur général de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF), qui en est le maître d'œuvre avec Alain Godard, directeur régional de l'INSEE, évoquait cette nouvelle de Borges où il est question de statistiques et de chiffres tellement fourmillants et dispersés qu'ils en deviennent inutilisables. L'Atlas s'attaque précisément à triompher d'une telle embûche. Il rassemble et organise les données éparpillées et fragmentaires, et qui, plus est, prend en compte les résultats du recensement de 1990.

Planches de couleur sur les pages recto, mots et chiffres sur les pages verso, les auteurs maintiennent comment le paysage actuel de la région capitale s'est façonné en cent trente ans, des immeubles haussmanniens du Second Empire aux «nouveaux villages» de crise en crise en passant par les pavillons de banlieue de l'entre-deux-guerres et les grands ensembles des «trente glorieuses». C'est qu'il a bien fallu loger une population qui, dans le même temps, évoluait de 3 millions d'habitants en 1866 à plus de 10 millions et demi aujourd'hui. L'on note que, pour la première fois depuis soixante-dix ans, la population de Paris intra-muros ne diminue plus et que, si la proportion de résidences secondaires a baissé de moitié en grande couronne, celle de logements «occasionnels» augmente près des quartiers d'affaires. Quelques idées reçues sont bousculées au passage et des vérités établies comme le constat que l'urbanisation occupe aujourd'hui, y compris parcs, jardins et terrains de sports, 19,1 % des 12 000 km² de la surface totale. Plus de 9 700 km² sont donc encore réservés aux espaces naturels, dont les deux tiers servent à l'agriculture.

L'Atlas sort des limites de l'Ile-de-France pour décrire l'émergence d'une «diagonale aride» qui traverse l'ensemble du territoire français. Ainsi se traduit une nouvelle distribution de la population et des activités économiques dans l'opposition entre une France urbaine qui se développe et un axe Ardennes/Sud-Ouest dépressif.

Ch. V.

► IAURIF, 251, rue de Valenciennes 75015 Paris (tél. : 40-43-73-35).

HEURES LOCALES

Tramway nouveau à Saint-Etienne

La municipalité de la Loire privilégie les transports en commun et rénove le tram «pour que les gens n'aient plus envie de leur voiture»

ON n'avait nubié avec les succès de Nantes et de Grenoble : Saint-Etienne, elle, n'a jamais abandonné son tramway. Bien sûr, c'est un tramway tout simple qui, officiellement, ne transporte pas plus de cent voyageurs, mais il a vaillamment résisté aux attaques du temps et des modes à l'heure où toutes les villes de France envoient leur tram à la casse. Les 80 000 Stéphanois qui l'empruntent chaque jour lui sont attachés. Voilà qu'il prend un coup de jeune grâce à la volonté affichée de la municipalité, qu'anime M. François Dubanchet, maire (UDF-CDS), de jouer la carte des transports en commun.

Parmi les proches du maire, M. Jean-Jacques Rivel, adjoint (UDF) et président du Syndicat intercommunal pour l'organisation des transports dans l'agglomération stéphanoise (SIOTAS), a tant bataillé pour le tramway qu'il est devenu, à l'échelle nationale, l'un des avocats des transports publics les plus passionnés.

Il l'a bichonné, ce tramway nouveau ! De la rame jusqu'au tracé, en passant par les aménagements : à l'hôpital, les voyageurs cheminent, sans peine et à l'abri, du quai jusqu'aux portes de l'établissement ; près la sortie de l'autoroute, des panneaux indiquent le parking pour les voyageurs qui ont le centre à un quart d'heure ; les rames sont helles et dures.

«Avant, nous offrions le confort d'une 2 CV noyée dans les embouteillages et nous voulions que les usagers choisissent les transports en commun !», tonne M. Rivel. Nous l'avons essayé de réussir ce qui marche si bien en Suisse. Nous avons voulu offrir aux voyageurs le confort et l'efficacité, afin qu'ils n'aient plus envie de leur voiture. Car la bagnole est un vrai cancer qui ronge nos villes et que nous devons regarder en face. Ce n'est pas un problème de droite ou de gauche, comme l'ont montré les politiques courageuses menées à Grenoble ou à Strasbourg, à Lyon ou à Nantes. C'est une question de survie.

Le remède est connu : les transports en commun doivent circuler dans des zones où ils sont protégés de la concurrence automobile par des voies protégées et des priorités aux feux. Mais les élus de France ont peur de faire de la peine aux automobilistes et aux commerçants, et cette attitude timorée met M. Rivel en colère : «Ils se trompent complètement, dit-il. Ils croient que leurs électeurs préfèrent la voiture. C'est faux ; ceux-ci sont massivement pour le bus ou le tram en centre-ville. Quant aux commerçants, ils ne vivront richement qu'à la condition que le centre-ville soit vivant, pas pollué par les gaz d'échappement. Qu'ils se rendent à

Genève, qu'ils constatent l'omniprésence des transports publics et qu'ils essaient - pour voir si cela nuit au petit commerce - d'acheter un magasin à côté des cigares Davidoff à Genève ! Ce n'est pas les transports en commun contre la voiture qu'il faut prôner, mais plutôt beaucoup de transports en commun pour qu'il y ait encore des voitures qui puissent circuler.»

L'exemple de la nationale 82

Jean-Jacques Rivel a un autre sujet de mécontentement : les écologistes. Pas question de couper un arbre sans qu'ils rappellent pour s'y opposer au nom de l'écologie. «Nous avons été obligés de couper une soixantaine d'arbres à Saint-Etienne», explique-t-il. «Mais vaut-il mieux protéger un végétal ou

quatre-vingt mille usagers ? Vaut-il mieux sauver un bel arbre ou implanter un tramway efficace qui nous évitera de porter un masque sur la figure, comme les Japonais, pour nous protéger de la pollution ? demande l'adjoint au maire. On veut se battre pour la qualité de la vie ou pour faire job ? Sans compter que nous avons replanté un nombre d'arbres impressionnant. Moi, je préfère considérer ce que nous a fait la nationale 82 : c'était une voie très rapide et inviolable. En y faisant passer le tramway, nous avons planté des arbres et nous avons limité la circulation automobile à une voie dans chaque sens. La vitesse y est de 50 km/h. C'est pas de l'écologie, ça ?»

ALAIN FAUJAS

Un trait d'union pour l'agglomération

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant

LA Société des transports de l'agglomération stéphanoise (STAS) va mettre en service de nouvelles rames articulées de tramway, cent dix ans après la création de la première ligne. Celle-ci circulera à partir du mois de décembre sur les 2,2 km de lignes nouvelles construites au nord de la ville.

Commencée au milieu des années 70, la restructuration du réseau des transports en commun stéphanois est tenue pour achevée par M. Rahon, de l'Agence d'urbanisme Epurus. Dans une étude publiée en 1975, il préconisait de prolonger la ligne de tramway, au nord de l'agglomération, en direction du futur hôpital général, plutôt que vers le sud de la ville, déjà desservi par des trolleybus. Il aura fallu attendre seize ans pour que ce projet soit entièrement réalisé, la priorité ayant été donnée au sud dès 1983.

L'ouverture de cette nouvelle portion de voie, devrait accompagner le développement de l'agglomération stéphanoise au nord, derrière «frontière» à conquérir, au-delà de l'espace industriel en jachère des vallées du Glar et de l'Orléane. Dans les prochaines années, Saint-Etienne devrait en effet s'émanciper économiquement de la plaine du Forez. Globalement, ce sont 500 millions de francs qu'investit le syn-

dicat intercommunal pour l'organisation des transports dans l'agglomération stéphanoise jusqu'en 1993. Ces investissements ne devraient pas dégrader pour autant le taux de couverture des dépenses par les recettes d'exploitation (1). Selon M. Maurice Defaux, directeur de la STAS, ce ratio devrait passer de 69 % en 1990 à 75 % en 1993, compte tenu de l'augmentation attendue du trafic et de la rationalisation du réseau dans sa partie nord. Le tramway devrait transporter 100 000 passagers par jour en 1994 au lieu de 80 000 aujourd'hui.

La topographie de Saint-Etienne explique en partie la bonne santé des transports en commun de l'agglomération stéphanoise et la longévité du tramway, qui arpente la grande-rue sans discontinuer depuis plus d'un siècle. Orientée nord-sud, l'artère centrale reste la véritable colonne vertébrale du réseau stéphanois. Cette ligne est d'ailleurs la seule à avoir survécu sur la centaine de kilomètres de voie existant au milieu des années 30 dans le bassin stéphanois. Le nombre de voyages effectués par an et par habitant (160) est l'un des plus élevés de France.

VINCENT CHARBONNIER

(1) La STAS transporte 50 millions de passagers par an, dessert 13 communes de l'agglomération stéphanoise. Ses recettes d'exploitation s'élèvent à 110 millions de francs.

INDICATEUR «LE MONDE»/INSEE

La santé économique de la région

En 1990, le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1988. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique : valeur ajoutée par habitant, salaire moyen, taux de chômage et taux de création d'entreprise. La méthode statistique qui a déterminé la pondération de chacune de ces variables a conduit à exclure de cet indicateur synthétique la Corse et l'Ile-de-France, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions. C'est pourquoi, après vingt régions métropolitaines, présentées au rythme de deux par mois, puis la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), l'Ile-de-France paraît séparément avec une analyse des différentes variables économiques, mais sans calcul de l'indicateur synthétique.

Le poids de l'Ile-de-France dans l'économie française s'élevait à 10 660 554 habitants. Si en un siècle, de 1860 à 1980, la part de l'Ile-de-France est passée de 7,5 à 1,8 %, celle-ci semble se stabiliser progressivement depuis. Malgré une fécondité peu supérieure à la moyenne nationale, l'Ile-de-France est la région où l'excédent relatif des naissances sur les décès est le plus élevé. Ceci tient à une structure par âge favorable : surreprésentation des classes d'âge de 20 à 50 ans et plus particulièrement des 20-35 ans et faible proportion des plus de 60 ans. Le mouvement migratoire qui conjugue l'arrivée des jeunes adultes et les départs de personnes plus âgées alimente ce phénomène.

Parmi les variables économiques retenues, l'Ile-de-France arrive en tête pour la valeur ajoutée par habitant et le salaire moyen, qui sont supérieurs respectivement de 70

et 35 % à la moyenne de province. Seule l'Alsace est sensiblement moins touchée par le chômage et le taux de création d'entreprises n'est meilleur qu'en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Un différentiel de valeur ajoutée par habitant s'explique par une proportion élevée de la population qui occupe effectivement un emploi (faible taux de chômage et fort taux d'activité globale) et surtout par la forte productivité du travail (valeur ajoutée par actif occupé). La structure des activités économiques franciliennes est particulière. Le poids de l'agriculture est très faible et les activités industrielles dans les biens intermédiaires sont peu développées.

Domination du tertiaire

L'industrie présente trois pôles de spécialisation : parachimie et pharmacie, imprimerie-presse-édition, construction électrique et électronique. Région où les activités tertiaires dominent (près de 60 % de la valeur ajoutée), l'Ile-de-France est spécialisée dans les services aux entreprises et les organismes financiers. La structure des activités industrielles et tertiaires est très favorable en termes de productivité et de croissance. Une fois enlevé cet effet structurel, la dynamique régionale est très bonne dans le tertiaire, mais médiocre dans l'industrie car le mouvement de déconcentration vers la province s'est poursuivi ces dernières années. Au total la croissance économique s'élève à 13,5 % de 1988 à 1989 contre 10,7 % pour la France.

En termes d'emploi cela n'est traduit par une croissance de 4,6 % sur la période contre 2,1 % au niveau national. Cette différence s'explique pour beaucoup par une cause structurelle : la baisse générale de l'emploi agricole joue peu en Ile-de-France. Ainsi, si l'on considère l'emploi salarié, les rythmes d'évolution de la région et de la France sont plus proches. Cette augmentation de l'emploi est alimentée par le nombre croissant d'actifs, près de 250 000 en 1990, qui font chaque jour le trajet de la province vers l'Ile-de-France pour aller travailler.

BLOC NOTES

AGENDA

► Recherche et régions. - Le ministère de la recherche et de la technologie organise, du mercredi 4 au vendredi 6 décembre à Paris, un colloque pour inviter les acteurs socio-économiques, les scientifiques et les universitaires à réfléchir ensemble à la structuration du dispositif de recherche sur le territoire français. L'objectif est de poursuivre au niveau national les réflexions engagées autour des vingt-six livres blancs de la recherche.

► Renseignements : La région, tél. : (1) 44-73-06-23.

► L'eau à l'heure de l'Europe. - L'Association française pour la protection des eaux organisera, jeudi 5 décembre au Sénat, un colloque sur le thème des agences de l'eau au moment des échéances européennes. Différents responsables d'agences de bassin doivent évoquer les questions de la dépollution des rejets urbains et de l'amélioration de la qualité des eaux.

► Renseignements : Association pour la protection des eaux, 4, rue Ménard, 78000 Versailles.

► Le développement de l'est du Val-d'Oise. - Le conseil général du Val-d'Oise, la préfecture et le syndicat intercommunal d'études et de programmation pour le développement de l'est du Val-d'Oise (SIEVO) organisent, jeudi 12 décembre à Roissy-en-France, un colloque sur le thème : «Le développement de l'est du Val-d'Oise». M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'Énergie et au commerce extérieur, clôturera les débats.

► Renseignements au 34-25-30-01.

NOMINATIONS

► Nouveau directeur de cabinet pour M. Sueur. - M. Didier Lallemand, chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat chargés des collectivités locales, depuis le mois de mai 1991, devient directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Sueur, en remplacement de M. Michel Thénault, nommé préfet le Monde du 15 novembre.

► M. Lallemand, né le 22 août 1956 à Lyon, diplômé d'une école supérieure de commerce et titulaire du DESS d'administration et gestion des collectivités locales de l'Université de Paris-XII, a travaillé dans l'administration territoriale avant d'être nommé sous-préfet (mars 1990). Il a occupé, notamment, le poste de secrétaire général du syndicat intercommunal d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), de 1983 à 1988. Il a ensuite été chef de cabinet du secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports (mars 1988-mars 1989), et directeur du cabinet du préfet de l'Essonne (1990-1991). Au cabinet de M. Sueur, M. Lallemand suivra les questions statutaires de la fonction publique territoriale.

PUBLICATIONS

► Un Atlas international des technopoles. - Sous l'égide du ministère de la ville et de l'aménagement du territoire et de la DATAR, vient d'être publié un Atlas international des technopoles. Cet ouvrage présente pour la première fois un panorama complet des technopoles existant dans le monde.

► Atlas international des technopoles, de Yann Couvreur et Julien Giusti, éd. Syros, 235 pages, 390 F.

► Administration territoriale. - La Documentation française fait le point sur le droit des collectivités dans un fascicule intitulé l'Administration territoriale : les collectivités locales. ► 64 pages, 22 francs. La Documentation française, «Documents d'étude, droit administratif», 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.

MANAGEMENT DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

"MBA"

Formation de cadres supérieurs des secteurs public et privé

9 modules d'une semaine à partir de mars 1992

Un stage en entreprise ou en collectivités

Projet à réaliser

INSCRIPTIONS

La préparation des élections régionales

Les socialistes marseillais dénoncent la « dérive » droitière de M. Vigouroux

Quelles sont les intentions de M. Vigouroux ? A un peu plus de trois mois des élections régionales et cantonales, sa décision de retirer leurs délégations à dix des treize élus socialistes de sa majorité (1) qui avaient voté contra une délibération (le Monde daté 1-2 décembre) soulève beaucoup de questions. Le PS, pour sa part, y voit un signe supplémentaire du virage à droite du maire de Marseille.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Une chose est sûre : M. Vigouroux a délibérément choisi de rejeter ses « contestataires » dans l'opposition. Les treize élus du PS n'avaient fait que présenter, avec beaucoup de formes, un simple amendement à un rapport concernant la suppression de la gratuité des transports publics pour les agents municipaux. Commentaire, incohérent, de leur porte-parole, M. Francis Allouch : « A une demande minimaliste nous avons reçu une réponse maximaliste ».

M. Vigouroux tenait, en fait, l'occasion qu'il attendait depuis quelques mois de pousser à la faute le groupe PS dont il s'était refusé, malgré ses promesses, à reconnaître l'existence. Il provoquait ainsi l'éclatement de ce groupe. Il affirmait son autorité en recréant une majorité plus restreinte, mais largement suffisante - soixante-six élus sur cent - pour continuer à diriger, avec un blanc-seing, les affaires de la ville. Il pouvait espérer, enfin, que sa fermeté, maladroite de démagogue, puisse bien auprès de la population marseillaise.

En termes de clientélisme, sa décision peut lui être préjudiciable. Parmi les « dix » figurent en effet des élus proches des communautés juives et turques ainsi que l'un des dirigeants nationaux d'une importante loge maçonnique (M. Allouch, premier vice-président du Grand Orient de France). Sur le plan politi-

que, elle apparaît surtout comme un défi au PS.

Regroupés autour de M. Charles-Emile Loo, maire du cinquième secteur, les treize élus socialistes ont voté un communiqué signé-doux. Ils ont certes réaffirmé « leur place pleine et entière au sein de la majorité municipale » en se définissant comme une « force de proposition ». Mais tout en se bornant à « regretter » ce qu'ils considéraient comme une « mesure d'exclusion discriminatoire », ils ont aussi dénoncé, ouvertement, « la politique de dépenses de prestige et de faste » du maire de Marseille. Et affiché leur volonté de participer « à des choix politiques clairs et sans dérive ». Bref, leur rupture avec M. Vigouroux est consommée.

M. Loo et ses amis éviteront toutefois d'entrer dans une opposition systématique qui, de 1986 à 1989, s'était retournée contre M. Michel Perret, à l'époque l'homme fort du PS. « On fera entendre notre différence », promet M. Loo qui compte bien, parallèlement, « développer le dialogue » avec les « diverses catégories sociales de la ville ».

La perplexité de M. Tapie

En parlant de « dérive », le communiqué des « treize » fait référence au rapprochement qu'ils soupçonnent entre M. Vigouroux et le président (UDF-PR) du conseil régional, M. Jean-Claude Gaudin (le Monde daté 1-2 décembre). Ce que le président du groupe socialiste, M. Jean-Claude Vergier, a crânement appelé, lui, « un virage à droite ». Plus précis, au PS, ne doute que le « socialisme évolutive » dont se prévalait le maire de Marseille annonce un renversement d'alliance local.

M. François Bernardini, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, considère que M. Vigouroux « a tourné la page de sa cohabitation et de son passé de gauche ». Il juge désormais « difficile » de rassembler, aux élections régionales, « toutes les forces de la majorité présidentielle » (sous-entendu, incluant la mouvance

« vigouriste »). Il estime, de même, que l'attitude de M. Vigouroux, remis en question un accord possible aux cantonales (le PS envisageait de soutenir des candidats « vigouristes » dans trois cantons de Marseille détenus par la droite).

La stratégie non dévoilée de M. Vigouroux entrait, en fait, toutes les spéculations. M. Tapie avoue, pour sa part, sa perplexité. « Il nous nous refuse le coup de l'atypique », suppose-t-il. Mais comme nos élections respectives sont très semblables, il cherche un espace sur la droite. » Le président de l'OM est sceptique, cependant, sur le réalisme d'un accord entre le maire de Marseille et le président du conseil régional. Si les deux hommes peuvent avoir un intérêt commun à court terme - celui d'éliminer le député des Bouches-du-Rhône de la scène politique marseillaise - ils s'opposent, ensuite, inévitablement dans la course à la mairie. « L'association Vigouroux-Gaudin, so rassure M. Tapie, ne me dérangerait en aucune manière car le chasseron sur les mêmes terres et ce n'est pas moi qui y perdrai. » Le président de l'OM affirme toutefois que le départ d'une liste par le maire de Marseille serait « un véritable acte d'agression ».

Moins que jamais, en fait, cette éventualité est exclue. M. Vigouroux, qui sillonne le département depuis plusieurs semaines, flanqué des sénateurs élus sur sa liste en septembre 1990, MM. Jacques Rocca-Serra et André Fallot, a déjà fait d'utiles reconnaissances sur le terrain. Fidèle à ses habitudes, le maire de Marseille attendra le dardier moment - et la tendance exprimée par les sondages - pour sortir du bois. On bien il ira jusqu'au bout de ses intentions avec l'espoir de jouer, dans l'élection du président du conseil régional. Ou bien il renoncera mais après avoir engrangé des voix potentielles pour négocier avec le PS, M. Tapie ou... M. Gaudin.

Assis, à Marseille, sur un volcan - grave crise financière, record de chômage, régression démographique, montée des mécontentements, baisse de popularité personnelle, -

La droite lyonnaise trouve un compromis pour une liste d'union

LYON

de notre bureau régional

Les instances nationales de l'Union pour la France (UPF) avaient désigné M. Alain Mériaux, actuel premier vice-président (RPR) du conseil régional Rhône-Alpes, pour conduire la liste de l'opposition dans le Rhône. Ce sera finalement un membre de l'UDF qui aura cette responsabilité. La décision a été prise, vendredi 6 décembre, dans la soirée, lors d'une réunion entre M. Michel Noir et les responsables locaux de l'UDF et du RPR.

Le nom du candidat sera choisi, au début de semaine, par MM. Charles Millon, président (PR) du conseil régional, Michel Merzier, président (CDS) du conseil général du Rhône, et Raymond Barre, député (UDC) du Rhône. Ce revirement consiste une semaine auparavant et de manière inattendue, le président du groupe Mériaux porte à M. Jacques Chirac.

M. Noir avait fixé des conditions pour participer à une liste unique : pas d'alliance avec le Front national, un tiers des places éligibles réservées à ses amis, et une tête de liste acceptable par tous. Le maire de Lyon a accepté, mais à condition que son refus de cautionner la candidature de M. Mériaux. Les relations entre les deux hommes sont devenues très conflictuelles, en raison, notamment, de la « dérive » que le président du groupe Mériaux porte à M. Jacques Chirac.

En début de semaine, l'entourage du maire de Lyon laissait filtrer que les trois composantes de l'opposition à Lyon seraient rassemblées derrière M. Barre, conseiller régional sortant. Cette « fuite » suscitait une vive coïncidence du RPR, et l'ancien premier ministre faisait savoir qu'il n'avait pas été saisi d'une demande « formelle ». Vendredi, deux heures avant une réunion qualifiée de la « dernière chance », M. Mériaux proposait de confier la première place à M. Millon, élu de l'Ain, afin de réaliser l'unité dans le Rhône.

En obtenant la remise en cause d'une décision nationale, M. Noir affirme, un an après son départ du RPR, qu'il restait, en supportant son parti de l'UDF locale, le principal chef de file de la droite à Lyon.

BRUNO CAUSSÉ

Succédant à M. Robert de Caumont (PS)

M. Alain Bayrou (UDF-PR) est élu maire de Briançon

MARSEILLE

de notre correspondant régional

A la suite de l'élection partielle des 24 novembre et 1^{er} décembre, au terme de laquelle sa liste l'avait emporté avec 62,77 % des suffrages exprimés, M. Alain Bayrou (UDF-PR) a été élu maire de Briançon, vendredi 6 décembre. Il a obtenu 27 voix contre 6 à M. Gérard Fromm, ancien premier adjoint (div. g). Il succède à M. Robert de Caumont (PS) dont la liste avait obtenu, au premier tour de scrutin, 16,68 % des voix et ce s'était pas maintenu au second tour.

Né le 1^{er} février 1956 à Briançon, M. Bayrou a effectué ses études secondaires et supérieures à Grenoble, couronnées, en 1983, par un doctorat en sciences économiques. Il a alors entamé une carrière politique dans les Hautes-Alpes après avoir adhéré, la même

année, au Parti républicain, dont il est devenu, aussitôt, le président départemental. Maire délégué de Puy-Saint-Pierre, de 1983 à 1989 - date à laquelle cette petite commune de la périphérie de Briançon a été rattachée à la sous-préfecture des Hautes-Alpes - il a été élu conseiller régional en 1986, puis conseiller général du canton de Briançon-Sud en 1988. Il fut, en 1989, une première tentative, infructueuse, pour conquérir la mairie de Briançon (battu, au premier tour, avec 47,49 % des voix, face à la liste d'union de la gauche, conduite par M. de Caumont). élu vice-président du conseil régional en 1989, il a été porté, en 1991, aux mêmes fonctions au conseil général. Grâce à sa large victoire, il devait conduire la liste de l'Union de l'opposition aux élections régionales de mars prochain dans les Hautes-Alpes. Sur le plan professionnel, M. Bayrou dirige, depuis 1989, une PME familiale spécialisée dans la construction de chalets en bois, à Briançon. Il est, par ailleurs, président du comité départemental du tourisme depuis 1988. - G. P.]

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

Pures fictions

qu'alla est. Le procédé paraît s'avérer plus séduisant pour les tiers, plus propre à frapper les esprits et il a, comme on sait, ses lettres de noblesse. Thierry Pfister l'a emprunté, en toute modestie, pour, sous la couverture d'une intrigue policière, nous faire pénétrer dans la forteresse du ministère des finances qui s'aggrave de la dérive à droite. Ce feuilleton politico-policière a d'abord paru en version condensée, dans le quotidien les Echos pendant l'été dernier.

L'auteur n'avait pas besoin de se situer dans l'imaginaire car il a montré, dans de précédentes œuvres, qu'il ne craignait pas de mettre les pieds dans le plat. Sans doute a-t-il ressenti plus que d'autres l'ambiguïté évoquée plus haut. Toujours est-il qu'après une solide expérience du journalisme politique, notamment dans un journal où l'on redoute le mélange des genres, il a senti le pas pour entrer dans l'action politique au sommet, puis qu'il fut l'un des proches conseillers de Pierre Mauroy, premier ministre.

S'il recourt à la fiction, cette fois, c'est pour se prêter au jeu du feuilleton policier et, peut-être, pour retrouver la distance qui sépare la témoignage personnel d'une documentation reconstruite sur le base d'une expérience vécue et d'informations patientement recueillies pour la circonstance. Bref, Thierry Pfister redonne au journaliste sous l'apparence d'un roman, c'est-à-dire détaché des contingences de la couverture permanente de l'actualité, qui subit les contraintes procédurales mentionnées. Un journalisme de rêve grâce auquel il est permis de tout dire, de se laisser aller à ses aversions comme à ses sympathies, de rejeter ce qui peut apparaître comme autant de traces de retenue, de convenance ou de déférence : l'auteur ne répond que de lui-même devant ses propres lecteurs, alors que, dans la cadre d'une rédaction, tout journaliste est solidaire d'une équipe, respectueux de l'esprit et du style d'un journal dont l'audience ne lui appartient pas.

Ce journalisme rêvé met donc en scène un cadavre qui devient un cauchemar pour le petit monde de Bercy et, bientôt, pour tout le monde politique. L'intérêt de l'exercice est de montrer comment fonctionnent, face à une menace potentielle, les personnalités et les rouages de l'Etat, en l'occurrence l'Etat socialiste dont le premier tort, aux yeux de l'auteur, est de ne pas faire mieux que les autres. C'est à la fois complexe dans les mécanismes - mais tout le talent de Thierry Pfister consiste à nous guider sur les chemins de la vérité d'une institution à l'autre et relient les centres de décision - et très simple dans les motivations : à tous les échelons, il s'agit de se couvrir, de laisser le moins de traces pos-

sibles, de protéger les intérêts corporatistes des grands corps de l'Etat et la réputation politique des détenteurs du pouvoir. Et de faire retomber la responsabilité et les conséquences sur d'autres.

Thierry Pfister décrit un monde où règnent l'égoïsme, la défiance, la peur et la solitude, celle-ci n'étant compensée que par l'extradimensionnalité des complicités fautes de solidarité corporatistes ou partisans, de services rendus, de renvois d'ascenseurs, de nominations bienvenues, de réemplois confortables, de domaines préservés, qui tempèrent les rivalités latentes. Cette toile d'araignée de l'appareil d'Etat, où chacun surveille son coin de territoire, va bien au-delà de la majorité : il y a donc passerelles avec l'opposition.

Dans la pure fiction qu'invente Thierry Pfister, cette étrange société s'incarne dans les portraits, souvent peints au vitriol, de personnages publics et familiers vus, cette fois, du côté des coulisses. Bien sûr, il n'y a rien de vrai dans tout cela, l'auteur s'amuse ou exagère, mais, à l'évidence, il sait de quoi il parle et, s'il devait être démenti, c'est quand même lui qui l'on croirait.

Le sentiment que la fiction peut mieux que la description d'une réalité insaisissable dans toutes ses dimensions, rendre compte d'une vérité a inspiré un autre observateur. Henri Fabre édote quotidiennement la politique et, pour échapper à la vision fragmentaire, parcellaire et anachronique dans laquelle tout journaliste lucide craint de se laisser anéantir, il la recrée, très loin dans le temps, sous la forme d'une comédie satirique.

Il met en scène une crise politique et familiale dans l'empire romain, une histoire de course au pouvoir, sur fond d'interrogation religieuse, qui se déroule à Pompéi, sous la menace du Vésuve. Le volcan est sur le point d'ensevelir la ville et la foi chrétienne en train de se propager, car aucun responsable, bien sûr, ne présente : les politiques avaient d'autres urgences, comme toujours, et fonctionnaient déjà en milieu clos, avec pour principales armes l'élimination physique (il y a eu depuis quelques progrès) et l'ort de se compromettre mutuellement dans de noirs projets (c'est toujours vrai).

L'actualité revient au filigrane dans les trames de ce drame antique, lorsque, par exemple, l'un des protagonistes assure que la mortelle apparaît chez les peuples comme l'obédience chez les individus. Quant à la question essentielle de savoir s'il faut préférer que « le peuple soit heureux ou qu'il se croie heureux », elle demeure actuelle et s'attire, sans doute, la même réponse des prétendants au pouvoir : « L'un et l'autre sénateurs. Voilà notre ambition ! » Il est vrai que les Romains ont largement façonné la politique telle que nous la connaissons.

Le Cadavre de Bercy, de Thierry Pfister. Albin Michel, 198 pages, 89 F.

Calixtus-Claire ou la course au pouvoir, d'Henri Fabre. Editions Eole, 130 pages, 90 F.

M. Bérégovoy renonce à conduire la liste du PS dans la Nièvre

NEVERS

de notre correspondant

Les querelles qui agitent la fédération de la Nièvre du Parti socialiste ont conduit M. Pierre Bérégovoy, maire de Nevers, à renoncer à mener la liste socialiste aux élections régionales. Le ministre de l'Economie s'est effacé à la suite de la démission du premier secrétaire de la fédération, M. Eugène Teissière, qui invoquait sa « méconnaissance » avec M. Bérégovoy sur la méthode de désignation des candidats socialistes aux élections cantonales et sur le fonctionnement de la fédération.

Président du groupe socialiste au conseil régional de Bourgogne et vice-président du conseil général de la Nièvre, M. Teissière reprochait à M. Bérégovoy de ne pas lui laisser les mains libres dans le choix des candidats aux cantonales. M. Bérégovoy a répondu que le PS avait « intérêt à présenter aux élections des candidats ayant une chance d'être élus ». Puis il a décidé de laisser M. Teissière, qui figurait en deuxième position sur la liste des régionales, « se débrouiller » sans lui.

M. Bérégovoy s'était résolu à conduire la liste après avoir fait réaliser un sondage par la SOFRES qui donnait quatre sièges (autant qu'en 1986) à la liste du PS s'il la menait et trois si elle était dirigée par M. Teissière. Rétrogradé par rapport à la liste de 1986, qu'il avait conduit, celui-ci se voyait donc une certaine amertume, d'autant que les désaccords entre les deux hommes sont anciens. L'arrivée du premier dans la Nièvre, en 1983, a mis un frein à la carrière politique du second : député sor-

tant, M. Teissière n'avait pas conservé son siège en 1986. L'année suivante, il avait brigué sans succès la présidence du conseil général. Il n'avait pas été choisi par M. Bérégovoy pour être son suppléant aux législatives de 1988, pas plus qu'il n'avait été élu député européen en 1989, contrairement à la promesse qui lui avait été faite.

L'attitude de M. Teissière traduit aussi la nostalgie de certains socialistes neversiens, qui n'ont jamais vraiment admis que M. Bérégovoy prenne la place de M. Mitterrand comme « patron » du PS dans la Nièvre. Le contentieux était apparu en grand jour en avril dernier, à l'occasion d'une élection cantonale partielle. Soutenu par M. Teissière, le candidat socialiste avait été devancé par le communiste. M. Bérégovoy, qui s'était prononcé pour une autre candidature, avait alors remis sa démission de la commission exécutive fédérale.

Aujourd'hui, les militants sont inquiets. La fédération n'a plus ni premier secrétaire, ni liste pour les régionales, elle ne tiendra pas de congrès départemental en cette fin de semaine et ne sera représentée que par une délégation d'observateurs au congrès du PS. Bien que contesté par les courants minoritaires comme n'étant pas conforme aux statuts du parti, un « collectif provisoire » a été mis en place et placé sous la responsabilité de M. Bernard Bardin, président du conseil général, député et maire de Clamecy, qui pourrait être désigné pour conduire la liste des régionales.

JACQUES SPINDLER

■ L'Assemblée nationale et le service national. - L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 6 décembre, deux projets de loi relatifs à la défense nationale. Les députés ont adopté, en seconde lecture, le projet de loi réduisant la durée du service national. Ils ont adopté également un projet de loi modifiant certaines limites d'âge des militaires.

■ Le Sénat réduit les crédits de l'équipement et des transports. - Le Sénat a examiné, vendredi 6 décembre, le budget du tourisme et celui des transports et de l'espace. A l'issue de ces examens, il a adopté, après les avoir réduits, les crédits du ministère de l'Équipement, du logement, auxquels ces budgets étaient rattachés. Les sénateurs ont rejeté, d'autre part, le budget annexe de l'aviation civile.

SOCIÉTÉ

Des « foyers d'immigrés » aux « résidences » intégrées

La diversification des activités de la Sonacotra est mise en cause par la Cour des comptes

M. Michel Gagneux, président de la Sonacotra, s'est déclaré « révolté », vendredi 6 décembre, par l'article, publié la veille par l'édition du jeudi, mettant en cause l'efficacité de sa gestion. L'hebdomadaire, qui cite un rapport de la Cour des comptes, avait fait l'objet, dans la soirée de jeudi, à la demande de M. Gagneux, d'une ordonnance de référé lui enjoignant de « supprimer par massive » l'article, mais a jugé cette mesure « techniquement impossible » (le Monde du 7 décembre).

Quelle politique promouvoir pour favoriser le logement des travailleurs immigrés ? Telle est la question de fond posée par la nouvelle mise en cause de la Sonacotra. La Société nationale de construction de logements pour les travailleurs, société d'économie mixte, dont l'Etat possède 55 % du capital, a été créée en 1956. A l'époque, les immigrés d'Afrique du Nord affluent, attirés par l'expansion économique. Pour ces migrants, ouvriers célibataires, sont construits à la va-vite de nombreux foyers à la périphérie des villes industrielles. Ces bâtiments, qui pouvaient comme des champignons dans les années 60 et au début des années 70, constituent encore l'essentiel du patrimoine de la Sonacotra : 70 000 chambres concentrées dans 342 foyers et occupées à 80 % par des étrangers.

Des chambres minuscules et surpeuplées dans un environnement dégradé accueillent souvent des habitants sans titre d'occupation, voire de séjour, victimes de la pénurie d'HLM. D'autant que l'immigration a changé : elle est devenue familiale et permanente. Les foyers Sonacotra, avec leurs chambres de 7 mètres carrés ou 12 mètres carrés ne sont plus adaptés, s'ils l'ont jamais été. Certains de ces foyers de misère ont attiré les vendeurs de drogue et la prostitution. La Sonacotra bénéficie d'une notoriété considérable, mais négative. Son nom est le symbole de foyers sordides où les travailleurs sont parqués par ethnies, d'attentes contre les immigrés et de longues grèves de loyers, comme à la fin des années 70.

La nomination, à la présidence de la société, de M. Michel Gagneux, en février 1986, marque un net tournant dans son histoire. Ce jeune énergique, ancien directeur adjoint du cabinet de M. Georgina Dufoix au ministère des affaires sociales, entend faire de la Sonacotra une entreprise normale, la sortir d'une spécialisation strictement « immigrée » qui ne correspond plus, selon lui, aux besoins et au contraire même la politique d'insertion des étrangers.

« Professionnalisme », « communication », « marketing », « culture d'entreprise » sont les nouveaux mots d'ordre, qui choquent un personnel attaché à la vocation sociale de la société. L'introduction d'une gestion libérale se traduit par la suppression de 1 400 emplois sur 2 400 et par l'appel à la sous-traitance, notamment pour le nettoyage des foyers, ce qui entraîne, en 1989, de vifs conflits avec les syndicats.

« Nouveaux produits »

Le bouillissant président de la Sonacotra mise désormais sur la « diversification ». On ne gère plus des « foyers » municipaux, dénomination à connotation négative, mais des « résidences ». Des projets fleurissent. Le logement des personnes âgées, celui des étudiants, des cadres en voyage sont autant de « nouveaux produits » à lancer. Une langue et coûteuse campagne de publicité est lancée, qui tente de populariser dans la grande presse

un slogan dynamique : « Sonacotra, l'habitat en mouvement ». Cinq résidences-villas pour jeunes sont ouvertes, et la mise en service de 5 200 autres lits fait partie d'un projet à court terme. Mais, pendant que la Sonacotra investit dans le logement des journalistes et des policiers aux Jeux olympiques d'Albertville, et des cadres en déplacement, son parc de logements sociaux pour les immigrés stagne, alors que la demande reste forte. De nouvelles résidences sont certes inaugurées, mais leur capacité d'accueil ne fait que compenser la diminution du parc existant - diminution due à la nécessaire restructuration de certains foyers en vue d'agrandir les chambres.

C'est dans ce contexte agité que trois magistrats de la Cour des comptes, dont la précédente inspection remonte à 1979, s'intéressent de nouveau à la Sonacotra au printemps dernier. Le rapport dont l'édition du jeudi publie quelques extraits est le fruit de leurs investigations, mais ce document brut n'intègre pas les réponses du principal intéressé, M. Gagneux, qui doit être entendu le 23 décembre prochain, ainsi que l'exige la procédure.

Rémunérations indues

Les magistrats reprochent au président d'avoir engagé sa société dans une diversification qui ne respecte pas son objet social. Sont visées les constructions destinées aux Jeux olympiques et, surtout, les foyers pour personnes du troisième âge, comme celui de Tully où, au 30 septembre dernier, seuls huit des soixante-dix logements étaient occupés. Selon l'édition du jeudi, la Cour des comptes épinge ensuite les primes d'intéressement et les bonus non dus qu'aurait perçus M. Gagneux, pour un montant avoisinant 400 000 F. Elle stigmatise enfin le choix « dispendieux » et « incohérent par rapport aux objectifs affichés » de la campagne de publicité en direction du grand public et l'attribution d'importants budgets de communication, sans « aucun appel à la concurrence ».

M. Gagneux a réagi vendredi 6 décembre en défendant la diversification, qui a permis, selon lui, d'attirer de nouveaux talents d'architectes, dont bénéficie l'ensemble des habitations Sonacotra. Il a reconnu avoir perçu indûment des compléments à son salaire, à la suite d'une « erreur administrative ». Mais il a précisé qu'il remboursait progressivement le trop-perçu et avait bénéficié d'une augmentation de traitement rétroactive de 7 % au titre de « l'opération ». Le responsable de la Sonacotra a surtout mis en avant la volonté de la société de « supprimer toute forme d'habitat ségrégatif », l'assainissement de ses finances, la forte diminution des loyers impayés et le lancement d'un plan d'un montant de 1,7 milliard de francs, destiné à « transformer le patrimoine en habitat de qualité, compatible avec l'immigration ».

Cet objectif prioritaire correspond au recadrage opéré récemment par l'Etat après des années de laisser-faire. Des contrats d'objectifs rappelant le rôle social et les obligations de service public de la Sonacotra et des autres gestionnaires de foyers ont été rédigés d'après les conclusions d'une commission sur l'avenir des foyers de travailleurs migrants, réunie en 1990 par M. Rogard. Le Haut Conseil à l'immigration, lui, a estimé, au début de 1991, que les foyers répondaient à « un besoin constant », mais devaient correspondre à un hébergement transitoire intégré à la ville et débouchant effectivement sur l'accès à un logement de droit commun. Mais la « nouvelle politique des foyers », qui doit permettre de réaliser ces objectifs ambitieux, reste à promouvoir.

PHILIPPE BERNARD

Après des aménagements de détail par la commission mixte paritaire, le harcèlement sexuel va être intégré au code pénal comme un délit. Le secrétariat d'Etat au droit de la femme voudrait maintenant introduire cette notion dans le code du travail.

Qui aurait pensé il y a un an encore que le Parlement accepterait de voter un texte condamnant le harcèlement sexuel ? En présentant son amendement au projet de réforme du code pénal, au printemps dernier, M^{me} Yvette Roudy, députée (PS) du Calvados, craignait de se voir opposer un refus. Mais les efforts acharnés des associations et d'une poignée de députés ont finalement été couronnés de succès.

Après un dernier toilettage par la commission mixte paritaire, le texte devrait entrer en vigueur avec

l'adoption de l'ensemble de la réforme du code pénal, au printemps prochain. Sous le titre « Du harcèlement sexuel », il est ainsi prévu que « le fait, par quelque abus de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, d'exercer de violence ou de pression afin d'obtenir des faveurs de nature sexuelle, est puni d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amendes ».

Cette rédaction fait référence à la « pression » et non au « harcèlement », car il a été relevé que ce mot suppose une action répétitive et étalée dans le temps et exclut les actes isolés. Elle permet d'élargir le champ d'application du texte au-delà du monde du travail.

Pour l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (1), créée en 1985, ce texte représente une avancée. Mais devant l'importance du problème - selon un sondage effectué par la CFDT, en 1990, 8 % de Françaises qui travaillent auraient été harcelées, -

Après le code pénal

M^{me} Neiertz veut introduire la notion de harcèlement sexuel dans le code du travail

cela semble insuffisant. M^{me} Neiertz a donc demandé à ses services du secrétariat d'Etat aux droits des femmes d'élaborer un projet de loi plus exhaustif qui, cette fois, porterait sur le code du travail et reprendrait les recommandations faites en octobre par le Parlement européen. Ce projet prévoit la possibilité pour les associations de se porter partie civile et assure la protection des témoins et des personnes harcelées contre d'éventuelles représailles lorsque les affaires sont portées en justice.

Depuis sa création, l'AVFT dénonce le procédé courant qui consiste à déplacer, à rétrograder et même à licencier les personnes dénonçant un harcèlement. Il n'est pas rare non plus que, le harcèlement ayant été prouvé, l'employeur trouve bon de muter à un autre poste la victime plutôt que le harcelleur. Les témoins, victimes à leur tour de pressions, hésitent à s'engager et compromettent du même

coup les recours en justice. Bien que l'on parle plus souvent du harcèlement dont sont victimes les femmes, la secrétaire d'Etat ne veut pas ignorer que celui-ci peut s'exercer d'homme à homme, d'homme à femme, ou de femme à homme et de femme à femme. Il n'y a pas matière ici à rallumer la guerre des sexes. De même, on ne vent pas, chez M^{me} Neiertz, se poser en « gestionnaire de la morale publique ». On préfère présenter les projets comme des mesures de sensibilisation et d'incitation pour lutter contre les abus, et l'on espère que les différents acteurs du monde de l'entreprise (patrons, syndicats, comités d'entreprise...) prendront le relais. Il ne suffit bien évidemment pas de légiférer pour résoudre un problème.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Association contre les violences faites aux femmes au travail. 71, rue Saint-Jacques, 75016 Paris.

Affaires de viol : la justice passe

Suite de la première page

Victoire « posthume » du féminisme des années 70, la vérité judiciaire du viol n'est pas facile à cerner. De rares études scientifiques ont succédé à une floraison d'ouvrages militants (1), reflète de ces années de féminisme flamboyant. Cette vérité-là, malgré tout, est éblouissante. Elle dit ce qu'est le viol aujourd'hui, ou permet de l'entrevoir, et comment il est répété, après une décennie d'application de la loi de 1980 que les mêmes féministes célébrèrent comme un demi-aboutissement de leurs slogans d'alors, « viol de nuit, terre des hommes ».

Entre 1980 et 1990, les plaintes pour viol ont augmenté de 143 %, passant de 1 886 à 4 582. Toutes proportions gardées, cette augmentation serait davantage le fait de victimes habitant la campagne que de la ville. La chape de silence qui pèse sur les violents et notamment les incestes commis dans les zones rurales n'a plus le même poids aujourd'hui. Comme le souligne M. Pierre Montang, procureur de Guéret, dans la Creuse : « Les victimes violent dans leur journal de plus en plus de procès de violents. Du coup, elles ont l'impression qu'elles seront entendues et que les peines seront sévères. Elles hésitent beaucoup moins à porter plainte. »

La loi déjouée

L'augmentation des plaintes ne révèle rien du nombre réel des violents. Membre du bureau du Collectif féministe contre le viol que préside M^{me} Simone Iff, M^{me} Roselyne Maury croit néanmoins savoir qu'« ils n'augmentent pas ». En même temps, cette association, qui met un « numéro vert » à la disposition des violées et a reçu 746 appels en 1990, remarque que 30 % seulement de ceux qui leur téléphonent portent plainte (2). Un chiffre qui accablait d'autres conclusions, prudentes, elles aussi : « Notons [...] sans pouvoir le démontrer, que les violents s'élèvent aujourd'hui au triple de ce qui est comptabilisé par la police, alors que dans les années 70 on multipliait le chiffre des plaintes par dix (3). »

Si le nombre de ceux qui se taisent reste incommensurable, leur « profil » est plus facile à décrire. Les victimes qui connaissent leur vio-

leur gardent davantage le silence que celles qui sont agressées par des inconnus. Ce silence est d'autant plus pesant que le violleur est de la famille et que la victime est un enfant. Les violés issus d'un milieu social défavorisé portent moins souvent plainte que les autres. Les victimes d'un viol homosexuel le font plus rarement encore. Malgré tout, le docteur Odile Diamant-Berger, qui dirige le service médico-judiciaire de l'Hôtel-Dieu à Paris, note une progression du pourcentage de victimes d'agressions sexuelles de sexe masculin (10 % en 1991 contre 3 % en 1986).

Avant 1980, violer un homme ou un adolescent n'était pas un viol. La Cour de cassation limitait cette appellation au fait « d'avoir des relations sexuelles avec une femme contre la volonté de celle-ci ». Est qualifié de viol, depuis, « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui, par violence, contrainte ou surprise ». Cette définition large (article 332 du code pénal) permet de poursuivre pour viol les auteurs d'agressions homosexuelles, ceux qui forcent leur victime à une fellation ou la pénétration avec un objet quelconque, etc. Néanmoins, selon certains chercheurs, « seuls le coït et - avec quelques exceptions - la sodomisation » seraient considérés, dans la pratique, « comme actes de pénétration sexuelle », donc qualifiés de viol (4). Ce qui, de la part des tribunaux, reviendrait à détourner la loi, sa lettre et son esprit.

La multiplication des procès de violents permet de mieux savoir qui ils sont. La moitié des personnes poursuivies à Nantes, entre 1976 et 1984, pour violences sexuelles étaient mariées ou vivaient en concubinage. La « misère sexuelle » n'est donc pas le ressort principal de cette délinquance-là. La majorité des auteurs avaient un niveau d'instruction partiellement bas et se trouvaient dans une situation économique précaire. 15 %, au moins, avaient récidivé et beaucoup étaient sous l'empire de l'alcool au moment des faits. Au total, ceux qui ont examiné leur dossier estiment qu'on rencontre parmi les auteurs d'agressions sexuelles, qui ne sont pas tous des violents, « plus

de débiles et d'immatures que de pervers sexuels » (4).

L'augmentation des plaintes pour viol est d'autant plus frappante que la charge de la preuve continue de peser sur les victimes, plus lourdement que pour n'importe quel crime. Comme l'observe M. Jean Gonnard, président de la chambre d'accusation de Versailles, « nombre de jurés, voire de magistrats, ont tendance à penser qu'une femme n'a l'obligation de se défendre jusqu'au bout et que, à défaut, la démonstration du viol n'est pas complètement apportée » (5). A suivre ce raisonnement, qui traduit un état d'esprit effectivement fort répandu, il n'y aurait d'authentique violée que... morte. Sans doute parce que le viol est le seul crime en France à être défini par la résistance que lui oppose la victime.

L'antique adage « testis unus, testis nullus » (témoin seul, témoins nuls) ne facilite pas la preuve des violents, qui se commettent généralement sans témoin. Le soupçon de fabrication continue de peser sur la victime, à l'exemple de la femme de Putiphar dont « la Genèse » prétend qu'elle fit injustement emprisonner Joseph pour viol. Même lorsque ses déclarations ont une certaine consistance, la victime n'est pas au bout de ses peines. « Le problème, en général, note M. Patrice Davost, procureur de Bordeaux, tient moins à la réalité de l'acte qu'à l'appréciation que l'accusé n'a pu se faire du consentement de la victime. » Etait-elle d'accord ? Y avait-il ambiguïté ? Cours d'assises et tribunaux correctionnels ont souvent du mal à trancher cette question. Avec cette difficulté, qu'en est-il de la justice en matière de viol ? L'entrée en vigueur de la loi de 1980, même si elle a permis de constater une augmentation des plaintes pour viol, comme le regrette M. Claude Jarde, procureur général de Bordeaux : « Nous établissons rapport sur rapport sur la sécurité routière, mais sur le viol, rien. » Sans doute l'administration gagnerait-elle à en savoir davantage sur ce phénomène, qui bouscule pas mal d'idées reçues sur la criminalité et sa répression.

Dix ans maximum

La loi de 1980 a beau avoir élargi la définition du viol, les peines prévues sont moins lourdes. Si depuis 1832 le viol est considéré comme un crime passible des cours d'assises, il n'est plus punissable aujourd'hui, sauf circonstance aggravante telle que l'inceste, que de dix ans de réclusion criminelle au maximum contre vingt ans avant 1980.

Pour autant, l'auteur présumé d'un viol peut très bien être défilé devant un tribunal correctionnel. Soit que la réalité de ce viol prête à discussion, soit que la victime, l'agresseur et le parquet soient d'accord pour éviter un procès aux assises. Pour la victime, le choix de la procédure est un dilemme. La pompe des audiences d'assises et

leur publicité sont parfois pour elle une épreuve insupportable. A l'inverse, comme l'observe M. Francis Robert, psychologue et sexologue, expert près le tribunal de Bordeaux, « les assises ont une haute valeur symbolique. Pour la victime, elles signifient que ce qu'elle a subi n'a rien d'anodin ».

Les procès d'assises semblent d'autant plus fréquents que le scandale est public. Un viol commis dans l'anonymat d'un grand ensemble de banlieue sera plus facilement aigüé vers le tribunal correctionnel que celui perpétré au su de chacun dans un bourg de campagne. Dans le Val-de-Marne, fortement urbanisé, la moitié des violents avérés dont les auteurs ont été identifiés sont jugés aux assises, selon M. Yves Charpenel, procureur adjoint de Créteil. Dans la Creuse, aux dires de M. Montang, ils le sont tous. Dans un département « mixte », mi-citadin mi-rural, comme la Gironde, la proportion est de 60 %, selon M. Alain Guglielmi, procureur adjoint de Bordeaux.

Les peines infligées aux violents iraient de six mois à un an d'emprisonnement ferme devant les tribunaux correctionnels, même si le maximum possible est de dix ans dans ces cas-là. Aux assises, le « tarif » est évidemment plus élevé : de trois à cinq ans, à en croire les chercheurs qui ont étudié le cheminement, au tribunal de Nantes, de 278 plaintes pour viol ou tentative de viol. Les mêmes chercheurs jugent que « les sanctions prononcées par le tribunal correctionnel sont incontestablement plus lourdes depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1980, même si elles peuvent encore être estimées faibles ». Ils ajoutent que, durant la même période, « les violents sur des personnes connues ont cessé d'être moins sanctionnés que ceux sur des inconnus ».

Les cours d'assises ont prononcé 698 condamnations pour viol en 1989, dernier chiffre disponible, contre 563 en 1984. L'étude nantaise incite à penser qu'il y avait au moins 13 % d'incestes dans le nombre mais les statistiques du ministère de la justice n'en disent rien. Plus généralement, la chancellerie ne semble pas avoir pris l'exacte mesure du phénomène que révèle l'impressionnante augmentation des plaintes pour viol, comme le regrette M. Claude Jarde, procureur général de Bordeaux : « Nous établissons rapport sur rapport sur la sécurité routière, mais sur le viol, rien. » Sans doute l'administration gagnerait-elle à en savoir davantage sur ce phénomène, qui bouscule pas mal d'idées reçues sur la criminalité et sa répression.

BERTRAND LE GENDRE

□ M. Kofi Yamgnane pour « un islam aux couleurs de la France ». Le secrétaire d'Etat à l'Intégration, M. Kofi Yamgnane a déclaré, jeudi 5 décembre à Valbonne (Alpes-Maritimes) que « les imams en France ne doivent pas venir de l'étranger ». Critiquant implicitement la prochaine ouverture, à Châteauneuf (Nièvre), d'une université islamique où enseigneront en arabe des professeurs pakistanais et saoudiens, M. Yamgnane a plaidé pour la création, à Strasbourg, d'une université islamique qui serait financée par la France et où les imams seraient « des musulmans français qui savent ce que c'est que la laïcité », relançant un projet défendu par M. Pierre Joxe lorsque ce dernier était ministre de l'Intérieur.

L'HERMÈS
Editeur universitaire
depuis 22 ans
DROIT
ECONOMIE - GESTION
LANGUES DES AFFAIRES
catalogue gratuit sur demande
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

UNE SEMAINE EN FLORIDE
à partir de 5 165 F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.
* Prix basé sur 4 personnes minimum.



CONTACTOUR
30, rue de Richelieu - 75001 PARIS
Tél. : (1) 42-94-02-25.

(1) Cf. en particulier la somme féministe de l'américaine Susan Brownmiller, *Le Viol* (Stock, 1978, poche), disponible en format de poche sous son titre original, *Against our will: men, women and rape*, chez Bantam (New-York), 1981.

(2) SOS-Viol : 05-05-95-93 (appels gratuits), de 10 heures à 18 heures du lundi au vendredi.

(3) Janine Mossuz-Lavau. *Les lois de l'amour. Les politiques de la sexualité en France (1930-1990)*. Payot, 1991.

(4) *Qualité viol*, de Michèle Bordeaux, Bernard Haze et Soizic Larvolle. Collection « Déviance et société ». Editions Méridien Klincksieck, 1990.

(5) *La victime de viol*. Compte rendu de la journée de travail de l'Association départementale d'aide aux victimes d'infractions pénales (Hauts-de-Seine), 1989, ronéotypé.

150

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Critiquant une directive européenne

Le Comité national d'éthique dénonce les profits commerciaux réalisés à partir du sang humain

En prenant fermement position contre les profits commerciaux réalisés à partir du sang humain, les autorités éthiques françaises veulent imposer à l'échelon européen une morale souvent contestée hors de nos frontières.

Rendue publique à la veille du sommet de Maastricht, la position du Comité national d'éthique français sur la transfusion sanguine et la non-commercialisation du corps humain (le Monde du 7 décembre), vient rappeler que le concept d'unité européenne ne concerne pas que la politique ou la diplomatie. Ainsi cette instance prend position contre une directive du conseil des Communautés européennes datée du 14 juin 1989, qui qualifie le sang et le plasma humains de « matières premières » et leurs dérivés de « médicaments ».

Si ce dernier point peut être interprété de manière positive en matière de sécurité transfusionnelle, il ne saurait masquer les risques d'une dérive qui consisterait à inclure le sang et ses dérivés dans l'ensemble des circuits commerciaux de l'industrie pharmaceutique et des lois du marché.

Pour les membres du comité national d'éthique, qui renouvellent à cette occasion leur « attachement » aux valeurs fondamentales qui ont inspiré le système transfusionnel français (gratuité du don, caractère non-lucratif des opérations subéquentes; respect du donneur; intérêt du malade), les conséquences de la circulaire de 1989 ne devaient pas prévaloir sur ces principes.

« Admettre l'achat de sang et de plasma en tant que matières premières et la vente commerciale des dérivés du plasma constitue la négation de ces principes », souligne le comité. « Toute dérogation — au motif que le sang est un tissu renouvelable dont une soustraction limitée ne peut être source de préjudice — porterait atteinte à une règle qui assure la protection de la dignité humaine. Après le sang, tous les tissus et organes risquent ainsi de devenir objets de commerce. La réussite de l'unification européenne ne saurait être obtenue — sans que soient prises en compte — tout autant que les intérêts économiques — les valeurs éthiques dont le présent avis porte témoignage ».

Le rapport, qui précède l'avis du comité, rédigé sous l'autorité du Pr Georges David, rappelle que la France a joué un rôle pilote dans le développement de la transfusion sanguine: « Or ce qui semblait pouvoir être considéré comme un acquis définitif est soumis, dans des conditions de crise, à une remise en question dont les conséquences pourraient se révéler très graves et peut-être irréversibles ».

Dans cet esprit le Comité ne craint pas de prendre position contre l'évolution amorcée, ces dernières années, par le Centre national de transfusion sanguine, une évolution qui pourrait, si elle était poursuivie, « mettre gravement en cause les fondements éthiques qui font la valeur originale et éminente du système dans son ensemble ».

De la logique industrielle à la logique commerciale

Le comité met aussi en cause le souci de valorisation d'un outil industriel qui a conduit la direction du CNTS à s'engager dans la création d'un ensemble de filiales de statut commercial réunies au sein d'une société holding, « Espace vie ». La création d'un tel ensemble comportait, selon lui, le risque d'une altération de l'image altruiste de la transfusion. Il y avait également là une contradiction flagrante avec le caractère de non profit de cette organisation.

C'est à ce stade que le comité national d'éthique fournit l'une des réactions les plus originales sur la crise du système transfusionnel français: « Nous sommes entrés dans la logique industrielle; elle est inévitable. Nous voici menacés par la logique commerciale: est-elle évitable? Telle est la question que nous nous devons poser », expliquent les « sages ».

Aux Etats-Unis, quelques grandes firmes achètent de très gros volumes de plasma humain et le vendent en tant que « matière première », et les produits issus de son fractionnement sont considérés comme des « médicaments ». Alors que les besoins nationaux sont évalués à trois millions de litres, on en prélève environ deux millions. Cela explique l'existence d'un très large marché d'exportation, principalement des Etats-Unis, mais aussi vers d'autres pays. Paradoxalement, en effet, les « donneurs » que l'on paie sont soumis à des contraintes qui permettent d'assurer une meilleure rentabilité des technologies des personnes de ces unités de traitement. C'est pourquoi, à l'approche du grand marché européen, les difficultés du système transfusionnel français sont étroitement observées par les grands groupes industriels n'appliquant pas les principes éthiques du bénévolat et du non-profit.

En Europe, le système français, avec son organisation de type public

et jouissant d'un monopole, représente une situation exceptionnelle. Ailleurs (Belgique, Pays-Bas, Danemark), c'est la Croix rouge qui, ayant la charge de l'organisation de la transfusion, fait respecter ces principes éthiques. Mais d'autres pays, souligne le professeur Georges David, restent ouverts au paiement des donneurs, notamment l'Allemagne qui est par ailleurs un gros importateur de plasma américain (800.000 litres annuels).

La principale question soulevée par le Comité d'éthique est de savoir si l'on parviendra en Europe à défendre ce qui constitue le principe selon lequel le corps humain est « hors commerce, hors marché », c'est-à-dire que ce corps ne peut être l'objet d'un contrat et qu'il ne peut être négocié par quiconque. Pour le professeur David il s'agit bien de s'engager dans une voie nouvelle, contraire à la logique et aux intérêts du commerce.

Il convient selon lui de mettre en place une réduction progressive de la consommation des produits dérivés du sang, possible d'un point de vue médical et technique, et nécessaire au plan moral. Il s'agit d'une démarche novatrice et difficile, qui ne peut être entreprise qu'avec le soutien des pouvoirs publics dès lors que les principes éthiques sont clairement affirmés.

JEAN-YVES NAU

Avant la discussion du projet d'indemnisation des victimes contaminées

Le Conseil national du sida reproche aux pouvoirs publics d'« oublier la prévention »

Avant que le projet de loi sur l'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés par le sida soit soumis au Parlement, le Conseil national du sida estime que les dispositions envisagées peuvent avoir des effets négatifs, notamment celui d'établir une coupure entre malades et de faire oublier la priorité qui doit être accordée à la prévention.

Le Conseil national du sida, que préside le professeur François Héribert-Auge, a pour mission de donner un avis d'ordre éthique ou technique sur toutes les questions sociales que cette épidémie pose à la société française. Il n'a pourtant pas été consulté officiellement sur le projet d'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés par le virus qui doit être examiné par le Parlement la semaine prochaine. Le conseil vient néanmoins de donner son avis sur les problèmes d'ordre éthique qui, dans cette affaire, lui paraissent essentiels: « Une confusion initiale entre logique médicale et logique économique ».

Le conseil ne conteste pas la nécessité des dispositions envisagées, mais il estime qu'elles auront « en effet, pour de diviser une communauté souffrante de la même manière en deux catégories: celle qui bénéficie d'indemnités et celle qui ne bénéficie pas, celle de malades considérés sinon ouvertement comme coupables, du moins responsables de leur état. Le Conseil national du sida estime qu'il y a là un risque extrêmement grave d'un dérapage idéologique entraînant une coupure entre malades ».

Pour le conseil d'autres points peuvent avoir une conséquence néfaste dans l'avenir. « Il est toujours peu justifié de protéger rétroactivement, sur une période délimitée de façon stricte dans le temps, des connaissances qui n'ont été établies qu'après la période considérée ». Si l'Etat et la nation acceptent une forme de responsabilité rétroactive, y compris pour une période où l'état des connaissances ne permettait pas de mesurer le danger de contamination par produits sanguins, le Conseil national du sida estime que cela soulève plusieurs questions: pourquoi

fixer une date limite (1980) qui ne correspond pas aux dates des premiers cas de contamination des malades? pourquoi ne pas perdre en considération la contamination particulière par le VIH? pourquoi ne prendre en compte que le risque thérapeutique de l'acte de transfusion?

Le conseil souligne que « tout acte thérapeutique, quel qu'il soit, est porteur d'un risque (...). Jusqu'à présent, ce risque, inhérent à la pratique médicale, est accepté en France dans la relation entre le malade et son médecin. Les mesures préconisées peuvent introduire le doute dans l'esprit des patients envers tout acte thérapeutique proposé (...). La relation de confiance entre le médecin et son malade peut se trouver ébranlée dans ses fondements mêmes, pourtant indispensables. Le danger est grand de se retrouver prochainement dans une situation bien connue à l'étranger où, par crainte d'éventuels procès, les médecins refusent d'intervenir dans tous les cas graves dont l'issue à plus ou moins long terme est incertaine. La société française ne risque-t-elle pas d'évoluer à terme vers une situation de médecine non responsable? ».

Enfin, le Conseil national du sida déplore que l'approche juridique et économique de ce drame ait pour conséquence « de faire oublier ce qui doit être la préoccupation majeure des pouvoirs publics et de la société tout entière: la prévention ». Le conseil rappelle que les sommes prévues dans le cadre de la loi d'indemnisation pour les cas individuels répertoriés représentent vingt fois le budget du programme mondial contre le sida de l'OMS.

FRANCK NOUCHI

ÉDUCATION

À la Sorbonne

Des étudiants lancent un appel contre l'extrême droite

Les étudiants de l'université Paris-IV, réunis en assemblée générale, ont adopté, jeudi 5 décembre, un texte dénonçant les stratégies d'implantation de l'extrême droite dans les établissements d'enseignement supérieur. Ce « appel de la Sorbonne » sera diffusé sous forme de pétition dans l'ensemble des facultés et des écoles de Paris. Il réclame la formation d'un « comité de vigilance et d'action » dans chaque établissement, « contre la résurgence de la bête immonde ».

Le texte en appelle à un défilé le 1^{er} mai, « afin que la population et la jeunesse maintiennent avec force que la

sinistre période de Vichy est à jamais révolue (...) en ce jour où la peste brune défie le symbole ». Enfin, il soutient la manifestation nationale du 25 janvier 1992 contre l'extrême droite. Le comité de vigilance et d'action de la Sorbonne se réunira chaque jeudi dans l'amphithéâtre Guizot. Elaboré par des organisations de diverses tendances, l'appel fait suite à des réunions de protestation contre des attaques répétées de mouvements d'extrême droite (le Monde du 23 octobre). Il sera soumis aux enseignants et aux personnels des universités.

M. A.

COMMUNICATION

Hachette doit faire des choix

La Cinq dans le labyrinthe

Requis par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), les dirigeants de la Cinq se sont vu rappeler leurs engagements antérieurs. Les salariés de la chaîne se mobilisent dans l'attente d'un plan social.

La Cinq va mal, et ne sait pas où elle va. Et la crise financière qu'elle traverse se transforme une fois de plus en crise d'identité. A peine plus d'un an après les déclarations triomphantes de M. Jean-Luc Lagardère, enfin maître d'une chaîne nationale, les pertes imponentes des économies drastiques. La Cinq a perdu 495 millions de francs au premier semestre, et dépassera donc largement le déficit annuel qu'elle s'était fixé. Ses nouvelles émissions n'ont pas réalisé la percée d'audience attendue, et certaines viennent d'être supprimées dans les créneaux « non rentables », comme le matin.

Reçu vendredi 6 décembre par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le PDG de la Cinq, M. Yves Sabouret, et le directeur de l'antenne, M. Pascal Joseph, ont fait part aux sages de ces difficultés financières et de « restructurations inévitables » à ses cadres. M. Sabouret avait auparavant expliqué que les économies toucheraient tous les secteurs.

Si le principe de ces économies, et celui d'un plan social, à présenter sans doute le 17 décembre, sont acquis, les modalités restent floues. Les dirigeants de la Cinq en sont encore à tracer plusieurs scénarios. Cette incertitude contribue à transformer l'incertitude du personnel en revendications. Réunies en assemblée générale, plus de 300 personnes de la rédaction, de la régie et de l'administration ont décidé le principe d'un « comité de défense », faisant valoir que c'était « au personnel de sauver la chaîne, car il n'y a rien à attendre ni du CSA ni de la classe politique ».

Le CSA, justement, s'est contenté dans un communiqué de rappeler à la Cinq ses engagements pris en octobre 1990, lors de l'arrivée du groupe Hachette comme opérateur. Ces engagements sont notamment d'affecter aux programmes au moins 1 090 millions de francs en 1992, 1 200 millions en 1993 et 1 330 millions en 1994; de programmer au moins quatre émissions quotidiennes et deux magazines hebdomadaires d'information; d'améliorer significativement les programmes destinés à la jeunesse.

La deuxième obligation pourrait être remplie même avec une réduction sensiblement réduite (on parle d'un budget et d'effectifs diminués de moitié). En revanche, l'orientation consistant à réduire toute production pour la jeunesse (comme d'ailleurs de documentaires) au profit de dessins animés paraît difficilement compatible avec la troisième obligation. Quant à l'engagement financier envers les programmes, on voit mal comment il peut aller de pair avec une réduction des pertes. Ce ne sont pas les rapprochements possibles de la régie publicitaire ou de la rédaction de la Cinq avec celles d'Europe 1 qui peuvent seuls résorber le déficit.

Le groupe Hachette se trouve donc dans une impasse, où il ne peut aller de pair avec une personne ne veut l'aider à sortir. Comment en est-il arrivé là?

L'entrée dans la Cinq, quatre ans après l'échec cuisant subi face à M. Bouygues lors de la privatisation de TF1, répondait à une logi-

que maintes fois proclamée: le premier groupe de médias français « multimédias et multinationals » ne pouvait rester absent de la télévision. Mais cette entrée tant désirée a mené Hachette à bâtir des plans et à prendre des engagements que le CSA lui-même jugeait trop optimistes. Là-dessus s'est abattue la récession publicitaire de 1991. Le choix « familial et haut de gamme » mis en avant pour obtenir l'autorisation se heurtait à la réalité du stock de programmes, des fictions américaines notamment. Or le financement de ce stock a pesé sur le déficit. 71, expliquent M. Pascal Joseph, lors d'une assemblée générale où il a été vivement contesté.

Un débat biaisé

Toutes ces difficultés se sont ajoutées à un contexte général de l'audiovisuel français dans lequel le déficit global exacerbe la concurrence, et où chacun se renvoie la balle d'une réglementation d'autant plus renforcée qu'elle est mal appliquée.

D'emblée, les dirigeants de Hachette avaient provisionné des sommes importantes pour la Cinq. Mais au rythme actuel ce milliard et demi de francs aura bientôt quasiment disparu. Or l'endettement du groupe a des limites. Il lui faut donc intéresser d'autres investisseurs. Mais comment les attirer sans perspectives crédibles de parvenir à l'équilibre? Et comment tracer ces perspectives dans le cadre des engagements actuels? La Cinq a besoin de changer de format pour sauver les meubles; elle peut difficilement le faire sans casser les règles et sans renier ses engagements.

Certes, la chaîne a su jouer la dramatisation pour influencer sur le débat parlementaire en cours à propos des quotas audiovisuels et d'une éventuelle seconde coupure publicitaire. Mais même ces mesures seraient sans doute insuffisantes. Quant au mariage avec M6, qui souhaitait instamment le CSA, les deux prétendants l'ont refusé, et il est maintenant bien tard pour s'obstiner.

Beaucoup d'hommes politiques de tout bord souhaitent que la Cinq vive — ne serait-ce que pour ne pas laisser un service public convalescent seul face à TF1. Mais sont-ils prêts à laisser la Cinq jouer à la vraie télévision commerciale, celle qui ne s'embarasse que d'une règle: le marché publicitaire? Comme souvent, le CSA va servir de fusible dans ce débat biaisé.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le CSA et M. Bourges désavouent l'émission d'A2 sur l'extrême droite. — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) juge que l'émission d'A2 « Mardi soir » consacrée à l'extrême droite (le Monde du 7 décembre) « témoigne des excès auxquels peuvent conduire la recherche du sensationnel et la course à l'audience ». Il la juge « d'autant plus inacceptable » qu'elle a été diffusée « sur une chaîne publique ». Le PDG d'A2, M. Hervé Bourges, a estimé pour sa part qu'il y avait eu « une faute » et que « ceux qui font l'opologie du racisme, de l'antisémitisme, de la violence n'ont pas droit à être sur une chaîne de télévision ».

(Lire dans notre supplément radio-télévision la chronique de Bruno Froppat: « Maintenant, ça suffit »).

Une découverte de la police britannique

Robert Maxwell faisait écouter ses collaborateurs

LONDRES

de notre correspondant

Dans le cadre de l'enquête sur les transferts financiers entre les fonds de retraite des sociétés publiques du groupe Maxwell (MCC et MGN) et les sociétés privées contrôlées par la famille, la police a découvert, le 6 décembre, que les bureaux de trois des principaux directeurs, ainsi qu'une salle de conférences du siège de l'empire Maxwell, avaient été « sonorisés », c'est-à-dire qu'un magnétophone y enregistrait les conversations.

Il semble ne faire aucun doute que cette opération avait été ordonnée par Robert Maxwell. L'un des responsables de MGN, visé est le directeur financier de MGN, avec qui Robert Maxwell aurait eu des discussions orageuses à propos des détournements de fonds des caisses de retraite. Il apparaît qu'une partie des sommes manquantes utilisées par l'ancien

magnat de la presse a servi à financer le rachat d'actions des sociétés MCC et MGN et à consolider le journal new-yorkais Daily News. Celui-ci, qui a perdu 2 millions de dollars le mois dernier, a été placé sous la protection de la législation américaine sur les faillites.

S'agissant des journaux du groupe MGN, le groupe Pearson, propriétaire du Financial Times, apparaît le mieux placé pour l'éventuel rachat du Daily Mirror, dont la ligne éditoriale, c'est-à-dire le soutien du Parti travailliste, serait maintenue. M. Richard Stott, directeur de la publication, s'est déclaré également intéressé au rachat des 51 % de participation détenus par la famille Maxwell dans MGN, précisant que sa proposition (qui aurait le soutien « moral » des journalistes du Daily Mirror) était soutenue financièrement par le groupe Electra.

LAURENT ZECCHINI

a notion de du travail

RIDE

Je m'inscris

CULTURE

ARCHITECTURE

Un entretien avec M. Paul Quilès

« Ce n'est pas à l'Etat de faire la ville, mais aux élus »
nous déclare le ministre de l'équipement, qui est aussi celui de l'urbanisme et de l'architecture

Les questions d'urbanisme et d'architecture sont plus que jamais à l'ordre du jour : les événements de Vaulx-en-Velin et d'ailleurs le prouvent abondamment. Mais ces secteurs sont désormais éclatés entre plusieurs ministères. Celui de l'équipement, tuteur traditionnel de ces professions, garde néanmoins la haute main sur la direction de l'architecture et de l'urbanisme.

« De qui relèvent l'architecture et l'urbanisme ? Du ministère de la ville, de la délégation interministérielle du même nom ou du ministère de la culture qui retrouve une autorité sur certains aspects de l'architecture ?

— L'architecture est et restera dans ce ministère de l'équipement sous sa responsabilité à travers la direction de l'architecture et de l'urbanisme (DAU), que j'ai créée en 1985. Même si je n'en parle pas tous les jours, l'architecture et l'urbanisme font partie, au même titre que le réseau routier ou la situation du transport aérien, de mes préoccupations majeures.

« Mais revenons à la crise traversée par certaines banlieues. Ce n'est pas l'architecture qui en est responsable, même si l'insuffisante prise en compte des aspects architecturaux de la construction et la médiocrité de la réflexion urbanistique participent du mal de vivre qu'on y rencontre. Il faut d'abord mesurer le poids du chômage, ici déterminant. L'urbanisme et les mesures dites d'accompagnement ne sont pas des panacées. Il faut entreprendre des actions diversifiées aussi bien sur le cadre bâti, sur l'architecture que sur l'emploi. La fonction du ministère de la ville, c'est de les coordonner et de faire sauter les blocages de l'administration.

« C'était un peu la cerise sur le gâteau »

« Cela dit, comme le montrent ces quartiers dégradés, l'urbanisme et l'architecture ont trop longtemps été pris pour des disciplines secondaires, des préoccupations annexes. L'architecture, trop souvent réservée aux palais officiels, aux monuments, était un peu la cerise sur le gâteau. Or la recherche constante de la qualité, reflet d'un accord entre ceux qui construisent et les utilisateurs des bâtiments, doit être la règle. Certes, les grands projets présidentiels sont des exemples accomplis de l'évolution de

l'architecture avec un grand A. Mais ce qui est prometteur pour l'avenir, c'est toute cette génération de jeunes architectes qui, depuis quinze ans, s'est passionnée pour l'architecture du quotidien. Certes, il reste encore beaucoup à faire pour les constructions commerciales et industrielles, les maisons individuelles et les entrées de ville. Mais un aspect très positif de la décentralisation aura été de faire découvrir aux élus locaux l'architecture et l'urbanisme. Bien sûr, existe ici ou là le risque de l'architecture marketing. Mais les municipalités ont permis à de jeunes architectes de développer des projets novateurs. Six ans après avoir déjà occupé ces mêmes fonctions ministérielles, je retrouve avec plaisir un monde de l'architecture français transformé, pacifié, rénové.

« De nombreux architectes se plaignent pourtant qu'il n'y ait plus de débouchés. L'architecture ne peut pas se faire sans débat idéologique. Or la fin des « idéologies » rend le tâche plus difficile.

— Il me semble pourtant que l'architecture progresse. Les visites organisées, pendant la Semaine de l'architecture, dans l'Est parisien, étaient passionnantes : elles montraient comment valoriser, à travers des projets simples, le logement social et des équipements apparemment ordinaires ; comment des architectes très divers arrivaient à faire progresser la notion d'insertion, de nouvelle architecture, dans un cadre bâti difficile.

« Le plus grand des « grands travaux » n'est-il pas de s'atteler à la question de la ville ?

— Ce n'est pas à l'Etat de faire la ville. La responsabilité de la décision, si la décentralisation à un sens, appartient désormais à l'Etat (en dehors des cas particuliers comme les sites protégés). Le rôle de l'Etat, c'est de faire des lois, des règlements, et de contrôler leur application, sur le statut de l'architecture dans la ville. Cela passe aussi par la formation des architectes, par la promotion de l'architecture, et là, il y a encore beaucoup à faire. Nous avons entrepris ce travail avec le ministère de la culture. L'Etat doit, enfin, donner aux architectes les moyens d'exercer leur métier, faire en sorte que celui-ci puisse évoluer et s'enrichir de mieux « manier » l'architecture et l'urbanisme.

« La décentralisation semble souvent buter sur le manque de

formation des élus lorsqu'il s'agit de faire des choix urbains ou architecturaux. Mais aussi lorsqu'il faut limiter ses ambitions. Encourager l'architecture, n'est-ce pas, parfois, encourager le surdimensionnement ?

— Le surdimensionnement vient des projets disproportionnés avec les moyens des communes. Si la « mégalo » décentralisée existe parfois, elle n'implique pas



une condamnation de la décentralisation. D'ailleurs, dans ce cas, la vraie sanction est politique, si les élus défont leur ville, ou s'ils la mettent en déficit.

« Les villes nouvelles sont plutôt réussies »

— Le mal est alors fait.

— Je sais, il y a des atteintes irréversibles, comme sur le littoral, mais ce sont heureusement des cas rares tout à fait exceptionnels. Il ne faut pas non plus croire qu'aujourd'hui, quand l'Etat a la responsabilité de tout, il était insubmersible. Il lui est arrivé de se tromper et il n'était pas toujours sanctionné.

« Dans cette logique, les opérations type villes nouvelles sont aujourd'hui exclues ?

— Les villes nouvelles sont plutôt réussies. Sans elles et sans la volonté de l'Etat, je ne suis pas sûr qu'on aurait pu développer comme elle l'a été la région parisienne. Aujourd'hui, la question est de savoir comment un Etat responsable peut agir tout en respectant la décentralisation. Prenez les terrains

de Renault, à Boulogne. Voilà plus de 50 hectares remarquablement situés, avec un environnement superbe mais terriblement dégradé. L'enjeu de ce site concerne plusieurs communes, qui ont autant de politiques urbaines, et un industriel dont l'actionnaire majoritaire est l'Etat. La situation est d'une grande complexité : technique, financière, urbanistique, avec ce que cela signifie sur le plan des responsabilités locales. Nous devons définir un projet en concertation avec les principaux partenaires, jouer un rôle de coordination et ensuite, mettre en place une structure commune qui programmera et réalisera le projet. Un concours international d'urbanisme aura lieu, à partir d'un cahier des charges défini ensemble. Mais il n'y aura pas une entente de projet tout fait, imposé par l'Etat. C'est en ce sens qu'il y a une différence considérable avec les villes nouvelles.

« L'enseignement n'est pas figé »

— A travers votre ministère, l'Etat est à la fois le protecteur du paysage et le principal maître d'œuvre qu'il devrait surveiller. Est-ce possible d'être juge et partie ?

— Ce rôle peut paraître contradictoire mais je l'assume pleinement. Il me faut, à la fois, assurer les besoins d'équipement de notre pays et les insérer dans un paysage ou un cadre urbain à protéger. C'est parfaitement possible : regardez les aqueducs romains... ou l'autoroute A 40 qui traverse le Jura. De tels travaux ne dégradent pas le paysage, bien au contraire. Récemment, j'ai remis une quinzaine de récompenses à des maîtres d'ouvrage et à des maîtres d'œuvre pour des équipements routiers particulièrement bien intégrés. Développer notre pays sans altérer les sites coûte plus cher — pas toujours d'ailleurs, mais c'est le prix que doit payer la collectivité pour avoir un environnement de qualité.

« Aujourd'hui la direction des routes a un véritable souci esthétique. C'est nouveau, je vous l'accorde. Elle travaille précisément avec la DAU sur ce type de problèmes. Cette dernière a la particularité d'être l'interface de plusieurs actions du ministère, comme elle l'est aussi avec l'extérieur puisqu'elle est mise à la disposition des ministères de la ville, de l'environnement, de la culture. C'est bien là

son rôle, sa fonction même : faire passer ses messages aux différents directions, aux différents ministères.

« C'est moins la complexité de son rôle qui gêne que sa faiblesse. Que ce soit l'enseignement ou la question des concours, la DAU apparaît comme structurellement et financièrement dépourvue.

— La DAU a des moyens non négligeables. Prenons les différents points que vous avez évoqués. Dans le domaine de l'enseignement, un décret va permettre la création d'un statut du personnel enseignant qui donne des perspectives de carrière comparables à celles du milieu universitaire. Les recrutements seront engagés au printemps, et concerneront 450 enseignants titulaires. Par ailleurs, on vient de créer, à Bordeaux, des formations post-diplôme dans des domaines particuliers (design, paysage, informatique graphique, urbanisme, programmation). Vous voyez que l'enseignement de l'architecture n'est pas quelque chose de figé : du certificat d'études approfondies on va passer au DEA, réalisant ainsi un alignement sur le cursus universitaire classique. Venons-en aux concours. L'effort mené pour l'enseignement de l'architecture, en 1992, se monte à 407 millions de francs, les bourses, doivent être augmentées de 26 %, 7,5 millions de francs supplémentaires sont prévus pour la rémunération des enseignants.

« Un plan « Ecoles d'architecture 2000 » va être élaboré par les ministères de la culture et de l'éducation nationale en concertation avec les architectes, les écoles d'architecture et d'ingénieurs, l'Université, les professions qui touchent à la construction. Nous comptons beaucoup sur ce plan pour essayer de voir plus loin que la simple extrapolation de la situation actuelle. Nous avons désigné une personnalité, le recteur Frenmont, pour fédérer et synthétiser tous ces efforts. L'idée est de fixer des axes de réflexion. Le premier, c'est l'ouverture de la formation vers d'autres métiers : urbanisme, paysage, techniques de l'ingénieur. On en parle depuis longtemps, mais ces domaines ne sont toujours pas intégrés dans la formation de l'architecte. Le deuxième axe est l'identification des besoins de spécialisation soit professionnelle, soit n'ayant sur une filière : patrimoine, art urbain, génie civil. Le troisième, c'est une réflexion sur la

profession dans le contexte européen.

« Mais venons-en à la question des concours, richesse et faiblesse françaises. Richesse, à cause de l'évaluation et de la diversité qu'ils engendrent. Faiblesse, parce que leur utilisation abusive conduit à une série de difficultés ou d'excès : enthousiasme des collectivités locales pour cette procédure dans des circonstances qui ne sont pas nécessairement pertinentes ; indemnisation des concurrents pas toujours suffisante, entraînant pour les équipes des difficultés financières ; dans certains cas, désignation par le maître d'ouvrage d'un maître d'œuvre différent de celui qui aurait dû être sélectionné sur la foi du concours. Tout cela peut conduire à un peu cette pratique d'autant qu'à côté des concours traditionnels, dont les modalités sont bien connues, l'aménagement de quartiers et d'espaces publics fait de plus en plus fréquemment l'objet de consultations aux finalités souvent floues.

« Je vais donc faire diffuser une nouvelle édition du Guide des concours. Je pense aussi encourager la création des « observatoires » de concours en liaison avec les conseils régionaux de l'ordre des architectes. Enfin, il y a une réflexion à conduire sur l'éventuel dédoublement du seuil des concours obligatoires. Même si je ne suis pas convaincu que ce soit une solution capable de résoudre ce problème, puisque 30 % des consultations concernent des projets dont l'importance est inférieure au seuil.

« La construction a longtemps été une importante source de financement des partis politiques. Les mauvais esprits ont tendance à penser que, depuis que la loi est votée, on aurait dû assister à une baisse des coûts. Ce qui n'est pas le cas.

« La loi sur le financement des partis devrait avoir un effet, non seulement sur la moralisation de la vie publique, ce qui est son objectif, mais peut-être aussi sur la façon dont les projets sont décaissés. Si cette loi est appliquée avec rigueur, c'est-à-dire avec des sanctions graves en cas de non-respect, elle aura probablement des effets positifs sur la construction. »

Propos recueillis par
FRÉDÉRIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX

Un mélo flamboyant

Suite de la première page

Ce système compliqué d'images quadrillées, cette avalanche d'allusions picturales, de symboles toponymiques, d'astuces sur les patronymes, une féconde vaillance hésitante entre des racines culturelles latines et un vieux fonds de références germaniques, telle est la stratégie choisie par Werner Schröter, metteur en scène de théâtre, d'opéra, et cinéaste, pour encadrer *Luís Miller*, tragédie lyrique de Verdi adaptée d'un drame bourgeois de Schiller.

Composé en 1849, entre *Macbeth* et *Rigoletto*, l'ouvrage — toujours qualifié « de transition » — n'a pas bonne presse, même si Caballe et Ricciarelli, Pavarotti et Domingo, pour ne citer que les meilleurs euro-générations disponibles, ont respectivement affronté les rôles de la pauvre Luisa et du malheureux Rodolfo, jeune aristocrate frappé d'amour-passion pour la belle Tyrolienne, mais

interdit de mésalliance par un père tout-puissant.

Le réalisateur de *Malina* — on peut encore voir Isabelle Huppert magnifiée par Schröter dans une salle de cinéma parisienne — s'est visiblement penché sur *Luís Miller* avec le respect dû aux belles âmes, aux martyrs discrets, à tous ceux qui vivent leur passion jusqu'au défilé. Et l'ouïe sent qu'il s'est pris d'amour pour ce vrai destin de femme, placée d'emblée en infériorité sociale, observée, humiliée, encadrée de toutes parts (c'est ce que dit, admirablement, le dispositif scénique d'Alberte Barbaud), poussée finalement au-delà d'elle-même et s'offrant en sacrifice dans une scène somnambulique dont les aigus et les vocalises incongrues, angéliques, rament à Bellini.

Ainsi la *Luís Miller* de Schröter échappe-t-elle d'un seul coup au schéma, au ridicule, au conventionnel même. Avec ses lunettes d'intello

et son uniforme mal ajusté, Rodolfo trouve sa vérité de personnage décalé, terrassé, avec de grandes gestes de donateur jaloux, une lueur impuissante contre son père, des colères meurtrières d'enfant. Luisa est elle aussi sortie d'un tableau langoureux, coquille, courbée par l'angoisse, elle roule à terre en sanglotant. Emphase des gestes et des épanchements : Gruen, Schiller sont là. Et obtiennent tout naturellement, selon l'ambiguïté historique et stylistique propre à cet opéra, honneur d'acteurs et de dames gracieuses de l'Italie au milieu du dix-neuvième siècle : Verdi.

Outre l'intelligence, Schröter a le métier (de *Salomé* à *La Wally*, de *Don Carlos* à *Lucia*, il a déjà signé de nombreuses mises en scène d'opéra). Probablement lassé par les faux mouvements de groupes, le remplissage des loges, les entrées et les sorties multiples — tout ce vocabulaire essouffant du théâtre chanté traditionnel — il laisse pendre trois actes tout le monde en scène et compte sur les éclairages — sublimes — de Wolfgang Göbbel pour que les silhouettes s'estompent dans l'ombre, présentes et absentes comme des images mentales. Tantôt les lumières captent l'action centrale ; tantôt elles illuminent toute la scène : la technique est bien celle — quelque peu

révolutionnaire à l'opéra — du gros plan et du plan d'ensemble. Peter Sellars, dans *Killinghoff*, y pensait déjà, dans un dispositif scénique en étages superposés, assez semblable à celui-ci. Mais sa solution (projection de gros plans en vidéo) sentait l'artifice par comparaison.

Victoire américaine

Carlo Rizzi a trente et un ans. Elève de Ferrara, successeur de Mancuso à compter de 1992 à la direction musicale du Welsh Opera (Pierre Boulez et Peter Stein y travaillent actuellement sur *Pelléas*), cet Italien juvénile et bouclé avait déjà dirigé *Don Pasquale* à Amsterdam. Réinvesti pour *Luís Miller*, il a mené avec flamme, sans la moindre vulgarité, un Orchestre philharmonique néerlandais qui a rarement connu, dans cette fosse, d'aussi bons jours. On sait que les formules orchestrales dont Verdi s'embarassait encore à l'époque (batteries, sops, loquets, brèves de cordes) exigent des chefs beaucoup de doigts pour ne pas évoquer quelque musique de cirque. On a entendu à Amsterdam une musique à la fois délicate et tragique, constamment belle en somme.

Le duo formé par Kallen Esperian (Luisa) et Neil Shioff (Rodolfo) est la

superbe victoire américaine d'une soprano à la voix puissante, fibre, corvée, au timbre homogène quelle que soit la tessiture et d'un ténor en pleine possession de ses moyens, expressif, intelligent, maître de ses aigus, mesuré et simple dans ses accents. Esperian et Shioff semblent avoir l'âge de leurs rôles, ce qui ne gâche rien.

Américain également, le baryton-basse Brent Ellis (Miller) faisait ses débuts dans l'établissement néerlandais ; ce doit être un magnifique Rigoletto (rôle qu'il a chanté à Covent Garden dans la mise en scène de Nuria Espert). Peter Rose (le Comte Walter), basse britannique vraiment impériale, était aussi un nouveau venu à Amsterdam. Pierre Audi a gardé de bons amis depuis l'époque où il dirigeait le Théâtre Almeida de Londres.

Prochaines représentations : les 9, 12, 15, 17, 21, 23, 26 et 29 décembre, 20 heures. Tél. : 19-31-20-551-80-06. Coproduction avec les Festwochen de Vienne de l'Hyperion de Maderna présenté par le Festival d'automne, l'Opéra d'Amsterdam accueille le spectacle, mis en scène par Klaus-Michael Grüber, les 19 et 20 décembre.

TGP
DANSES DE SAINT DENIS
Georges Appaix
De et par
13.14.15 décembre
4 2 4 3 1 7 1 7
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

V.O. DOLBY STEREO - RACINE ODEON - GRAND BALZAC
PETER SELLARS
LE CABINET DU DOCTEUR RAMIREZ
MUSIQUE DE JOHN ADAMS

"L'HALLUCINE" (A., v.o.) : Actualités, 8 (43-52-12-17) ; Sept. Panopée, 14 (43-52-20-32-20) ; UGC Normandie, 14 (43-52-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-56-31).

HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME ENTRAÎNÉ (A., v.o.) : Forum Opéra, 15 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; v.f. : UGC Normandie, 14 (45-74-94-54) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-56-31).

HENRI IV (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (41-21-41-01).

HIT MAN (A., v.o.) : Gaumont Le Film, 14 (43-20-12-06) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; v.f. : Rex, 2, 15 (48-28-42-27) ; Pothé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-90).

NUAGE PARADIS. Film soulé par Nikolai Doust, v.o. 14 Juliet Bastille, 11 (43-25-58-58) ; Saint-André des Arts, 8 (45-61-18-18) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-16-50) ; Passage du Nord-Ouest, caféciné, 8 (47-70-81-47) ; 14 Juliet Bastille, 11 (43-57-90-81).

LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE. Film franco-germano-italien de Theo Angelopoulos, v.o. : Cnd Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Europa Production (ex-Réflex) Pontciné, 5 (43-54-15-04) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; 14 Juliet Bastille, 11 (41-57-90-81) ; Glénendon Montparnasse, 15 (45-44-26-02).

PAYSAGE AVEC FEMME. Film yougoslave d'Avicma Matić, v.o. : Lucernaire, 8 (45-44-57-34) ; L'Ensemble, 14 (45-44-51-83).

STEPPING OUT. Film américain de Richard Linklater, Cnd Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-16) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Eucalcin, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-56-35-40).

(45-82-81-46) ; UGC Normandie, 8 (45-82-81-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2, 15 (42-72-52) ; Rex, 2 (45-78-63-93) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marguerite-Concorde, 8 (43-58-32-82) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-43-43) ; UGC Bobino, 12 (45-61-94-94) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-39-83-40) ; Pathé Cinéma, 18 (45-22-48-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETE DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-10-82).

JEMBRASSE PAS (Fr.-It.) : Cnd Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juliet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; UGC Blariz, 8 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-96-40) ; 14 Juliet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Nations, 12 (43-43-43-43) ; UGC Bobino, 12 (45-61-94-94) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; 14 Juliet Bastille, 11 (45-75-79-79) ; UGC Molière, 17 (42-48-00-18) ; Pathé Wepler 18 (45-22-48-01).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire, 8 (45-44-57-34).

JESUIT JOE (Fr.-v.o.) : Pathé Pontciné, 5 (43-54-15-04) ; Pathé Marguerite-Concorde, 8 (43-58-32-82).

JOU'AUX BOUT DU MONDE (Fr.-Aut.-v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-87-57) ; Saint-André des Arts, 1 (43-26-48-01) ; UGC Demos, 8 (42-25-10-10) ; George 9 (45-82-1-45) ; 88-88 : L'Europe en marche, 8 (45-82-1-45) ; La Bastille, 11 (43-07-48-08) ; Eucalcin, 13 (47-07-28-04) ; Kinopanorama, 15 (43-06-80-50).

LAARI (Burundais, v.o.) : Utopia, 5 (43-46-84-84).

LES DEUX DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 8 (48-33-10-82) ; Grand Prévis, 15 (45-54-46-85).

LINGUINI INCIDENT (A., v.o.) : George 9, 8 (45-82-41-41).

MALINA (Aut., v.o.) : Réflex Opéra, 1, 5 (45-64-42-94).

CEMBRE

« Exposition Géricault au Grand Palais », 14 (43-20-12-06), Centre Georges-Pompidou, 14 (43-20-12-06), Centre Georges-Pompidou, 14 (43-20-12-06).

« Les salons Napoléon III de la maison Opéra et le péage de la rue de Courcelles », 15 h 15, 5, rue du Docteur Buge, 15 (45-22-46-01).

« Exposition Géricault, 18 heures, entrée et exposition, Grand Palais (Parc de son histoire).

« Regarde croisés sur Braque, Picasso, Ernst... », 18 heures, Musée d'Art Moderne (Centre Georges-Pompidou).

CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : « L'insigne », par Jean Guillon (Académie des sciences morales et politiques).

36, rue des Sciences-Bourgois, 18 h 30 : « Décembre 1941 : l'Armistice en guerre », par P. Sraheim.

Musée de l'Homme, 17, place du Trocadéro, 19 h 30 : « Les civilisations des premiers hommes modernes » par H. Lumley.

« Histoire des premiers hommes modernes », par H. de Lumley (Muséum national d'histoire naturelle).

de France, 14 n° 40, metro Palais-Royal, terre-plein central (M. Banascard).

et vie quotidienne des rois et reines de France», 14 h 45, métro Palais-Royal, terre-plein central (M. Banas-
san)

- «Eugène Moreau on son appartemen-
t», 1D h 30, 14, rue de la
Rochechouart (l'Art et la manière).
- «Le nouvel Opéra Bastille, sa salle
de concert, sa scène et ses couloirs»,
13 h 30, sur les marches de
l'Opéra (M.-C. Lesnier).
- «La peinture française, de Watteau
à Delacroix», 14 h 30, au musée
du Louvre, porte Jequier
(P.-Y. Jastel).
- «La cathédrale orthodoxe russe
Sainte-Sophie de Novgorod», 14 h 30,
12, rue Daru (E. Romani).
- «Concérge et Sainte-Chapelle»,
14 h 30, 1, quel de l'Horloge
(S. Rostand).
- «Le Bouddhisme des Himalaya :
l'héritage culturel pour les Ténké»,
14 h 30, hall du Musée Guimet (La
Cécile).
- «Rubens au Louvre», 14 h 30,
entrée des groupes, passage Richelieu
(S. Rostand).
- «l'hôtel de Lassay, résidence du
président de l'Assemblée nationale»,
14 h 30, 23, quai d'Orsay (C. Merle).
- «Appartements royaux de Louis
et Victor, les appartements de la reine
de France», 14 h 45, métro Palais-
Royal, terre-plein central (M. Bonas-
sant).

LUNDI 9

« Gustave Moreau et son appartement », 10 h 30, 14, rue de La Rochefoucauld (l'Art en la manière).

« La nouvelle Opéra Bastille, ses coulisses de spectacle, la scène et ses collections », 10 h 30, 14, sur les marches de l'Opéra (M.-C. Lemerle).

« La peinture française, de Watteau à David au Louvre », 14 heures, Grand Salon du Louvre, porte Juiferré (P.-Y. Jostel).

« La cathédrale orthodoxe russe Saint Alexandre-Neviski », 14 h 30, 12, rue Daru (E. Roman).

« Les collections de la Chapelle », 14 h 30, 11, quai de l'Horloge (S. Rojon-Kern).

« Le Bourdonnement des Hirondines : l'intérieur de la Chapelle pour le Ténor », 14 h 30, tout du Musée Grévin (La Cavalier bleu).

« Rubens au Louvre », 14 h 30, entrée des groupes, passage Richelieu (M.-C. Lemerle).

« Hôtel de Lassalle, résidence du président de l'Assemblée nationale », 14 h 30, 33, quai d'Orsay (C. B.).

« Les collections de la Chapelle de Louvre et vie quotidienne des rois et reines de France », 14 h 45, métro Palais-Royal, train-plein centre (M. Ban-

« Exposition Géricault au Grand Palais, 15 heures, metro Champs-Élysées-Clémenceau (Europ Explo).

« La saison Napoléon III de la maison Opéra et le passage de la rue de Courcelles, 15 h 30, 5 rue du Docteur-Lavoisier (P. Bouchard).

« Exposition Géricault, 18 heures, entrée de l'exposition, Grand Palais (entr. et art historique).

« Regener, crols sur Saque, Flandre, 18 heures, Musée d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

CONFÉRENCES

23, quel de Cont, 14 h 45 :
« l'indigence », par Jean Guille (Accadémie des sciences morales et politiques).

36 rue des Francs-Bourgeois,
18 h 30 : « Décembre 1941 : l'Armée entre en guerre », par R. Strahm (Région Nord-Européenne).

Musée de l'Homme, 17, place du
Rocroi, 18 h 30 : « Les civilisations des premiers hommes modernes », par H. de Lumley

23, quai de Conti, 14 h 45 :
« L'Inégalité », par Jean Guittion (Académie des sciences morales et politiques).

36, rue des Francs-Bourgeois,
18 h 30 : « Décembre 1941 : l'Amérique entre en guerre », par S. Sinsheimer (Maison de l'Europe).

Musée de l'Homme, 17, place du Trocadéro, 18 h 30 : « Les civilisations des premiers hommes modernes », par H. de Lumley (Muséum national d'histoire naturelle).

ÉCONOMIE

ÉCONOMIE

BILLET

Austérité pour le Brésil et l'Inde

L'année 1992 s'annonce difficile, sinon explosive, dans ces deux pays « riches » du tiers-monde que sont le Brésil et l'Inde. En milieu de semaine, les autorités de Brasilia ont présenté au Fonds monétaire international (FMI) une lettre d'intention qui contient, au dire de nombreux économistes et hommes politiques, les germes d'une récession et d'un « massacre social ». Sollicitant auprès du Fonds une ligne de crédit de 2 milliards de dollars (près de 11 milliards de francs), le Brésil s'engage à suivre un contreprogramme d'un programme des plus austères : réduction de l'inflation de plus de 1 000 % par an à 20 % dès 1993, maintien de la rigueur monétaire et fiscale, désindexation des salaires. « On ne cherche pas à stimuler l'activité économique à court terme », a reconnu le ministre brésilien de l'économie, M. Marquês Moreira, estimant pourtant que son objectif était à la fois de combattre l'inflation et la pauvreté. L'opposition socialiste a aussitôt pronostiqué l'explosion de grèves en série, de manifestations populaires, l'augmentation de l'insécurité et de la violence dans le pays « quand le gouvernement mettra en pratique les promesses faites au FMI ». Le risque n'est en effet pas mince de voir les troubles gagner le Brésil à la faveur d'un programme strict de désinflation. S'il compte parmi les toutes premières puissances industrielles du monde, ce pays est aussi le lieu d'inégalités extrêmes que la potion du FMI pourrait bien aggraver encore. Présentée ces dernières années comme un exemple de réussite en matière de développement (en matière d'autosuffisance alimentaire notamment), l'Inde va pour la première fois recevoir de la Banque mondiale deux prêts d'ajustement structurel, ces appuis que les institutions de Bretton Woods réservent aux pays touchés par les déséquilibres macroéconomiques (budget, balance des paiements, réserves de change) et par l'inflation. Ces prêts, de 250 millions de dollars chacun, seront débiqués pour aider l'Inde à sortir de la zone critique dans laquelle elle est entrée, sur le plan de l'endettement en particulier. Il s'agit à court terme de réduire de façon significative les restrictions sur les taxes et les volumes d'importation, d'abaisser certaines subventions et de vendre une partie du capital des entreprises publiques. Une politique qui sera complétée, comme dans le passé, par des aides à des projets spécifiques, pour un montant estimé à 3 milliards de dollars en 1992. Au Brésil et en Inde, l'heure est à l'assainissement forcé. Malgré leurs richesses et leur vitalité, ces pays sont des géants aux pieds d'argile où le progrès est toujours pour demain...
ERIC FOTTORINO

Victime de la crise brésilienne

La zone franche de Manaus connaît la décadence

Hier encore fleuron du commerce et de l'industrie brésilienne, la zone franche de Manaus subit pour la deuxième année consécutive le contre-coup de la crise qui frappe le Brésil. Centre du caoutchouc jusqu'au début de ce siècle, la capitale de l'État d'Amazonas, située sur les rives du rio Negro, n'est plus le paradis des importateurs. La chute du commerce — principale et presque seule activité économique de la région — atteint 40 % par rapport à 1989.

MANAUS

de notre envoyé spécial
L'image de ce pôle industriel — le second en importance après celui de São Paulo — ressemble un peu aux deux hangars enstrués lors de sa création, il y a presque vingt-cinq ans : des bâtiments désuets n'abritant plus que des boutiques surannées et offrant des produits le plus souvent obsolètes à des prix sans intérêt. Le commerce

« de pointe », qui s'est, dans bien des cas, déplacé vers le centre-ville, souffre d'une égale désaffection. Destinée, lors de sa création par les militaires, à occuper économiquement un gigantesque territoire impossible à coloniser, la zone a connu au départ un boom considérable, attirant une population nombreuse. Aujourd'hui, le million et demi d'habitants de Manaus a le plus grand mal à trouver du travail. Le chômage touche 50 % de la population et la ville est en pleine dérive.

Selon le président de la SUFRAMA (l'organisme de tutelle administrative de la zone franche), M. Alfréd Nasciménto, « les Industriels ne se sont pas préoccupés des prix des produits qu'ils fabriquaient et moins encore de leur qualité ». Pour l'essentiel la production (plus de 90 %) était destinée au marché intérieur dans un pays qui était à l'époque un pays qui était la Colombie et le Venezuela. Pour l'essentiel, la production était destinée au marché intérieur dans un pays qui était à l'époque un pays qui était la Colombie et le Venezuela.

Quand Collor de Mello a considérablement diminué l'intérêt de la zone. Enclavée dans une région relativement hostile, sans autre moyen de communication important que le fleuve Amazone ou l'avion, dont les prix n'ont cessé d'augmenter, Manaus s'est retrouvé isolé. Paradoxalement, en raison de réglementations anciennes que les élus de l'Amazonie s'achèment à faire évoluer, les exonérations fiscales et le taux des droits de douanes n'incitent plus aujourd'hui à commercer ou à produire dans la région. La modification prochaine de la législation devrait empêcher que la situation ne se détériore davantage.

L'espoir d'une renaissance

Certains, comme le gouverneur de l'État, M. Gilberto Mestrinho, anticipent même une renaissance : « Nous allons devenir le principal port d'entrée des importations brésiliennes et c'est une chance unique pour l'Amazonie », dit-il. Un optimisme que l'on retrouve chez le président de l'association du commerce, M. Belmiro Gonçalves Vianez Filho, qui insiste sur « l'expérience et les contacts entretenus avec les exportateurs étrangers depuis un quart de siècle ». « Nous serons plus obligés d'importer des composants brésiliens dans nos produits, ce qui constituait un handicap ».

Le président du CIEAM (Centre des industries de l'État d'Amazonas), M. Cristovao Marques Pinto, est aussi enthousiaste : « Nous avons déjà une trentaine de dossiers de demande d'installation venant de la part de Coréens et de Japonais ». M. Marques Pinto, qui dirige l'usine de BASF à Manaus, affirme qu'un doubler de la production de caoutchouc andio et vidéo a déjà été décidé : « Cette période de crise doit être pour nous le moment de nous préparer à un redémarrage, qui ne manquera pas de se produire ».

Manaus et sa zone franche d'en sont pas encore là. Parmi les chefs de quelque 800 entreprises que compte la région, dont 240 sont importateurs, et les propriétaires des 2 400 établissements commerciaux, beaucoup mettent leurs employés en chômage technique ou en vacances forcées, à quelques semaines des fêtes de fin d'année. Même les plus optimistes ne prévoient pas d'embellie avant la fin du carnaval, au mois de mars.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Les soubresauts de l'économie américaine

La dégradation de l'emploi fait craindre une nouvelle récession aux États-Unis

La stabilité du taux de chômage américain en novembre (6,8 %) ne doit pas masquer une réalité inquiétante : au cours du mois passé, l'économie des États-Unis a supprimé 241 000 emplois, au lieu d'un gain de 4 000 postes de travail en octobre. Si cette perte, la plus élevée depuis mars, ne s'est pas répétée dans le taux global de chômage, c'est seulement en raison de la contraction de la population active (-300 000 personnes) pendant la même période.

Cette dégradation est beaucoup plus forte que prévu puisque les analystes tablèrent en moyenne sur 35 000 suppressions d'emplois. Elle montre que la reprise de la croissance, amorcée au printemps dernier, s'est quasiment arrêtée, certains experts parlant même d'une

recrudescence dans la récession. L'inquiétude grandissante outre-Atlantique pourrait se traduire par une chute de la consommation des ménages qui représente à elle seule les deux tiers du produit national brut (PNB) américain.

Alors que le dollar connaissait vendredi un nouvel accès de faiblesse (5,35 francs à Paris), les autorités monétaires ont relâché les rênes du crédit pour redonner du souffle à l'économie. La Réserve fédérale (Fed) a injecté des liquidités dans le système bancaire afin de faire baisser d'un quart de point (4,4 % contre 4,75 %) les taux interbancaires au jour le jour.

Mais force est de constater que la baisse des taux d'intérêt depuis un an aux États-Unis a eu jusqu'ici peu d'impact sur la croissance.

L'ouverture des magasins britanniques

Quand le gouvernement ferme les yeux le dimanche...

Pour compenser les effets de la récession, les chaînes de magasins de grande surface ouvrent leurs portes, les unes après les autres, le dimanche. Le gouvernement laisse faire cette violation de la loi. L'Eglise d'Angleterre proteste.

LONDRES

de notre correspondant

Le premier dimanche de la révolte a été salué comme un succès par les principales chaînes de grandes surfaces, et comme un échec par les partisans du maintien du statu quo. À travers l'Angleterre et le pays de Galles, plusieurs centaines de magasins appartenant aux groupes les plus renommés — Asda, Sainsbury's, Safeway, Asda et Gateway — ont ouvert leurs portes, en violation du Shop Act de 1950, hérité des lois victorienne et toujours en vigueur, qui interdisait la commerce dominical.

De nombreuses boutiques ont rejoint ce mouvement, lequel est vivement condamné par l'Eglise d'Angleterre, ainsi que par les représentants de divers autres cultes. Le primat de l'Eglise d'Angleterre, le Dr. George Carey, archevêque de Canterbury, estime que ce commerce à pour effet de miner l'institution d'une journée hebdomadaire vouée au culte.

Des milliers d'emplois

Pour mener cette croisade, le Dr. Carey n'est pas seul : plus de soixante-dix parlementaires, appartenant aussi bien au Parti conservateur qu'au Parti travailliste et activement soutenus par le toujours puissant lobby puritain, ont signé une motion critiquant la position pour le moins ambiguë du gouvernement. Mme Angela Rumbold, secrétaire d'État à l'Intérieur, a, en effet, confirmé que le gouvernement n'ignorerait pas que les supermarchés s'approprient à braver la loi, laissant entendre que celui-ci avait choisi de fermer les yeux.

Le premier ministre lui-même s'est contenté de qualifier la loi de « bizarre », ajoutant qu'un

compromis devait être trouvé entre les thèses en présence. M. Major est personnellement partisan d'une réforme d'une législation surannée et hypocrite, qui permet d'acheter des ravens parnographes le dimanche (dans les kiosques), mais pas la Bible. Le gouvernement britannique ne peut, cependant, prendre aucune décision tant que la Cour européenne de justice n'a pas rendu son arrêt à la suite d'une requête de la Chambre des lords. La question est de savoir si la loi britannique contrevient aux dispositions du traité de Rome sur la liberté du commerce. En attendant, la position officielle est... de ne pas en avoir.

La mini-lutte des finances constitue, à lui seul, un puissant groupe de pression en faveur d'une libéralisation, et donc en faveur des grandes surfaces, lesquelles, comme tous les emmarchés, sont durement frappées par la récession économique : les ventes de détail ont enregistré une nouvelle baisse de 0,5 % en octobre. Face au laxisme manifesté par les pouvoirs publics, la révolte du emmarché dominical va prendre de l'ampleur au cours des prochaines semaines. Le gouvernement est d'autant plus décidé à l'ignorer que bon nombre de Britanniques souhaitent pouvoir travailler le septième jour.

Londres vient, à cet égard, de remporter une victoire symbolique importante sur le plan communautaire. La Commission de Bruxelles — sous la menace britannique de s'opposer à des emprunts dans d'autres domaines lors du sommet européen de Maastricht — a accepté de ne pas insister sur l'application d'une directive prévoyant notamment l'interdiction dans tous les pays de la Communauté du travail dominical. Le Grande-Bretagne estime qu'une telle disposition aurait pour conséquence de mettre en danger des milliers d'emplois, tout en représentant un manque à gagner évalué entre 2 et 5 milliards de livres par an.

LAURENT ZECCHINI

Pour rompre leur isolement

Les pays du Pacte Andin vont créer une zone de libre-échange

Stimulés par l'échéance de 1993 en Europe et le vent d'intégration qui souffle sur l'hémisphère, les pays du Pacte andin (créé en 1969) mettent les bouches doubles pour tenter d'échapper au risque d'isolement et ne pas se laisser marginaliser par les grands groupes économiques en formation à travers le monde. Réunis à Carthagène en Colombie, au sein du sommet du groupe de Rio (1), les cinq présidents andins se sont réunis, jeudi 5 décembre, de constituer à partir de l'année prochaine une zone de libre-échange et d'union douanière. « En vingt ans, le pacte andin n'a jamais pris de mesures aussi importantes », a déclaré le président péruvien, M. Alberto Fujimori, cheville ouvrière de cet accord. Celui-ci a multiplié les pressions pour convaincre ses partenaires andins de donner un coup d'accélérateur à l'intégration. L'accord d'union douanière coécrit à Carthagène entrera en vigueur dès le premier janvier 1992, soit trois ans plus tôt que prévu. Il aura pour conséquence l'unification

des taxes sur les importations en provenance de pays tiers. À la même date, une zone de libre-échange sera mise en place entre la Bolivie, la Colombie et le Venezuela. Pour l'Équateur et le Pérou, l'abolition des taxes et des services entre États membres deviendra effective six mois plus tard.

Les présidents andins ont aussi décidé d'entreprendre bientôt des pourparlers avec l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay, regroupés au sein du marché commun du Cône sud (Mercosur) ainsi qu'avec le Chili et le Mexique qui visent à passer au stade de libre-échange. Leur démarche s'inscrit dans la perspective de la création d'une vaste zone de libre-échange dans l'hémisphère occidental pour l'an 2000, comme les treize présidents du groupe de Rio en avaient exprimé le vœu quelques jours auparavant.

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) Les principaux pays d'Amérique latine et la Jamaïque.

Autonomie accrue et plus grande responsabilisation des dirigeants

IBM fait sa perestroïka

IBM se réorganise en profondeur. Le numéro un de l'informatique mondiale a révélé jeudi 5 décembre les détails d'un plan qui doit lui permettre de gagner en autonomie et en flexibilité.

Au fil des semaines, le géant de l'informatique IBM fait sauter les tabous qu'il s'était imposés. Après avoir conclu une alliance avec Apple, son anti-modèle, son frère ennemi, rompu les liens privilégiés qui l'unissaient avec l'éditeur de logiciels Microsoft, annoncé la semaine dernière un vaste plan de suppressions d'effectifs prévu en 1992 sur les 350 000 que compte le groupe, John Akers s'attaque désormais aux structures. Dans le colosse, le mode de fonctionnement ultracentralisé du paquebot IBM,

gogo de puissance durant les années fastes de « Big Blue », encourageant à l'immobilisme et au handicap à l'heure où l'ensemble du monde informatique vit une remise en cause perpétuelle, selon le patron du groupe. La nouvelle organisation présentée mercredi 4 décembre par M. Akers devant ses instances dirigeantes et rendue publique le lendemain a pour but de responsabiliser davantage ses troupes et de les rapprocher des marchés.

Premier bouleversement : l'introduction d'un management autonome par ligne de produits. Désormais, grands systèmes, mini-ordinateurs, ordinateurs personnels et stations de travail, composants, disques et télécommunications, feront l'objet d'une gestion plus individualisée. Grosso modo, le PDG du groupe applique à l'ensemble du groupe ce qui a déjà été testé chez IBM-Europe.

Auparavant, le siège parisien d'IBM traitait. Peu à peu, les procédures de « reporting » ont été assouplies. IBM-Allemagne est, par exemple, responsable des grands systèmes pour l'ensemble du Vieux Continent. Elle traite directement avec la direction « grands systèmes » aux États-Unis, sans passer par l'intermédiaire de Paris. Il en est de même pour IBM-Royaume-Uni dans le domaine des ordinateurs personnels, d'IBM-France pour les télécommunications, ou d'IBM-Allemagne pour les systèmes intermédiaires.

Filiatrisation d'activités

Le plan Akers ne s'arrête pas là. Il prévoit — chose impensable chez IBM il y a encore quelques mois — la filiatrisation de certaines activités, comme la division imprimantes. IBM se donne ainsi les moyens d'ouvrir le capital des sociétés ainsi créées à d'autres partenaires.

Les entités mises en place seront plus autonomes... et donc plus responsables de leurs résultats. La démarche n'est pas en soi inédite. Son rival américain, le groupe DEC, l'a même précédée en réformant complètement ses structures au cours de l'été dernier. Mais pour IBM, de par sa culture, son mode de fonctionnement très bureaucratique, le pas était plus difficile à sauter.

L'ampleur de cette révolution culturelle laisse d'ailleurs perplexes certains observateurs outre-Atlantique. « Il ne suffit pas de proposer un nouveau schéma organisationnel pour faire évoluer les esprits », résumait M. Tom Peters, l'un des plus célèbres consultants en management aux États-Unis, dans l'hebdomadaire Business Week par jeudi.

CAROLINE MONNOT

Les regroupements dans le transport aérien

Les pourparlers entre British Airways et KLM seraient proches du dénouement

AMSTERDAM

de notre correspondant
Selon les médias néerlandais, les discussions que mènent, depuis le mi-octobre, British Airways et KLM approchent du dénouement. Les deux compagnies aériennes paraissent devoir fusionner, tout en continuant d'exister séparément, et d'être cotées respectivement aux Bourses de Londres et d'Amsterdam.

British Airways et KLM deviendraient les actionnaires d'un holding qui assurerait la gestion de leurs activités. Le pouvoir serait également

partagé entre les deux compagnies mères, qui auraient le même nombre de représentants à la direction. En cas de succès, un conseil spécial serait appelé à trancher, au sein duquel British Airways aurait un poids prépondérant, afin de refléter sa supériorité économique. La compagnie britannique a enregistré, en 1990, un chiffre d'affaires de 49,5 milliards de francs contre 19,5 milliards de francs pour KLM.

La première a clos le dernier exercice sur un bénéfice (930,5 millions de francs) et la seconde sur un déficit (1 050 millions de francs). Le souci

des négociateurs a été de dégager une formule permettant à British Airways de garder une voix prépondérante et à KLM de ne pas se laisser évincer. La discussion se poursuit à propos de la répartition des bénéfices. British Airways en revendiquerait au moins 35 %. La clé de partage des bénéfices semble constituer le dernier obstacle à une fusion qui donnerait naissance à la première compagnie européenne, sous réserve de l'accord des gouvernements respectifs et du feu vert de la Commission européenne.

CHRISTIAN CHARTIER

EN BREF

o L'URSS achète plus de 500 000 tonnes de blé américain. L'Union soviétique a acheté 513 700 tonnes de blé américain à des prix subventionnés, a annoncé, vendredi 6 décembre, le département américain de l'Agriculture. Celui-ci versera une subvention moyenne de 52,16 dollars par tonne, dans le cadre du programme de soutien aux exportations lancé en 1985 par le président Reagan et poursuivi par son successeur. Cinq exportateurs effectuèrent la livraison, prévus pour décembre 1991 : Minus International (25 000 tonnes), Cargill (120 000 tonnes), Louis Dreyfus Corp. (219 500 tonnes), Harvest States Cooperatives (50 000 tonnes) et Centioceal Grain (99 200 tonnes).

o Temps de travail : l'industrie de l'habillement réclame plus de flexibilité. Le président de l'Union des industries de l'habillement (UIH), M. Henri Weil, a souhaité, vendredi 6 décembre à Bordeaux, une plus grande « flexibilité du temps de travail, dans un consensus social ». Seule, cette flexibilité permettrait selon lui de répondre à des commandes de dernière minute, sans recourir alternativement au travail clandestin ou au chômage partiel. M. Weil n'a pas précisé ce que devrait être ce réaménagement, mais a indiqué que celui-ci faisait l'objet d'une étude à l'initiative du ministère du travail.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 2 AU 6 DÉCEMBRE

PARIS

Ciel d'orage

INDICE CAC 40
- 3,10%

De toutes parts, l'horizon a été bouché cette semaine, assombrissant un peu plus un marché gagné depuis plus de deux mois par le « printemps ».

Après son plus haut de l'année (1 888,35, le 23 septembre), l'indice CAC 40 n'a fait que se dégrader malgré quelques sursauts. Le recul est allé en s'accentuant au cours de ces trois dernières semaines, l'accélération ayant été provoquée par le craquement de Wall Street à la fin novembre. Les cinq séances écoulées n'ont pu enrayer la tendance puisque le recul atteint les 3,1 %.

A l'exception d'un petit redressement mardi (+ 0,79 %), toutes les journées ont été maussades (- 1,78 % lundi, - 0,48 % mercredi, - 0,62 % jeudi et - 1,03 % vendredi). Au soir de la Saint-Nicolas, l'indice CAC 40 a terminé à 1 885,72. La progression des valeurs depuis le début de l'année n'est plus que de 11 % alors qu'elle avait culminé à 25 % à peine deux mois. La place française est désormais revenue à son niveau du 19 août dernier, journée marquée par la tentative de coup d'Etat contre le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev.

Les mauvaises nouvelles sont arrivées des quatre points cardinaux. Lundi 2 décembre, le coup de froid est venu du pays du Soleil-Levant (- 3,1 % à Tokyo), les investisseurs nippons s'inquiétant du ralentissement de

l'économie japonaise. Le tourbillon a été provoqué ensuite par des vents venant des États-Unis et d'URSS. La Vneshekonombank (VEB), banque du commerce extérieur soviétique, en suspendant mercredi le paiement de sa dette, a perturbé immédiatement les marchés.

Le plus inquiétant est venu d'outre-Atlantique, avec la révision à la baisse du produit national brut au troisième trimestre (+ 1,7 % contre + 2,3 % à la première estimation) mercredi et l'aggravation de la situation de l'emploi (241 000 postes supprimés en novembre) vendredi. Ces statistiques ont de nouveau entamé les espoirs en une reprise de l'activité en Amérique du Nord. A cela s'est ajouté le trouble venu d'Allemagne malgré le maintien jeudi des taux à leur niveau. Les investisseurs s'attendant à une modification des parités monétaires au sein du système monétaire européen (SME) après le sommet de Maastricht des 9 et 10 décembre. En attendant, le mark est demeuré très fort par rapport au franc, et le dollar a poursuivi son recul.

La déception de Dior

Les déconvenues cette semaine auront été variées. La plus spectaculaire est sans nul doute la désaffection des actionnaires envers Christian Dior. Le placement en France, contrairement à celui de l'étranger, est loin d'avoir été un succès. La demande pour ce groupe de luxe a été à peine deux fois et demie

supérieure à l'offre (3,2 millions d'actions sollicitées pour 1,3 million offertes). Mais, plus troublant, dès le premier jour de cotation, jeudi, la titre est tombé sous sa valeur d'émission, passant de 410 francs à 404 francs et perdant 1,5 %. Le recul s'amplifiera le lendemain avec un tassement de 4 % sur le marché au comptant (387,80 francs). « Rien ne justifie cette déroute, il faut laisser passer l'orage », effirment-on au siège du groupe. Qui sera-t-il pour le Crédit local de France (CLF), cette fausse privatisation, dont la première cotation interviendra le 11 décembre ? Là aussi, les résultats décevront le peu d'optimisme français pour les valeurs mobilières. Dans ce contexte, l'ERAP maitre-t-il les 2 % du capital d'Elf-Aquitaine sur le marché comme prévu ?

Autre déconvenue de la semaine, Métrologie internationale. La valeur en l'espace d'une semaine a chuté de 30 %. Selon des rumeurs, ce groupe de distribution informatique aurait pâti d'une discussion entre son président, M. Roger Haddad, et ses banquiers. « Il est évident que, dans la difficulté, nous sommes solidaires », lui aurait-il dit au cours d'une réunion privée. Les banquiers auraient interprété ses propos comme l'immence d'un départ de ban, le dégoût étant en cours de reconstruction après avoir enregistré au premier semestre une perte de 80 millions de francs...

Cette grisaille a été un temps troublée par les spéculations autour de CMB Packaging. La

hausse aurait été alimentée par des achats en provenance de Londres sur des rumeurs de cession d'un des deux grands actionnaires de ce groupe d'emballages, le français CGP ou le britannique MB Carabon.

Enfin, la semaine aura été aussi marquée par les offres publiques d'achat (OPA). Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), organisme chargé de la réglementation boursière, a accepté l'offre lancée sur les deux tiers du capital du Printemps par Pinault et celle sur l'intégralité des actions d'Exor par l'Infin, holding du groupe italien Agnelli. Une décision qui n'a pas l'air d'avoir satisfait les minoritaires, puisque ceux du Printemps demandent une extension sur la totalité des actions, et ceux d'Exor un prix supérieur à celui retenu. Vendredi, s'est achevée l'OPA sur la Compagnie des aigaux et d'équipement électronique (CSE). Quadral, qui reste le premier porteur de titres, n'aurait pas réussi à collecter d'actions. En effet, les deux autres actionnaires minoritaires du groupe, GPG et l'italien Finmeccanica, ont bloqué l'opération en maintenant le cours de la CSE nettement au-dessus des 150 francs proposés pour l'OPA. Une assemblée générale, vendredi, a réuni les protagonistes dans une ambiance tendue mettant en évidence les oppositions. Des représentants du personnel ont alors vivement réagi, souhaitant pour l'entreprise que la guerre des trois n'ait pas lieu.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Inquiétudes

INDICE DOW JONES
- 0,28%

Wall Street s'est légèrement dépréciée sous le poids des inquiétudes sur l'état de santé de l'économie américaine. Un rebond technique d'une quarantaine de points en début de semaine a toutefois limité les pertes. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 0,28 % par rapport à la semaine précédente.

La progression de lundi a été suivie par des prises de bénéfices dans les séances suivantes, les investisseurs institutionnels ne souhaitant pas prendre de risques en cas de nouvelle chute de Wall Street. Les inquiétudes persistent sur l'état de santé de l'économie américaine, qui pourrait courir le risque d'une récession en deux temps, ont été renforcées par la révision en baisse de la croissance au troisième trimestre. A cela s'est ajoutée la nouvelle vague de suppressions d'emplois en novembre.

Cette dernière donnée a encouragé la Réserve fédérale américaine (Fed) à assouplir sa politique de crédit vendredi en provoquant la baisse du taux interbancaire au jour le jour. Certains experts se sont montrés sceptiques face à cette nouvelle tentative du Fed pour relancer l'économie américaine, soulignant que la forte baisse des taux d'intérêt depuis un an a

eu très peu d'effet sur la croissance. « C'est une goutte d'eau dans la mer », a estimé M. Alan Aekerman, vice-président chez Reich and Co. La dégradation de l'emploi inquiète car elle pourrait être suivie par un nouveau recul des dépenses de consommation et d'une éventuelle recrudescence de la récession. L'enquête des directeurs des achats des grands groupes industriels américains s'est par ailleurs montrée que l'économie américaine a continué à croître en novembre mais à un rythme nettement plus lent que le mois précédent.

Indice Dow Jones du 6 décembre : 2 886,40 (c. 2 894,68).

	Cours 29 nov.	Cours 6 déc.
Alcoa	58 1/2	58 5/8
AT&T	36 1/4	37 3/8
Bectel	44 1/4	43
Chase Man. Bank	15	14 7/8
De Pont de Nemours	44 3/8	44 7/8
Eastman Kodak	46 5/8	46
Exxon	50 5/8	51 1/4
Ford	24 1/8	23 7/8
General Electric	64 3/4	63 7/8
General Motors	30 3/4	29
Goodyear	47 7/8	48 1/4
IBM	92 1/2	89
ITT	51 3/4	51 1/2
Mobil Oil	64 3/4	64
Pfizer	66 1/4	69 1/2
Schlumberger	61	61 1/4
Texaco	58 1/4	57 3/8
Ual Corp. (ex-Alleg)	125	116 3/4
Union Carbide	17 1/2	17 1/4
United Tech.	47 5/8	46 3/8
Westinghouse	15 7/8	15
Xerox Corp.	62	63 1/2

TOKYO

Quatrième semaine de baisse

INDICE NIKKEI
- 1,06%

La Bourse de Tokyo a atteint son plus bas niveau depuis trois mois, et la plupart des investisseurs envisagent une vague de ventes à l'approche de l'expiration de la quatrième semaine de baisse hebdomadaire. L'indice Nikkei a clôturé sous la barre des 22 000 yens lundi pour la première fois depuis le 28 août. Il a ensuite fluctué pour terminer la semaine à 22 445,06 yens, en baisse de - 1,06 % par rapport à la semaine précédente. Il s'agit de la quatrième baisse hebdomadaire consécutive. Le volume des transactions a été peu florissant avec une moyenne quotidienne de 218,4 millions d'actions échangées pour une valeur de 229,5 milliards de yens. La semaine précédente, 250,9 millions d'actions avaient changé de main pour un montant de 225,3 milliards de yens.

La journée la plus marquante fut celle de lundi. Ce jour-là, le Nikkei a plongé de 695,06 yens (3,1 %) pour s'établir à 21 992,29 yens après une chute des indices des

transactions à terme. Les investisseurs ont également été refroidis par la publication des résultats semestriels des sociétés qui se sont révélés pires qu'ils ne l'attendaient. Le Nikkei a gagné ensuite 0,79 % puis 2,27 % (mardi et mercredi) avant de reperdre 0,93 % jeudi puis 0,06 % vendredi. Le gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasuhiro Mieno, a continué à écarter l'éventualité d'une nouvelle baisse du taux officiel d'escompte - après la baisse de 0,5 point le 14 novembre à 5 % par an - laissant supposer peu de mouvements importants sur le marché.

Indices du 6 décembre: Nikkei 22 445,06 (c. 22 687,35); Topix 1706 (c. 1 731,30).

	Cours 29 nov.	Cours 6 déc.
Akai	826	834
Bridgestone	1 070	1 080
Canon	1 340	1 400
Fuji Bank	2 560	2 440
Honda Motor	480	1 510
Matsushita Electric	1 410	1 400
Mitsubishi Heavy	672	673
Sony Corp.	4 500	4 250
Toyota Motor	1 470	1 460

LONDRES

Affecté par Maxwell
- 1,3%

La Bourse de Londres s'est nettement dépréciée, affectée par les rebondissements de l'affaire Maxwell et la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemands. L'indice Footsie, en perdant 1,3 %, est tombé à son niveau le plus bas depuis neuf mois. L'effondrement sous le poids de sa dette de tout l'empire de presse et d'édition fondé par Robert Maxwell, un mois tout juste après sa mort, et la découverte d'apparentes malversations financières dans la gestion des sociétés qui le composaient ont déprimé les investisseurs, qui s'inquiètent pour le remboursement de la lourde dette de près de 4 milliards de livres. Au début de la semaine, la persistante faiblesse de la livre sterling, due aux craintes d'un relèvement des taux allemands, a un peu plus alourdi le marché.

Indices « FT » du 6 décembre : 100 valeurs, 2 398,7 (c. 2 420,2); 30 valeurs, 1 802,8 (c. 1 839,7); mines d'or, 163,5 (c. 171,4); Fonds d'Etat, 87,70 (c. 86,04).

	Cours 29 nov.	Cours 6 déc.
Bovater	6,78	6,57
BP	4,03	3,90
Charter	5,27	4,93
Comstar	4,69	4,56
De Beers	17,59	16,25
Glaxo	7,53	8,03
GLS	15,65	15,50
ICI	12,01	11,62
Reuten	9,83	9,48
Shell	4,92	4,78
Unilever	8,21	8,28
Vickers	1,50	1,62

FRANCFORT

Troublée par l'URSS
- 0,53%

La Bourse de Francfort, troublée par la dégradation de la situation économique soviétique et par la décision de la banque du commerce extérieur de ne plus rembourser sa dette, a fait preuve de nervosité. Les valeurs se sont alors dépréciées en moyenne de 0,53 % au cours de la semaine. Selon la Commerzbank, aucune évolution à court terme n'est à attendre auprès des Bourses allemandes, influencées également par la conjoncture américaine en repli ainsi que par une stricte politique monétaire menée par la Bundesbank.

Cependant, les perspectives à moyen terme sont encourageantes, a ajouté la troisième banque allemande, en raison d'une hausse attendue des exportations allemandes, à la suite d'un renouveau du commerce mondial. Le volume des transactions sur le marché des actions des huit places boursières allemandes s'est élevé cette semaine à 22,71 milliards de DM.

Indices du 6 décembre: DAX, 1 558,18 (c. 1 566,57); Commerzbank 1 801,8 (c. 1 814,60).

	Cours 29 nov.	Cours 6 déc.
AEG	204	202
BASF	229,40	227,50
Bayer	274	273,20
Commerzbank	243	1 795,80
Dresdnerbank	655	654,50
Karstadt	225,50	224,50
Karlshaus	630	619,50
Mannesmann	241,50	243
Siemens	610	607,50
Volkswagen	301,30	294,40

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	6-12-91	Diff.
AGF	450	- 20
AXA (ex-Cic Mid)	780	- 53
Bail Equipement	105	- 3,90
Banque (C*)	417,50	- 34,50
Cicem	590	- 40
CCF	159,20	- 3,30
CFI	896	- 31
Chargers	306,60	+ 0,60
CPR	873	- 42
Eurofrance	225	- 73
GAN	1 552	- 119
Locindus	711	- 19
Paribas	344	- 25
Schneider	432,50	- 15,50
Société générale	725	- 7
Sovac	271,50	- 14,50
Suez (C* fin.)	477	- 3,70
UAP		

Alimentation

	6-12-91	Diff.
Béghin-Say	548	- 22
Bongrain	2 435	- 84
BSN	948	- 2
Carrefour	1 236	- 22
Cassio, G. Per	1 320	- 3,60
Guyenne-Gasc	1 335	- 25
LVMH	3 929	- 80
Olipar	1 665,50	- 15,50
Perrier-Ricard	1 215	- 63
Prodoma	2 656	+ 10
Saint-Louis	1 148	- 80
Source Perrier	1 235	- 35
Pollet	37 250	- 190
Neut		

Métallurgie, construction mécanique

	6-12-91	Diff.
Alpi	310	- 11
Dassault Aviation	313,50	- 1,50
De Dietrich	1 430	+ 105
Fives-Lille	325	+ 2
Penhoit	460	- 100
Peugeot	563	- 23
SACEM	1 600	- 50
Strifor, Facon	698	- 26
Valco	533	- 32
Valloire	258,5	- 6,50

Bâtiment, travaux publics

	6-12-91	Diff.
Auxil, d'enfr.	1 042	+ 17
Bouygues	490,10	- 34,90
Ciments français	276,10	- 16,40
OTM	336,10	- 0,90
Immob. Phénix	1 555,30	- 3,40
S. Lefebvre	776	- 40
Lafarge-Coppée	303	- 10
SCIE-SB	207	- 8

Pétroles

	6-12-91	Diff.
BP-France	123	- 7
ELF-Aquitaine	375,20	- 5,60
Esso	641	+ 11
Primagaz	561	- 5
Sogehap	341	- 17
Total	966	- 30
Exxon	314	- 12,40
Petrofina	1 720	+ 14
Royal Dutch	427,60	- 6,40

Mines, caoutchouc

	6-12-91	Diff.
Géophysique	539	- 66
Indal	218,50	- 1,50
Métaleurop	66	- 3
Michelin	115,50	- 7,5
RTZ	46,65	- 3,95
ZCI	1,77	+ 0,05

Mines d'or, diamants

	6-12-91	Diff.
Anglo-American	215,70	- 13,30
Buf. Gold M.	60,70	- 2,10
De Beers	156,20	- 5,50
Drief. Cons.	69,50	- 3,20
Gencor	22	- 1,30
Harmony	34,20	- 1,10
Randfontein	28,35	+ 1,30
Saïnt-Helena	41,20	- 0,05
Western Deep	221,30	- 8,70

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	6-12-91	Diff.
8,80 % 1977	123,57	+ 0,12
10 % 1978	100,35	- 0,15
9,80 % 1978	100,25	- 0
9 % 1979	99,35	- 0,6
10,80 % 1979	102,1	+ 0,05
CNE 3 %	4169	- 98,7
CNE 5 000 F	98,6	- 0,2
CNE 5 000 F	98,65	- 0,15
CNE 5 000 F	99,1	+ 0,05

Filatures, textiles, magasins

	6-12-91	Diff.
Agache (Fin.)	881	- 214
BHV	2 300	- 61
Domart	2 200	- 74
DNC	250,20	- 19,80
Gal. Lafayette	1 390	- 65
Nov. Galerie	429	+ 3
La Redoute	4 611	- 150
SCOA	20,50	- 2,20

Valeurs diverses

	6-12-91	Diff.
Accor	619	- 54
Air liquide	642	+ 4
Arjomati	2 368	- 7
Bic	265	- 40
Bit	570	- 6
CBP	924	- 16
Club Méd.	394	- 11
Essilor	308,50	+ 0,50
Eurodisney	131,30	+ 2,30
Europe 1	830	- 49
Euromed	37,20	- 1,80
Groupe Cifé	427	- 3
Hachette	1 645,80	- 9,30
Havas	438,20	- 9,30
Marine Wende	1 175	- 45
Navigation mixte	92,95	- 4,85
Nord-Est	679	- 4
L'Oréal	421	- 2
Saint-Gobain	961	- 6
Sanofi	205,10	- 13,40
Sauvies Châtillon	791	- 25
Six Rosignol		

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 décembre 1991
Nombre de contrats : 1421 376

COURS	ÉCHÉANCES			
	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92
Premier	106	106,22	107	-
+ haut	106,22	106,42	107,10	-
+ bas	105,84	106,06	107	-
Dernier	105,88	106,10	107	-
Compensation	105,88	106,10	106,86	106,76

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	29-11-91	2-12-91	3-12-91	4-12-91	5-12-91
RM	2 674 002	1 838 920	2 714 137	2 640 885	2 180 814
Comptant R. et obl.	6 099 394	7 637 205	5 965 480	5 500 111	6 237 500
Actions	121 538	131 331	68 800	882 864	178 016
Total	8 894 934	9 607 456	8 748 417	9 023 860	8 596 330

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	114,4	112,4	112,7	112,8	112,2
Françaises	109,7	108	108,7	108,6	107,7
Etrangères					

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Vers un réveil du marché allemand ?

Aiguillonné par la réussite du marché français, de nombreux spécialistes allemands espèrent, pour le début de l'année prochaine, une sorte de renaissance de leur propre compartiment, celui des obligations en marks qui, tout au long de 1991, a souffert d'un certain effacement. Certains des tout grands emprunteurs allemands ont même raison. Ils se montrent nettement plus intéressés par la monnaie allemande qu'il y a quelques mois. Ce changement d'attitude est vraisemblablement lié aux difficultés récentes du marché de l'écu qui, contrairement à ses principaux concurrents, ceux du franc ou du mark, n'est ouvert aux investisseurs que par intermédiaire. Un pays européen est déjà sur les rangs, la Belgique, dont le Trésor public envisage de lancer en janvier une grande émission internationale libellée en DM.

On attache une grande importance à des projets de ce genre qui promettent d'être plus significatifs que les transactions actuelles. Le compartiment allemand est présentement sollicité pour des montants assez importants par certains des meilleurs investisseurs du monde à qui il est fait un très bon accueil. Mais, comme leurs émissions s'inscrivent dans une conjoncture fiscale particulière, on ne saurait en tirer de conclusion définitive. Celle lancée par l'intermédiaire de la Dresdner Bank pour le compte de la Communauté européenne du charbon et de l'acier bénéficie d'un traitement de faveur en Italie. Les intérêts des titres seront entièrement versés aux investisseurs de ce pays, sans déduction d'aucun précompte. C'est peut-être la dernière opération de la CECA à qui il s'applique. Les investisseurs italiens en sont bien conscients et cela aggrave encore leur intérêt (le Monde daté 24-25 novembre).

Un second emprunt en marks, dont la durée est aussi de cinq ans, est également considéré comme une des réussites de la semaine.

L'affaire est placée sous la direction de la BHF-Bank. Son débiteur est la Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (Eurofin) qui, contrairement à la CECA, n'offre aux investisseurs italiens aucun avantage de nature fiscale. En revanche, ses titres sont très intéressants pour les Autrichiens. D'une façon générale, en 1991, une retenue à la source de 10 % vient réduire le revenu des placements en obligations, seules, celles émises par des organisations supranationales échappent à ce précompte. Les autorités de Vienne font preuve à cet égard de beaucoup de libéralisme. Elles en ont dérogé une fois de plus ces derniers jours en ajoutant un nouveau nom à la liste des débiteurs dont les titres sont exemptés de tout impôt anticipé. Il s'agit de NIB, la Banque d'investissement des pays nordiques, qui s'apprête à lever des fonds pour la première fois sur le marché autrichien. D'une durée de trois ans, son emprunt, dirigé par la Gira-Zentrale de Vienne, se montera à un milliard de schillings (près de 490 millions de francs). Son taux d'intérêt facial sera de 8,625 % et le rendement réel dépassera légèrement 8 %.

L'attrait des organisations supranationales

Globalement, la première semaine de décembre a d'ailleurs été marquée par une forte présence des emprunteurs supranationaux. La Banque européenne d'investissement a sollicité le marché de l'euro-dollar, la Banque mondiale celui de l'euro-yen et la Banque interaméricaine de développement celui du franc suisse. Ces transactions ont certainement bénéficié des privilèges fiscaux qui leur sont attachés en Italie ou en Autriche. Mais, comme dans le cas de la CECA ou d'Eurofin, cela n'explique pas tout. Leur succès reflète également l'attrait qu'exerce sur l'ensemble des investisseurs la qualité de signatures particulièrement

prestigieuses. En eurofrancs français, les emprunteurs se succèdent à un rythme soutenu. Il y a eu sept émissions nouvelles depuis le début du mois et les transactions prennent les formes les plus diverses.

Parmi les nouveaux débiteurs, une entreprise japonaise du secteur minier, Mitsui Mining & Smelting, cherchait, par l'intermédiaire d'un groupe de banques placé sous la direction du Crédit lyonnais, à lever pour 360 millions de francs d'obligations d'une durée de quatre ans, rémunérées au taux de 6,375 % l'an et munies de bons de souscription d'actions. Cette émission est la seconde d'une série de trois jours dans le compartiment français. Ailleurs, en particulier dans ceux du dollar, du franc suisse ou du mark, les emprunts japonais de ce type sont fréquents. Les banques françaises déploient de grands efforts pour attirer ces débiteurs sur le marché du franc. Elles n'y parviennent que lentement car elles ont un handicap à surmonter qui tient au faible nombre des établissements financiers habilités à diriger des emprunts en eurofrancs.

Aucune banque ou maison de titres japonaise n'a encore été autorisée à assurer le secrétariat d'une émission en francs. Elles le font couramment sur d'autres marchés et il est normal qu'elles dirigent vers ces autres places le gros des débiteurs japonais. Mais comme les entreprises nippones ont besoin de diversifier leurs sources de financement et que le marché du franc est un de ceux qui fonctionnent le mieux, elles ne peuvent plus l'ignorer. L'opération de Mitsui Mining est intéressante car les actions du débiteur ne sont pas cotées à la Bourse de Paris. Jusqu'à il y a peu de temps, de nombreux spécialistes pensaient que seules les sociétés cotées à Paris pouvaient envisager d'émettre de tels emprunts. On est désormais que le cercle des candidats est beaucoup plus large.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Lourde rechute du dollar

En reprise la semaine dernière, après un vif repli, le dollar a lourdement reculé cette semaine, tombant à son plus bas niveau depuis neuf mois, c'est-à-dire depuis mars dernier, au début de sa remontée après la guerre d'Éclair dans le Golfe : vendredi 6 décembre, en fin d'après-midi, en le retrouvant à 1,5650 deutschemark contre 1,63 deutschemark huit jours auparavant, et à 5,3650 francs contre 5,56 francs le 29 novembre. Motif ? La très mauvaise surprise constituée par une chute de 241 000 unités sur les emplois non agricoles aux États-Unis en novembre, alors que les prévisions ne portaient que sur une diminution de 31 000 à 33 000. Cette chute confirmait la crainte d'un essoufflement de la reprise économique de l'autre côté de l'Atlantique, déjà renforcée par une révision en baisse de la croissance du produit national brut américain au troisième trimestre 1991, ramené de 2,4 % à 2 %.

Certes, pour le deuxième trimestre, toujours après révision, le PNB a augmenté de 0,3 % au lieu de reculer de 1,3 %. Mais les chiffres rendus publics pour le troisième trimestre indiquent clairement que la reprise s'essouffait aux États-Unis, et, maintenant, les milieux politiques et financiers redoutent une dégradation de la situation au prochain trimestre, comme bien des indices semblent le suggérer. De plus, la stagnation de l'indice précurseur américain pourrait signifier l'approche d'une période de stagnation, selon plusieurs économistes.

Sur les marchés des changes, la réaction a été immédiate : le dollar a fléchi dans les minutes qui ont suivi, les opérateurs faisant remarquer que

la diminution des emplois en novembre était la plus forte depuis celle de mars dernier (258 000). Du coup, les milieux financiers internationaux s'attendent à une nouvelle diminution des taux directeurs de la Réserve fédérale des États-Unis, à commencer par celui du marché interbancaire (fédéral funds) qui a déjà glissé à 4,50 % au lieu des 4,75 % officiellement pratiqués. Le taux de l'escompte, abaissé à 4,50 % en novembre, et qui constitue un butoir, pourrait revenir à 4 %. Une telle diminution, face à une Bundesbank qui continue énergiquement à mener une politique de taux d'intérêt élevés, ne peut qu'entraîner le dollar vers les profondeurs, certains opérateurs le voyant déjà à 1,52 DM ou 1,50 DM en fin d'année ou au début de l'année prochaine. Rappelons que le billet vert avait, au début de 1991, atteint son plus bas cours historique contre le mark à 1,44 DM, sa cotation à Paris s'établissant aux environs de 4,90 francs. Nous n'en sommes plus très loin.

Faiblesse du franc

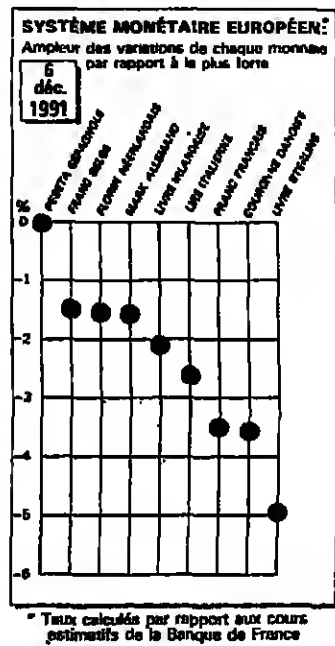
A dollar faible, mark fort, et les tensions se sont ravivées au sein du système monétaire européen, aux dépens du franc français et de la lire italienne. A Paris, la devise allemande a déjà renforcé par une révision en baisse de la croissance du produit national brut américain au troisième trimestre 1991, ramené de 2,4 % à 2 %.

les ans, à la même période, le franc s'affaiblit ou le mark s'affermi, au choix, sans doute en liaison avec le règlement des échéances de fin d'année, toujours assez difficiles en Allemagne. En janvier ou février, souvent, les tensions s'apaisent. Si elles ne s'apaisent pas, la Banque de France serait, probablement, contrainte de relever à nouveau ses taux directeurs.

Questionné sur ce sujet à sa conférence de presse du jeudi 5 décembre, le gouverneur de ladite banque, M. Jacques de Larosière, a répondu que la primauté de la stabilité monétaire était « totale », ajoutant, avec une prudence de serpent : « On verra, on s'adaptait au marché, on avisera. » Interrogé sur l'étrange faiblesse du franc, monnaie d'un pays dont les « données fondamentales » (inflation, prix, déficit budgétaire) sont bien meilleures que celles de l'Allemagne, le gouverneur a rétorqué, résigné : « C'est une question qu'il faut poser aux marchés », ajoutant que les errements passés de la France en matière d'inflation ont laissé dans les esprits une certaine « réticence ».

Autre devise affectée par la hausse du mark, la lire italienne a touché son plus bas cours par rapport à la devise allemande (758 lire), ce qui a entraîné des interventions de la Banque d'Italie.

F. R.



* Taux calculés par rapport aux cours hebdomadaires de la Banque de France

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 29 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,6120	—	16,4881	71,8997	63,6334	3,8064	56,2652	0,0041
Paris	1,5650	—	17,9720	69,8854	61,6439	2,9820	54,5256	0,00163
Bruxelles	3,7776	5,3740	—	305,3487	341,9662	16,3864	303,444	4,5197
Genève	3,8643	5,5080	—	307,3175	341,9935	16,5910	303,653	4,5371
Zurich	2,5294	1,9110	—	18,5141	18,5141	1,9110	18,5141	1,9110
Frankfurt	2,5113	1,9018	—	18,5141	18,5141	1,9018	18,5141	1,9018
Amsterdam	2,8775	1,5715	29,2426	112,9743	—	4,8633	88,7351	1,3216
Bruxelles	2,8775	1,5715	29,2426	112,9743	—	4,8633	88,7351	1,3216
Genève	58,7085	32,40	6,0290	23,2925	26,6172	—	18,2497	2,7340
Paris	58,894	33,50	6,0734	23,3449	26,5837	—	18,2660	2,7346
Amsterdam	3,2090	1,7710	32,9540	1,7711	112,6048	5,4660	—	1,4894
Bruxelles	3,2151	1,8240	32,9794	1,7780	112,6881	5,4746	—	1,4971
Milan	2154,468	1189	221,2384	854,707	756,6819	36,6975	673,3721	—
Tokyo	2164,50	1225	228,4833	859,689	762,6861	36,9271	673,3721	—
	219,286	128,30	23,8565	91,6339	81,5781	3,9267	72,884	0,1078
	220,32	130	23,8877	90,9923	80,8771	3,8905	70,8833	0,1064

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 décembre, 4,1918 F contre 4,2753 F le vendredi 29 novembre 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'ombre de la Bundesbank

Non, la Banque fédérale d'Allemagne n'a pas relevé ses taux directeurs jeudi 5 décembre. Oui, elle est capable de le faire dans quinze jours ou dans les semaines qui viennent, ou dans les premiers mois de l'année 1992. Les dirigeants ont multiplié les déclarations menaçantes, son président, M. Helmut Schlesinger, affirmant : « La Bundesbank ne peut se satisfaire d'un taux d'inflation de 4 % ». Evoquant l'accélération de la crois-

sance de la masse monétaire M3 depuis le début de l'année à 4,8 %, tout près du haut de la fourchette impartie (5 %), il a déclaré : « Dans ces conditions, je ne vois pas de place pour une baisse des taux ». Lui faisant écho, M. Otmar Issing, membre du directoire de la Banque fédérale, a estimé qu'un taux d'inflation de 4 % était « inacceptable » et de nature à déclencher une spirale inflationniste prix-salaires.

A l'issue du très long conseil d'administration de la Banque, le jeudi 5 décembre, M. Schlesinger a rendu publique la nouvelle fourchette de croissance pour la masse monétaire M3 en 1992, soit 3,5-5,5 % contre 4-6 % en 1991, ramené à 3-5 % en juillet dernier. Il a souligné que la nouvelle fourchette ne signifiait nullement un desserrement de la politique monétaire allemande, et souligné qu'il souhaitait voir le taux d'inflation de l'ex-RFA revenir à 2 %, mais, concède-t-il, pas avant 1993. M. Schlesinger a ajouté que personne, chez les partenaires sociaux, n'accepterait un regain d'inflation en Allemagne.

De toute façon, la Bundesbank ne pouvait, même si elle l'avait voulu, relever ses taux directeurs à la veille du sommet européen de Maastricht : cela eût constitué une véritable provocation. Mais rien ne l'empêchera de le faire après, à moins qu'une dégradation plus poussée de la conjoncture ne la rende prudente. Le PNB onest-allemand a fléchi de 0,5 % au troisième trimestre, après avoir baissé de 0,5 % au deuxième trimestre. Même si le PNB reste en augmentation de 2,5 % par rapport à la même période de 1990, les économistes considèrent que l'Allemagne occidentale est entrée en récession, l'activité devant encore faiblir au cours des deux prochains trimestres, et la croissance ne reprendra

qu'à l'été 1992. Par ailleurs, le chômage s'est aggravé en novembre.

Outre-Rhin, de bons esprits inclinent à penser que la Bundesbank a besoin d'un ralentissement de l'économie et d'une hausse du chômage pour calmer les revendications salariales et conjurer, ainsi, tout dérapage inflationniste. A Paris, la tendance a évolué en dents de scie sur un MATIF où le cours de l'échéance décembre a oscillé de part et d'autre de 106, finissant la semaine à 105,80 environ, soit un rendement de 8,91 % pour l'OAT dix ans, contre près de 9 % la semaine dernière, ce qui marque une légère amélioration.

L'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor s'est, sans surprise, effectuée à la hausse, le rendement de l'OAT dix ans passant de 8,80 % le mois dernier à 8,96 %, et celui de l'OAT treize ans s'élevant à 8,99 % contre 8,88 %.

Il convient de noter qu'un relèvement éventuel des taux directeurs allemands, essentiellement le Lombard, actuellement de 9,25 %, et qui pourrait passer à 9,75 %, était, en fin de semaine, pratiquement pris en compte par le marché : le loyer de l'argent au jour le jour oscille autour de 10 % et le taux du trois mois est proche de 9,78 %. Cette semaine, la Banque de France a publié sa nouvelle norme de progression pour la masse monétaire M3, soit une fourchette de 4 % à 6 % en 1992 contre 5 % à 7 % pour 1991. Cette norme se borne à prendre acte du ralentissement de l'économie en 1991, qui s'est traduit par une croissance moins rapide de M3 (5 % en perte annuelle pour l'instant), donc au bas de la fourchette assignée l'an dernier.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Les jours agités du cuivre

« Le cuivre, messieurs, le cuivre ! ». Ces par ces quelques mots rituels qui commencent chaque jour, au London Metal Exchange (LME), la cotation du métal rouge. Au même instant, Bis Ben retentissent des douze coups de midi. Si une sonnerie électrique a remplacé l'huissier oraculaire, la fixation des prix est restée un acte furtif qui dure à peine plus que le temps d'un éclair. Dix minutes le matin, autant l'après-midi. Tout va très vite, on ne comprend pas toujours très bien, des fortunes se font et se défont, le sort d'industries entières se joue autour du « ring » du LME. Si les contrats de livraison négociés sur le marché à terme portent sur une échéance de trois mois, c'est au cuivre qu'on le doit. A la fin du siècle dernier, on calculait qu'il fallait précisément trois mois à un navire de métal chargé à Valparaiso pour atteindre Londres. L'ouverture du canal de Suez en 1869 permit aussi de « toucher » l'étain malais dans le même délai.

Vieille institution créée en 1877 - l'année du premier tournoi de Wimbledon et de l'invention du téléphone par Graham Bell - le LME fut le joyau marchand et domestique de l'empire colonial britannique. On y traitait le cuivre de Zambie, l'étain de Malaisie, les métaux canadiens, australiens, sud-africains et nigériens.

Les prix restaient stables des mois durant sur Lombard Street, où la spéculation était bonnie. Ceux qui, parmi les « traders » londoniens, ont la mémoire de ces

eaux calmes, doivent trouver les temps bien changés. Les autorités du LME ont dû faire acte d'autorité en début de semaine en décidant de limiter à 25 livres par tonne et par séance les variations des prix du cuivre, soumis à une tentative d'étranglement par plusieurs sociétés de négociants nippones, dont principalement Sumitomo.

Depuis plusieurs semaines, le marché était sans dessus dessous. Alors que l'offre mondiale est nettement supérieure à la consommation (par le jeu de la surproduction et de l'affaiblissement de la demande dû à la récession), les prix spot du métal étaient en situation dite de déport. Autrement dit, une tonne de cuivre livrable dans les 24 heures était plus chère (on a compté jusqu'à 130 livres d'écart) qu'une même tonne livrable trois mois plus tard. Situation tout à fait anormale sur un marché excédentaire. En principe, c'est seulement lorsque le métal est rare, lorsque l'approvisionnement est menacé, que le comptant est supérieur au terme.

Sur le marché, on connaissait les responsables. Sumitomo et consort, après une tentative infructueuse en mai, adoptaient une pratique de « squeeze » : ils contrôlaient (et contrôlent encore) près de 60 % des stocks du LME, une position qui a artificiellement asséché le marché et dopé les cours au-delà du raisonnable. Les opérateurs à découvert (ayant vendu à terme du métal sans le posséder) ont dû se « racher » en catastrophe, à des prix très élevés.

En décidant de limiter les écarts de prix quotidiens, les autorités du LME ont mis provisoirement un terme aux excès. La prime du comptant sur le terme s'est peu à peu résorbée en milieu et fin de semaine, tombant à 50 livres, puis à moins de 25 livres. Pour sa défense, le patron de Sumitomo a expliqué que ses achats massifs de cuivre physique à Londres avaient été effectués pour le compte d'industriels nippons mais aussi thaïlandais et chinois. Une réponse qui a fait sourire sur les bords de la Tamise. Le LME est avant tout un marché à terme sur lequel les intervenants se couvrent par des contrats « papier » contre les risques de fluctuation des prix. Ce n'est que récidivement un marché de livraison de métal physique.

Régulièrement, les industriels de la transformation s'insurgent contre ce qu'ils appellent le « délit » du LME, critiquant des prix qui ne reflètent que de très loin, et de façon caricaturale, la véritable situation des échanges. L'épisode japonais ajoutera sans nul doute de l'eau à leur moulin.

ERIC FOTTORINO

L'aluminium déprimé

Les cours de l'aluminium à Londres sont passés, cette semaine sous la barre des 50 cents par livre. Pour 75 % des producteurs occidentaux, ces prix sont inférieurs à leurs coûts de production. Malgré les réductions de capacité décidées en 1991 (pour un total évalué à 870 000 tonnes), les prix ne devraient pas connaître de sensible amélioration avant 1995.

L'OPA d'Accor sur les Wagons-lits

Le début d'une longue bataille ?

Le jugement du tribunal de commerce condamnant, mercredi 4 décembre, Accor à payer à Sodasol, Roisard, Desmar et autres autres actionnaires les titres de la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWL) 12 500 francs belges au lieu des 8 650 francs proposés a déjà entraîné la prolongation (à Bruxelles et Amsterdam) ou la réouverture (à Paris) jusqu'au 19 décembre de son offre publique d'achat (OPA). Mais l'affaire ne s'arrêtera sans doute pas là.

Le tribunal a estimé qu'un faisceau convergent de présomptions graves et concordantes apporte au tribunal la preuve que, par l'acquisition originelle de titres Wagons-lits, en juin 1990, le contrôle conjoint (de la CIWL, NDLR) fut conféré à Accor, Cobefin (filiale belge d'Accor, constituée avec la Société générale de Belgique) et Sofinor (filiale à 54 % de la Caisse des dépôts), ces sociétés ayant convenu, en raison et par le canal de leurs actionnaires internes respectifs, d'exercer ensemble le droit de décision des principales orientations de Wagons-lits.

Le tribunal s'est notamment appuyé sur le calendrier des acquisitions faites par Accor et Cobefin

et sur les conditions du échange-ment d'actionnaires de Sofinor, « qualifiés de mystérieux par un rapport de la Cour des comptes ». Dans ces conditions, ces trois sociétés auraient dû offrir à tous les actionnaires qui le souhaitent la possibilité de céder tous leurs titres au prix de 12 500 francs.

Accor, niant tout « contrôle conjoint », a déjà décidé de faire appel. La Caisse des dépôts pourrait suivre, sa filiale Sodinor est elle aussi condamnée à payer, « solidairement » avec Accor et Cobefin. Mais la première procédure n'est elle-même pas achevée sur un point annexe : le tribunal, en effet, n'a pas encore décidé si, au prix de 12 500 francs, il faut ajouter le montant des frais financiers, comme le réclament les plaignants. Surtout de nouvelles actions pourraient naître à propos de l'OPA : littéralement, le prix de 12 500 francs n'est dû qu'aux plaignants. Accor s'est engagé à le verser aux autres vendeurs... si la Cour d'appel confirme le jugement. D'autres actionnaires ne vont-ils pas à leur tour s'adresser au tribunal pour être sûrs d'obtenir le même prix ?

G. H.

PRODUITS	COURS DU 6-12
Cuivre h. p. (Londres)	1 234 (- 6,5) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 197 (- 66) Dollars/tonne
Nickel (Londres)	7 100 (- 75) Dollars/tonne
Suez (Paris)	282,7 (+ 1,7) Dollars/tonne
Café (Londres)	1 070 (+ 451) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 224 (+ 99) Dollars/tonne
Riz (Chiang)	379 (+ 11) Cents/bushel
Mais (Chiang)	246 (+ 6) Cents/bushel
Soy (Chiang)	171,5 (- 6) Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

La mort d'un lycéen de Saint-Denis

Un élève de seconde, âgé de dix-sept ans, du lycée Paul-Eluard de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) s'est mortellement blessé, jeudi 6 décembre, par l'effondrement d'un panneau de basket-ball dans la cour de l'établissement. L'accident s'est produit en fin d'après-midi. Libérés de leurs cours une heure plus tôt que d'habitude, du fait d'un changement d'horaire d'un cours d'histoire, un groupe d'élèves jouait sur le terrain de basket lorsqu'un des panneaux, pourtant scellé dans le béton, s'est écroulé. Les lourds tubes de feraille qui le supportaient étaient complètement rongés par la rouille.

Les enseignants du lycée avaient, à plusieurs reprises, alerté les autorités sur les risques présentés par ce terrain de sport vétuste qui appartenait au lycée mais est ouvert sur le quartier et où viennent jouer de nombreux jeunes des cités voisines. Une commission de sécurité avait passé depuis la rentrée, mais cette inspection n'avait, semble-t-il, rien révélé d'anormal. En outre, le lycée Paul-Eluard fait l'objet actuellement d'un plan de rénovation engagé par le conseil régional pour un montant de 150 millions de francs. Malheureusement, les travaux engagés ne touchent pas le terrain de basket qui se situe sur l'emplacement du futur chantier de prolongement du métro.

Une assemblée générale des enseignants, jeudi 6 décembre, a décidé de suspendre les cours jusqu'à l'obtention d'une nouvelle commission de sécurité de la ville de Saint-Denis destinée à inspecter l'ensemble des installations. Cette commission est prévue pour mardi 10 décembre.

■ M^{me} Cresson à Montpellier. — M^{me} Edith Cresson a décidé de se rendre, les mercredi 11 et jeudi 12 décembre, à Montpellier. Selon l'Hôtel Matignon, le premier ministre entend se livrer, auprès des acteurs locaux de la région Languedoc-Roussillon, à un « travail d'explication » sur son action gouvernementale.

A l'Assemblée nationale

Les députés renforcent les dispositions de la protection de l'eau

Les députés ont terminé, dans la nuit de vendredi 6 à samedi 7 décembre, l'examen des articles du projet de loi sur l'eau présenté par M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, qui devrait trouver une majorité favorable à son adoption, mardi 10 décembre, au cours de la séance de vote personnel prévue à cette occasion. Seuls les communistes ont annoncé au cours du débat qu'ils voteraient contre le projet amendé par les députés.

Les objectifs d'utilisation des eaux, leur mise en valeur et leur protection sont définis à l'avenir par les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), élaborés par les commissions locales de l'eau qui rassemblent des représentants des collectivités territoriales, des représentants des usagers et des riverains ainsi que des représentants de l'Etat et de ses services publics, comme l'ont précisé les députés. Les SAGE seront coordonnés à l'échelle des bassins

hydrographiques par des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux.

Outre cette disposition essentielle du projet, les députés ont également adopté les articles qui précisent le rôle des collectivités locales dans la gestion des eaux, ainsi que ceux relatifs à la police des eaux. Ils ont supprimé un amendement introduit par le Sénat accordant à l'autorité administrative un droit de transaction pour les infractions aux mesures du texte.

Un « cavalier » bucolique

Les députés se sont efforcés de renforcer les dispositions de protection des eaux, notamment en matière de prévention des ruissellements. A propos des autorisations pour les prélèvements ou les déversements d'eau, les députés se sont opposés à ce que les installations hydroélectriques échappent au régime général. Un débat s'est engagé, à ce point de la discussion, sur la pertinence des vidanges déconnales opérées par EDF sur ses barrages qui, selon le rapporteur, M. Guy Malandain (PS, Yve-

lines), « contribuent périodiquement à faire mourir les rivières ». Ils ont également voté un amendement en faveur du traitement des effluents autres que domestiques pour les exploitations agricoles ou les petites unités artisanales ou industrielles non soumises à la loi sur les établissements classés.

En revanche, les députés n'ont pas avancé dans la lutte contre le gaspillage. Ils ont supprimé une disposition réduisant la part forfaitaire de la tarification de l'eau au profit de la consommation réelle. De même, ils n'ont pas adopté un dispositif d'exonération fiscale en faveur des équipements agricoles conduisant à une économie d'eau.

Au fil du projet de loi, ils ont supprimé un « cavalier » bucolique introduit par le Sénat à propos des gardes-champêtres et modifié les dispositions votées par les sénateurs sur le droit de la pêche qui exonèrent de la taxe de pêche les pêcheurs en eaux closes. Seuls les pêcheurs en plans d'eau inférieurs à 10 000 mètres carrés ne seront pas tenus de s'acquitter de cette taxe.

GILLES PARIS

Les bombes aérosols en accusation

Faut-il interdire les bombes aérosols dont le gaz propulseur — du butane, de l'isobutane, du propane, etc. — est un produit inflammable? Faut-il renforcer l'information sur les conditions d'utilisation de ces produits par des modes d'emploi et des vignettes plus claires sur les risques encourus? Au vu des terribles nausées, révélées par Antenne 2 et l'hebdomadaire VSD, dont on a été victime Denis Bodolet, un jour de février 1990, une réflexion s'impose.

Le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, vient d'ailleurs de demander à son collègue du ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation, M. François Douhin, « de faire une évaluation rapide, sous un mois, de la situation ». Le service de la répression des fraudes, qui dépend du ministère de la consommation, a déjà lancé une action visant à vérifier si les fabricants de bombes aérosols ont bien suivi les recommandations adressées, dès juin 1991, par la commission de sécurité des consommateurs.

Si tel n'était pas le cas, les pouvoirs publics envisagent de prendre des mesures pour les

rendre obligatoires dès le début de l'année prochaine. Reste que la suppression des fameux CFC, non inflammables et non explosifs, mais responsables en partie de la destruction de la couche d'ozone, a multiplié l'usage du butane, du propane et de l'isobutane comme agents propulseurs. En attendant l'avènement de substituts inertes en cours d'élaboration dans les laboratoires, la plus grande prudence est donc de règle même si le Comité français des aérosols fait remarquer que « huit milliards d'aérosols — 400 millions pour la France — sont vendus chaque année dans le monde » et que « le type d'accident » qui a défiguré Denis Bodolet est « tout à fait exceptionnel ».

Une explication qui ne satisfait guère le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, plutôt enclin à des mesures d'interdiction chaque fois que cela est possible, mais que le ministre de l'environnement n'épouse pas, préférant suggérer un retour au vaporisateur à main traditionnelle en attendant l'avènement des propulseurs de quatrième génération.

J.-F.A.

La préparation des élections législatives

M. Giscard d'Estaing : l'opposition n'acceptera pas de « compromis » en 1993

Dans un entretien paru dans le Figaro du samedi 7 décembre, M. Valéry Giscard d'Estaing affirme qu'en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives de 1993 celle-ci « n'acceptera pas de compromis sur le choix politique voulu par les Français ». « Dans la Constitution, explique le président de l'UDF, il n'existe aucun moyen légal d'obliger le président de la République à quitter sa fonction. Mais rien ne contraint personne à participer au gouvernement. En 1988, M. Mitterrand se présentait comme le président de tous les Français. Aujourd'hui, il se présente comme un président socialiste, selon sa propre définition. En 1993, s'il n'a pas de majorité pour poursuivre sa politique socialiste, il faudra qu'il forme un gouvernement minoritaire (...) Si nous nous engageons à opérer un changement fon-

damental de la politique française, nous ne devons accepter aucun obstacle sur notre route. C'est ce que l'UDF appelle une alternance franche. » M. Giscard d'Estaing précise toutefois que cette alternance peut être « accompagnée, s'il le souhaite, par le président de la République, mais alors il s'engage à approuver et à faciliter le changement de politique voulu par les Français ».

Commentant « l'effondrement sans précédent » de la popularité du chef de l'Etat et de son premier ministre, M. Giscard d'Estaing estime « que la situation politique du présent est plus décriée qu'elle ne l'a jamais été sous aucun des présidents antérieurs ». Cela tient selon lui à la durée trop longue du pouvoir du président, à « l'épuisement du message socialiste », à « la situation de corruption » et à « la

crise morale ». Evoquant la « montée persistante » du Front national, M. Giscard d'Estaing maintient qu'elle a été voulue par le pouvoir et qu'elle est entretenue par l'inaction du pouvoir sur les problèmes de société qui touchent les Français.

« Dans le système de François Mitterrand, explique-t-il, le projet, c'est la division. Il a cherché à créer la division dans l'opposition en faisant monter le Front national par des propositions répétées, telles que l'octroi du droit de vote aux étrangers. Puis il a recommandé la proportionnelle, qui est un scrutin de division. Ensuite il a pensé que, pour assurer son pouvoir, il était commode d'utiliser la division dans son propre camp : il l'a créée. Il se trouve aujourd'hui dans une situation qu'il ne sait plus comment maîtriser. »

La crise orthodoxes-catholiques au synode des évêques

Le secrétaire d'Etat du Vatican se défend de tout « prosélytisme » en Russie

CITE DU VATICAN

de notre envoyé spécial

Après l'incident créé en plein synode par Mgr Spyridon Papageorgiou, représentant le patriarche orthodoxe de Constantinople, qui avait reproché à l'Eglise catholique en Russie de « faire du prosélytisme » et de créer des « structures parallèles » (le Monde du 4 décembre), le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat, numéro deux du Vatican, a répondu en personne, vendredi 6 décembre. De la manière la plus ferme, il a justifié la décision du pape, en avril dernier, de créer trois diocèses catholiques à Moscou, à Novosibirsk en Sibirie et à Karaganda (Kazakhstan), dirigés par trois administrateurs apostoliques (et non évêques).

« A cause des déportations de population, les soixante-dix ans de communisme ont provoqué un changement de la topographie religieuse en URSS », a expliqué le cardinal italien, étant pour la première fois les chiffres de la population de catholiques latins : 50 000 à Moscou, d'origine polonaise, 80 000 dans la région

de Novosibirsk, en Sibirie, de souche allemande et polonaise, 40 000 dans celle de Volgograd, et surtout 500 000 fidèles d'origine allemande dans le Kazakhstan. « A ces catholiques qui avaient déjà souffert de leur tragique déportation et de l'abandon dont ils étaient lésés, le pape ne devait-il pas assurer un minimum d'assistance? », a demandé le cardinal Sodano, en s'adressant aux orthodoxes russes, dont le patriarche, Alexis II de Moscou, avait qualifié l'attitude catholique de « brachage religieux ».

En ce qui concerne la légalisation et la restitution des biens aux Eglises unites d'Ukraine et de Roumanie qui ont donné lieu à des violences avec les communautés orthodoxes, le cardinal Sodano a délégué la responsabilité au Vatican et a conclu en assurant aux orthodoxes que « la réorganisation de l'Eglise catholique dans les pays d'Europe orientale n'a pas eu la moindre intention de prosélytisme ».

H. T.

EN BREF

■ CHINE : navetier du procès d'un étudiant dissident. — Une affiche opposée à l'extérieur d'un tribunal de Pékin, vendredi 6 décembre, a annoncé l'ouverture du procès du dirigeant étudiant Li Minqi, accusé de propagande contre-révolutionnaire et d'agitation politique. Il avait été arrêté le 4 juin 1990, après avoir prononcé un discours à l'université de Pékin.

À l'occasion du premier anniversaire de la répression du « printemps de Pékin », par ailleurs, une association américaine de défense des droits de l'homme a demandé à la Chine des renseignements sur dix détenus politiques qui seraient entrés en novembre une grève de la faim. Pékin a qualifié ces informations de « pure affabulation ». — (Reuters, UPI).

■ INDE : une cinquantaine de personnes tuées par des séparatistes sikhs. — Dix personnes ont été tuées par des militants sikhs, vendredi 6 décembre, à un passage à niveau dans l'Etat d'Uttar-Pradesh (nord de l'Inde), ce qui porte, selon la police, à au moins 51 morts le bilan des violences dans cette région en deux jours. Jeudi, au moins vingt-six personnes, toutes hindoues, avaient été tuées à Tobana (Etat d'Haryana), huit autres étaient tombées sous les balles des sikhs à un arrêt d'autobus de Pilibhit (Uttar-Pradesh), tandis que dans la ville voisine de Lakhimpur-Kheri, six personnes avaient été tuées à un péage. — (Reuters, UPI).

■ PHILIPPINES : reddition d'un officier fédéral. — Le lieutenant-colonel Neon Ebuena, l'un des officiers de haut rang parmi ceux qui ont mené six tentatives de coup d'Etat en cinq ans contre la présidente Corason Aquino, s'est rendu

aux Forces armées après des négociations avec l'état-major. Il sera réintégré, du fait qu'il n'a informé les autorités sur les faits et gestes de ses compagnons. Le leader politique des factieux, le colonel Gregorio Honasan, a récemment renoncé à se rendre. Dix autres officiers demeurent recherchés. — (UPI).

■ SALVADOR : transfert des négociations de paix à New-York. — Les pourparlers de paix entre le gouvernement du Salvador et les rebelles du Front Farabundo-Martí de libération nationale, qui avaient repris fin novembre à San-Miguel-de-Allende (Mexique), se dérouleront prochainement au siège new-yorkais de l'ONU, à la demande du secrétaire général de l'Organisation, M. Javier Pérez de Cuellar. Ce dernier a estimé qu'il pourrait ainsi « intervenir personnellement en cas de nécessité » dans ces difficiles négociations, menées sous l'égide de l'ONU en vue de la conclusion d'un cessez-le-feu, qui mettrait fin à douze années de guerre civile. — (UPI, AFP, Reuters).

■ Négociations rompues entre les enseignants de Mantes-la-Jolie et la préfecture des Yvelines. — Les enseignants du quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), en grève depuis le 5 décembre pour protester contre l'insécurité dans le quartier et les mauvaises conditions de travail (le Monde du 7 décembre), ont rompu, vendredi 6 décembre, les négociations engagées avec le représentant du préfet des Yvelines. Les enseignants ont jugé les propositions (notamment création de onze postes et indemnisation des dégradations de véhicules) « notablement insuffisantes ».

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans, l'attaque japonaise sur Pearl-Harbor..... 2

ÉTRANGER

Le sommet européen de Maastricht..... 3 à 5
La long combat des socialistes, par Jacques Kergout..... 5
Un demi-siècle de controverses françaises sur l'Europe, par André Persson..... 5
URSS : « L'Est confédéré » de M. Gorbatchev semble irrémédiablement compromis..... 6
L'élection présidentielle en Moldavie : les partisans de la réunification avec la Roumanie s'opposent aux russophones..... 6
Yougoslavie : Flambée de violence sur tous les fronts : Les Etats-Unis imposent des sanctions à l'ensemble des Républiques de la Fédération. L'Allemagne confirme son intention de reconnaître la Croatie et la Slovaquie..... 6-7
Pologne : l'investiture du nouveau premier ministre..... 7
Sénégal : « Etat de grâce » et « bombe sociale » à Dakar..... 8

POLITIQUE

La préparation des élections régionales..... 13
M. Alain Bayrou (UDF-PR) est élu maire de Briançon..... 13
Livres politiques par André Laurens : Pures ficelles..... 13

SOCIÉTÉ

La diversification des activités de la Sonacotra est mise en cause par la Cour des comptes..... 14
Le Comité national d'éthique dénonce les profits commerciaux réalisés à partir du sang humain..... 15

HEURES LOCALES

■ Quel avenir pour la coopération interrégionale? ■ Minutiles municipales en panne ■ Ile-de-France : Du complexe au rêve; Des fédérations seuzzaines; Seine de vie ■ Le nouveau tramway de Saint-Denis..... 9 à 12

CULTURE

Un entretien avec M. Paul Quilès..... 17

ÉCONOMIE

La zone franche de Manaus connaît la décadence..... 19
Les soubresauts de l'économie américaine..... 19
L'ouverture dominicale des magasins britanniques..... 19
IBM fait sa perestroïka..... 19
Les pourparlers entre British Airways et KLM..... 19
Revue des valeurs..... 20
Crédits, changes, grande marchés..... 21

COMMUNICATION

La Cinq dans le labyrinthe..... 15

Services

Abonnements..... 2
Cartes..... 16
Météorologie..... 16
Mots croisés..... 16
Télévision..... 15
Spectacles..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 décembre 1991 a été tiré à 502 987 exemplaires.

La contestation au PCF

M. Fiterman prend des contacts internationaux

M. Charles Fiterman, ancien ministre, membre du bureau politique du PCF, chef de file des communistes « refondateurs », a décidé de nouer des contacts internationaux. Il a rencontré, au début de la semaine, à Paris, M. Gyss, le président du PSD (Parti du socialisme démocratique), qui tente de reconstruire un parti ouvrier sur les ruines de l'ex-PC allemand, et il va se rendre, du 18 au 21 décembre, en Tchécoslovaquie. Il doit y avoir une série d'entretiens au cours desquels il se propose d'expliquer la tentative rénovatrice menée par les « refondateurs » à l'intérieur du PCF.

D'autre part, à Sevran (Seine-Saint-Denis), deux conseillers municipaux socialistes, membres du courant animé par M. Jean-Pierre Chevènement, M^{me} Michèle Dabé et M. Daniel Kpode, ont annoncé, le 3 décembre, leur démission du PS et leur ralliement au mouvement Refondations, auquel a déjà adhéré le maire communiste de la ville, M. Bernard Vergnaud. Ils ont expliqué leur décision en disant que « les perspectives d'un changement réel et progressif de société ont disparu dans la dérive d'un pouvoir se réclamant de la gauche mais sans autre projet que de gérer le capitalisme ».

Blocage d'autorisations à l'assemblée de la CSEE

L'assemblée générale de la Compagnie des signaux et d'équipements électroniques (CSEE) a refusé, vendredi 6 décembre, d'autoriser le conseil d'administration à procéder à des augmentations de capital, comme l'avait demandé le groupe d'investisseurs Quadral, premier actionnaire de la CSEE avec près de 35,6 % des actions. Sur la dizaine de résolutions soumises à cette assemblée extraordinaire, Quadral s'est vu contre non seulement par le holding italien Finmeccanica, qui détient 49 % de deux filiales de la CSEE, mais aussi par une société de portefeuille, le Groupement privé de gestion (GPG).

Ces deux actionnaires détiennent

respectivement 26 % et 11 % de l'entreprise. Un représentant de Finmeccanica, M. Luciano Acciani, a indiqué qu'il ne pouvait accorder un « blanc-seing » à Quadral, n'ayant pas connaissance du « plan industriel détaillé ». De son côté, M. Yazid Sabeg, président de Quadral et de la CSEE, bien qu'ayant échoué dans son OPA sur la société, a déclaré « considérer avoir le contrôle de la société » et s'est dit toujours prêt à acquiescer 100 % des actions. Rappelant qu'il s'agit « d'un investissement industriel à long terme », M. Sabeg a pour objectif de restaurer la capacité bénéficiaire de l'entreprise. Néanmoins, celle-ci devrait encore perdre 30 millions cette année.